

/UNREVISED/

No. 5 of 2022

RODRIGUES

FIFTH REGIONAL ASSEMBLY

PARLIAMENTARY

DEBATES

(HANSARD)

(UNREVISED)

WEDNESDAY 04 MAY 2022

/UNREVISED/

CONTENTS

ANNOUNCEMENT

MOTION

RESUMPTION OF BUDGET DEBATE

COMMITTEE OF SUPPLY

ADJOURNMENT

/UNREVISED/

The Executive Council

(Formed by Mr Johnson Roussety, G.O.S.K.)

Mr Johnson Roussety, G.O.S.K.	Chief Commissioner, Commissioner responsible for Central Administration, Civil Aviation (Administration), Education (Administration), Legal Services, Marine Services (Administration), Registration, Statistics in respect of Rodrigues, State Lands, Town and Country Planning, Cooperatives, Handicraft, Industrial Development, Prisons & Reforms Institutions (Administration), Trade, Commerce and Licensing, Vocational Training, Civil Status, Customs and Excise (Administration), Judicial (Administration), Postal Services (Administration), Marine Parks, Water Resources
Mr Franceau Aubret Grandcourt	Deputy Chief Commissioner, Commissioner responsible for Public Infrastructure including Highways and Roads and Public Buildings and Utilities, Transport, Environment, Community Development, Housing
Mr Louis Ange Perrine	Commissioner responsible for Agriculture, Fisheries, Food Production, Forestry, Plant & Animal Quarantine
Mr Jean Nicolas Volbert	Commissioner responsible for Health (Administration), Social Security (Administration), Fire Services
Miss Marie Christiane Agathe	Commissioner responsible for Women's Affairs, Child Development, Family Welfare, Consumer Protection/Price Fixing
Mr Jean Alain Wong So	Commissioner responsible for Tourism, Employment, Labour and Industrial Relations, Information Technology & Telecommunications
Mr Joseph Varok Ravina	Commissioner responsible for Youth & Sports, Arts and Culture, Museums, Archives, Historical Sites and Buildings, Library Services

/UNREVISED/

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

Mr Chairperson - Leopold, Mr Joseph Christian

Deputy Chairperson - Tolbize, Mr Justar

Clerk - Legentil, Miss Marie Lyndia Yannick

Serjeant-at-Arms - Larose, Mr Georges Harold Banwell

/UNREVISED/

RODRIGUES

Fifth Regional Assembly

Debate No. 05 of 2022

Sitting of Wednesday 04 May 2022

The Assembly met in the Assembly House, Port Mathurin, at 10.30 a.m.

The National Anthem was played

(Mr Chairperson in the Chair)

MOTION

RESUMPTION OF DEBATE

“This Assembly resolves that, for the purposes of section 44(1) of the Rodrigues Regional Assembly Act, there is approved the Draft Estimates of Recurrent Revenue, Recurrent Expenditure, Capital Revenue and Capital Expenditure for the financial year ending 30 June 2023.”

Mr Perrine: M. le président, je peux enlever mon masque? M. le président, je me réjouis d’avoir l’opportunité de participer dans ce débat budgétaire pour l’année financière 2022/2023. C’est avec un peu d’émotion que je me retrouve après 10 ans dans cette Assemblée mais quand même, je suis heureux et fier de pouvoir apporter ma contribution et en tant que personne âgé à la population. Avant de poursuivre, je voudrais remercier de tout cœur l’électorat numéro 5, en parti le PMSD Rodrigues ainsi que toute la population surtout les éleveurs, les planteurs, les pêcheurs et les «*ti dimounes*» qui nous ont voté majoritairement. Je leur dis: je sais que notre association, le Gouvernement régional apporte beaucoup d’espoir et nous allons faire de notre mieux pour leur donner satisfaction.

Bon, comme je disais, la population a majoritairement voté pour l’Alliance Libération et dans notre programme électoral, nous avons présenté suite à l’écoute, aux cris et la souffrance de toute la composante de notre société, un programme pour satisfaire, apporter le soutien possible à cette société qui souffre, qui a souffert pendant 10 ans. Surtout, essayer de régler les problèmes qui les touchent directement, par exemple, le problème d’eau, les déclin des secteurs productifs, le chômage, la pauvreté, sont les défis majeurs parmi tant d’autres que nous devons adresser urgemment afin de soulager notre population et faire de Rodrigues, un pays où il est bon de vivre. Pour y arriver, M. le président, cela demande beaucoup d’intelligence et sérieux, une bonne stratégie et méthode de travail avec la collaboration de tous les partenaires au niveau local, national et international sans oublier la collaboration essentielle de toute la population.

Cela est important afin de créer une synergie et les conditions appropriées pour faire face aux défis qui nous guettent. M. le président, lundi dernier, on a eu beaucoup de remarques, des questions de la part de l’opposition et je voudrais avant d’entrer dans mon discours, je voudrais répondre à quelques remarques ou demandes d’information, surtout du membre

Baptiste. Il parlait de comme si c'était la chasse aux sorcières mais il n'y a aucune chasse aux sorcières. C'est le sérieux, les règlements, la discipline parce que je pense que l'épisode des 243 travailleurs, ils ont marqué et nous n'allons pas suivre l'exemple comme l'ancien gouvernement a fait avec les 243 travailleurs qui sont éparpillés à Maurice et qui sont dans la misère, dans la pauvreté extrême et il y a jusqu'aujourd'hui, il y a des personnes qui nous appellent pour demander au secours et régler le problème.

Il y a premièrement ce problème de 150 personnes, la fameuse ERP. M. le président, un groupe de personnes a pris l'emploi à l'agriculture sous le *Employment Relief Programme* en 2021 financé par le *National Environment Fund*. Mais c'est un projet très mal ficelé et son application laisse à désirer. Ces personnes quoi que prises sur la liste du bureau de l'emploi, aurait dû passer un entretien pour tester leur motivation, éligibilité pour le travail qu'ils vont faire mais tel n'a pas été le cas. Dans le contrat, il aurait dû être appelé à faire et réhabiliter des drains, des terrasses et aménager des terrains agricoles mais pas un seul mètre de terrasse et terrain ont été réhabilités depuis l'embauche depuis décembre jusqu'à la déclaration de la COVID-19 à Rodrigues. Pendant plus de trois mois, ils étaient postés sur les stations agricoles pour faire des travaux de routines contrairement aux exécutifs du projet.

C'était un projet fait à la va-vite car le contrat était mal ficelé: pas de date de commencement, pas de durée, pas d'endroit où on travaillait etcetera. Depuis leur *posting*, ces travailleurs n'ont pas reçu le moindre équipement. Ils n'ont pas eu de *supervisor*. Plus pire, ils n'ont jamais eu de contrat ou document signé entre le NEF et le RRA pour ce programme avec résultat que des fonds ont été utilisés dans le budget de la Commission pour payer ces travailleurs même pour des périodes où ils n'ont pas travaillé. M. le président, nous allons revoir tout cela afin que ces travailleurs puissent être recrutés avec un nouveau contrat à la satisfaction de tout le monde pour atteindre des objectifs fixés sous le programme. S'il faut augmenter le nombre, nous allons le faire. M. le président, deux fermes intégrés, un projet de ferme intégré sous le CCA+ à Montagne du Sable et Anse Ali a été soumis par la RRA sous la Commission de la sécurité sociale.

Bien que la majeure partie du projet implique des activités agricoles, la Commission de l'agriculture a été laissé de côté avec comme résultat que le projet a pris beaucoup de retard malgré que les financements nécessaires étaient disponibles. Les emplacements choisis après avoir obtenu le financement ne sont pas appropriés et les bénéficiaires choisis ne sont pas motivés car elles-mêmes, ne savent pas qu'est-ce qu'elles vont attendre....

Mr Baptiste: Point of Order....As per sanitary protocol, every Member should wear a mask except for the one who is speaking, obviously.

Mr Chairperson: You have been here for so many years and you know that a Point of Order is about what we are doing according to the RRA Act, the Assembly but I remind my Members for the respect of the sitting, kindly keep your mask on as I do here. Thank you. But this cannot be a Point of Order which is not in the Standing Orders.

Mr Perrine: Bon, je disais que pour les deux projets, Anse Ali et Montagne du Sable, les emplacements choisis après avoir obtenu le financement ne sont pas appropriés et les bénéficiaires choisis ne sont pas motivés car eux-mêmes, ils ne savaient pas qu'est-ce qu'on attendait d'eux. Un exemple flagrant de mal planification de ce projet de la construction d'une retenue collinaire à Roche Bon Dieu. La Commission a déjà un retenu au même endroit qui peine à être rempli et le projet, deuxième projet à construire, un autre retenu collinaire quelques mètres plus bas en utilisant du ciment au lieu du plastique et des.... membrane comme recommandé par les experts. A Montagne du Sable, des terrains productifs ont été pris pour la construction des sheds pour cabris.

M. le président, les discussions ont déjà été entamées avec la Commission de la sécurité avec mon collègue, le Commissaire Volbert pour que le projet soit transféré sous la Commission de l'agriculture pour un meilleur suivi et implémentation. Il faut noter, M. le président, que la Commission de l'agriculture avait soumis un projet sous ce même programme qui n'a pas été accepté au dépend de celui mentionné plus haut et les circonstances pour lesquelles cela est arrivé laisse à désirer. M. le président, il y a eu aussi des interrogations concernant le centre de miel de Rodrigues. M. le président, le miel de Rodrigues est réputé pour son goût et qualité exceptionnelle. De plus, les propriétés médicinales de ce produit à base d'eucalyptus rendent ce produit encore plus prisé surtout en ce temps de pandémie de Covid-19. Le dernier recensement indique que cette filière ne compte pas moins de 250 apiculteurs conduisant 2800 ruches. La production annuelle de miel a oscillé entre sept et 10 tonnes ces dernières années. Une baisse. Parce qu'en 2012, c'était à peu près 60 tonnes. Mais cette année, on a fait une récolte de 20 tonnes.

Les gros problèmes dans ce secteur, sont la baisse de la production et la contrefaçon qui ternisse la réputation de ce produit d'excellence. M. le président, une maison de miel a été construite par le projet FED dans les années 90 dans le but d'offrir aux apiculteurs un espace

adéquate pour extraire et embouteiller leur miel. La Commission de l'agriculture a rénové ce bâtiment en 2016 au coût de Rs293000 et ajouter les équipements nécessaires à son fonctionnement afin de le léguer sous un contrat, MoU à la coopérative miel de Solitaire pour une durée d'une année, novembre 2016, novembre 2017. Donc, à ce jour, le MoU est expiré. A ce jour, ce centre reste fermé tout le long de l'année et la coopérative ne compte que 26 membres, soit 10% de nombre total des apiculteurs à Rodrigues dont la quasi majorité de nos apiculteurs ne profite pas de cet espace crée pour eux.

Dans le but de permettre tous les apiculteurs de bénéficier du service de la maison du miel, la Commission de l'agriculture va reprendre la gestion de la maison du miel. L'aide du Ministère d'agro-industrie de Maurice et le Syndicat Apicole de La Réunion ont déjà été acquis pour pouvoir aider, former des apiculteurs Rodriguais et les facilités suivantes sont déjà disponibles:

- *Duty free* pour l'achat d'une voiture 4x4;
- *Loan* à un taux d'intérêt de 2% à la banque développement pour l'achat des ruches, des équipements d'apiculteur;
- Formation en apiculture moderne par les Réunionnais.

Voilà, je pense que c'est un peu tout. Mais je voudrais dire, ajouter aussi pour la région 6, je pense que le membre parlait d'action concrète. Pour la région 6, nous avons déjà établi un réseau d'irrigation à Gravières pour 59 planteurs qui attendaient depuis cinq ans d'être raccordé à *La Source Tigome*. J'invite le membre à visiter Gravières à partir demain pour voir ces planteurs comme ils sont heureux. Deuxièmement, on a déjà réparé les lumières qui se trouvent à Saint François pour les pêcheurs puissent sortir le soir et entrer. Ça aussi, ils attendaient depuis plus de quatre ans. Ce sont des actions, petites actions que nous avons prises en espace de deux mois mais que ces personnes attendaient depuis six/sept ans. Voilà, les actions concrètes. Dans d'autres secteurs, je vais revenir aussi. Mais je pense l'action phare que nous avons prise a donné beaucoup de satisfaction aux éleveurs à l'agriculture, c'est du côté de l'élevage. Nous avons pu après beaucoup de tâtonnement...

Tout à l'heure, je vais revenir, cette épisode FMD. Nous avons pu avec un protocole très serré spécifique, reprendre l'exportation des animaux sur Maurice. Et je dois dire que les éleveurs ont reçu jusqu'à maintenant, ils ont payé Rs5 millions en deux voyages et ce qui m'a

fait plaisir, quand j'étais samedi sur le quai avec quand un éleveur m'a approché pour me dire: «*Longtemps nou ti pe mor ek sagrin dan Rodrigues, maintenant nou mor ek la joie*». Parce qu'ils ont pu retrouver leurs revenus. C'est ça l'objectif de notre action en politique; c'est aider les «*petits dimounes*», augmenter leurs revenus, créer des possibilités et non pas faire des grands projets, *vanity project* comme la banque mondiale appelle, gaspillage d'argent, résultat zéro. Nous allons faire des petites actions. Très rapidement, les gens vont sentir les effets. Même affaire pour les pêcheurs. Les gens attendent depuis 10 ans. Fameuse *fisherman card*. Et pour être plus malin, je n'ai jamais vu ça et la loi ne permet pas ça, on donne des cartes provisoires.

Soit vous avez *the fisherman card*, soit vous n'avez pas. Quand je suis arrivé, tous ceux, '*sa mo pa ti guet figuir sa*', tous ceux qui sont éligibles et qui ont des cartes provisoires, on les a donnés. Vous allez rire mais rire, qui rira le dernier. Mais 64, ils ont eu leurs cartes et dans mon discours, vous allez voir. Mais je ne vais pas comme le projet, *Fishing and Octopus Processing* à Saint Gabriel, l'ourite est à Port Sud-Est, '*dimoune bisin saryer ourite lor latet dan bus ziska Port Sud-Est, ziska Saint Gabriel*'. Vous autres, le monde à l'envers. Comment on va prendre l'ourite, le poisson de Port Sud-Est, transporter dans le bus mais '*marser amene*' Saint Gabriel? C'est fermé. Les bénéficiers étaient contre. C'est ça, l'arrogance: imposer. Tout comme le projet l'huile de limon. Vous autres, par tonne, 400 tonnes de limons sont en train de pourrir à Rodrigues.

Qu'est-ce qu'on fait? Essence limon. Il y a des partisans '*dire moi li pe atan sa de l'huile la pou met dan so latet*'. Je ne sais pas. Je vous dis... Mais l'huile... '*Domage pa teine sévé*.' Mais l'huile, vous savez, a pris neuf ans. Le parfum a pris neuf ans pour avoir l'odeur. Vous autres, nous, ce que nous avons fait jusqu'à maintenant, j'ai parlé au Ministère. Limon, la période est de décembre à juin et Maurice importe beaucoup de limon de la Turquie, de l'Egypte. J'ai parlé au Ministère et on va mettre pas un embargo mais mettre *levy* sur les limons importés pour que Rodrigues puisse vendre ses limons pendant cette période. Et je vous dis... Mais deuxièmement, j'étais à La Réunion et j'ai pu rencontrer les commerçants. Vous savez, ils sont disposés à acheter nos limons.

Peut-être comme le *Minority Leader* a dit, à Rs10 l'unité mais seulement... Oui, je suis d'accord avec vous. Il faut préparer le *waxing*, etcetera, l'emballage et envoyer à La Réunion. Pourquoi faire un détour quand on peut aller directement? Alors, nous allons revoir tout ça. Nous allons prendre des actions pour aider les producteurs, les planteurs, les éleveurs

directement sans les gros projets. *Heavy investment*, Rs39 millions pour investir dedans, un centre fermé? Là, il y a les meetings entre les opérateurs. Ce n'est pas possible. Rodrigues, c'est un problème de gestion. Maison pêcheur fermée, l'abattoir fermé, centre de miel fonctionne 1%, 10%.fermé. Ils ont tous mangé, le bâtiment aussi. Mais comment on peut faire ça? Mais comment ça peut se faire? Et Limon D'Or....

Non, M. le président, ça, le problème avec vous, il faut voir la vérité. Il y a un problème avec le management. L'idée est bonne mais on atteindrait jamais l'objectif parce que le management n'est pas correct. Vous voyez RTMC. RTMC, c'est moi qui ai fait l'incorporation. Et je me suis bagarré avec STC. L'incorporation mais vous, vous avez créé, je suis d'accord. Mais *incorporate*... Oui mais il n'y avait pas d'argent, il n'y a rien du tout, seulement un dossier. Moi, je suis allé me bagarrer avec la STC. La STC a contribué 40%, Rs2 millions. Qu'est-ce que vous avez fait? Avec votre *mismanagement*, la STC a retiré son argent. Et vous savez qu'est-ce qu'on a dit après? Maintenant, '*nou pou libre, nou pou pren décision pou nou*'. Vous savez avec la STC, qu'est-ce qui allait se passer? STC '*ti pou handover*' tout l'entreprise qu'il y a à Rodrigues et c'est RTMC qui allait tout prendre en charge.

C'est ça, l'autonomie: Rodrigues, les Rodriguais prendre en charge, l'autonomie pour eux. D'ailleurs, je vais dire quelques mots sur l'autonomie. L'autonomie, c'est quoi? C'est une option politique mais il faut l'utiliser. On ne peut pas s'asseoir dire je suis autonome, je suis autonome, l'argent va tomber sur vous, vous allez tout avoir. Si vous ne faites pas attention avec cette autonomie, si on ne *deliver* pas, s'il n'y a pas de bon management, regardez le rapport de l'audit. Année après année, *mismanagement, bad planning, no monitoring*. Ce n'est pas moi. Ce n'est pas nous. Regardez. Ce que vous êtes de faire, vous êtes en train de ternir cette autonomie. Pas vous, maintenant, nous allons redresser tout ça. Moi, j'ai fait 28 ans dans l'administration. Je n'ai jamais eu un *query* de l'audit parce que je sais dépenser l'argent du gouvernement. Il faut faire bien attention. Ce n'est pas votre argent; c'est l'argent du peuple. Mais moi, je dis très haut et fort, *the public interest is above all interest. Public interest is above all interest*.

(Applause)

Mr Perrine: Nous travaillons pour le public, pas pour nous. Je ne suis pas un commissaire à faire du business. Je suis très pauvre. Je m'assois sous un manguier et je fais la méditation. Je ne suis pas pauvre. Je n'ai pas de maison 10 étages. Je ne suis pas dans le

commerce. Si je veux être dans le commerce, je me retirerai, je vais devenir businessman. Pour répondre à M. Baptiste, peut-être très tard, mais seulement, je vous dis un petit conseil. Je vois que le *frontman* est un peu animé mais j'ai eu l'expérience de traverser le désert pendant 10 ans. Je vous dis. Essayez de *learn your lesson now* parce qu'il y aura à venir. Ça va venir pour vous et peut-être vous allez sortir personne âgée comme moi. Faites attention. Voilà. Et je voudrais dire quelques mots sur l'autonomie parce que j'ai entendu là, je félicite les membres qui ont fait leur *maiden speech* mais vous savez, il y a une conception à Rodrigues.

J'ai dit ça peut-être en mon nom personnel. Je ne sais pas si c'est l'Assemblée régionale. Il y a une perception à Rodrigues que c'est l'OPR qui est la propriété de l'autonomie alors nous, nous sommes contre l'autonomie. Alors, ces gens-là, ils sont contre l'autonomie, contre Rodrigues. Non. Il n'y a jamais eu de vote pour l'autonomie à Rodrigues. En 2000, il y a eu les élections à Maurice. En 2000, suivez l'histoire, il y a eu les élections à Maurice, M. le président, je pense que vous étiez élu aussi, vous êtes élu pendant cette période mais c'est l'OPR qui a remporté les élections. Correct. En 2000. Maintenant, il y a un changement de gouvernement à Maurice. C'est le MMM et le MSM qui a pris le gouvernement. Et avant, c'était l'honorable Jolicoeur qui était le Ministre de Rodrigues et sous un gouvernement Travilliste.

Mais quand il y a eu un changement, alors, le nouveau gouvernement a pris un peu de temps pour savoir quelle décision il allait prendre pour Rodrigues. Moi, j'étais à l'administration à cette époque-là. J'ai participé. Je suivais ça de loin. Et juste après les élections, le Premier ministre est venu à Rodrigues. Sir Anerood Jugnauth est venu à Rodrigues pour rencontrer la population. Vous savez qu'est-ce qui s'est passé? Sir Anerood Jugnauth a dû passer par Saint Gabriel pour aller à Cotton Bay parce qu'il y avait une manifestation à Mont Lubin '*kot «done nou ministre»*'. Il n'y avait pas '*«done nou lautonomi»*'. Je vous assure. Et Sir Anerood... Le lendemain, Paul Bérenger est arrivé à Rodrigues. J'ai assisté à La Réunion. C'était ici *passenger terminal*, là. Mais les partisans sont venus avec des placards '*«done nou ministre»*'.

Mais lorsque Paul Bérenger s'est adressé à l'Assemblée, il a dit: '*Ki ministre zot pe rodé? Vous aurez une Assemblée, vous aurez les Commissaires, vous aurez un Chief Commissioner qui va être l'équivalent du Premier ministre.*'» Moi, j'étais là. Les gens ont applaudi et ils sont sortis avec leur pancartes sous les jambes, excusez-moi, sortir et partir. Ce n'était jamais pour l'autonomie. Et puis, mais quand on a fait les élections en 2002, ce n'était pas pour l'autonomie.... Oui, l'information. Ce que je veux faire sortir, vous savez, n'importe

qui peut s'autoproclamer X, Y. Moi, je ne suis pas comme ça. Mais seulement, l'histoire, il faut la dire correctement. Moi, ce que je veux faire ressortir, il n'y a pas de gens à Rodrigues qui sont contre l'autonomie et l'autonomie n'est pas la propriété d'un parti politique à Rodrigues. Tous les Rodriguais sont satisfaits de l'autonomie et ils doivent coopérer pour améliorer la situation et mieux gérer le pays. Mais il ne faut pas aller dans cette direction-là. Il ne faut pas nous voir comme des gens contre l'autonomie. Non! Mais nous sommes là pour améliorer si ça ne marche pas. Il faudrait une collaboration des deux côtés si jamais ça ne marche pas pour pouvoir faire avancer l'idée. Maintenant, je vais reprendre mon discours concernant l'agriculture. C'est que j'ai....

(Interruptions)

Mr Perrine: Voilà, M. le président, comme a souligné le Chef commissaire en présentant notre programme quinquennal, nous avons pris en considération les grands défis, notamment le changement climatique, les pandémies, la situation géopolitique difficile sur la scène internationale, le déclin de notre secteur productif et économique et la pauvreté. Dans ces conditions, M. le président, quelle agriculture pour Rodrigues? Je sais que le membre Dr Agathe a brillamment, légèrement parlé dessus et je le félicite parce que c'est difficile. Ce n'est pas une question de critiquer. Ils étaient là, moi, je suis là. Maintenant, je peux faire mieux mais l'idée de tout le monde contre et je dois féliciter Monsieur Dr Agathe pour sa contribution dans les discours parce que c'est difficile. Quel type d'élevage à poulet? Parce que depuis FED, j'ai lu tous les rapports FED. Ça ne marche pas. Et FED parlait de stabilisation, de *cut and carry*. Mais comment on peut faire *cut and carry*? Il y a la sécheresse.

Quand vous avez 13 silvopastoral areas qui sont abandonnés, dévastés, il n'y a plus de gardien, il n'y a plus de pâturage, comment vous allez faire? Maintenant, les gens, il y a des animaux partout à Saint Gabriel, devant l'Eglise, tout. Comment vous allez faire? Mais il faudrait une coopération de tout le monde et personne ne tire des gains politiques par des actions drastiques que nous allons mettre en place pour régler le secteur de l'élevage. Je vais venir dessus. Et même, je sais que le Chef commissaire parle de plan d'aménagement du territoire et je pense que le Dr Agathe va travailler dessus, pourrait nous apporter un peu de support dessus. Donc, quelle agriculture dans le contexte actuel? On parle d'agriculture biologique, agriculture organique, agriculture raisonnée mais nous, il faut trouver la juste mesure pour Rodrigues et ça, on va le faire en discutant avec les éleveurs, tous les *stakeholders*.

Moi, je suis disposé à même discuter avec l'opposition pour écouter et prendre une bonne décision parce que l'agriculture, la pêche et l'élevage, vous allez beau parler du tourisme, vous allez beau parler de secteur, c'est ça le secteur traditionnel. D'ailleurs, vous avez perdu les élections à cause de ça. Vous avez abandonné vos propres électeurs. Les éleveurs, les planteurs, ils attendent beaucoup. Ils attendaient. Vous faites Saint Gabriel devenir un centre de café. Par contre, dans votre programme, j'étais en train de lire ça hier, vous savez qu'est-ce que vous avez mis, qu'est-ce que l'OPR avait mis pour Saint Gabriel? Saint Gabriel va devenir un centre de production de miel et de viande. '*Zamai mo ti koner café vine la viane, mwan.*' Mais je ne sais pas. Je sais qu'il faut changer mais il faut changer avec la population. Les gens qui vous suivaient ne comprenaient pas pourquoi.

Maintenant, pour eux, Saint Gabriel, c'est l'honneur de Rodrigues. Quand ils parlent de station de Saint Gabriel *Breeding*. Même les étrangers, quand ils parlent de Saint Gabriel, c'est l'élevage, le lait, les belles vaches etcetera. Vous savez, j'ai été visité Saint Gabriel, M. le président. Mon Dieu, j'ai dû apporter un peu de... Comment on appelle ça, '*fer boire pou gagne la force la*'? Glucose. En arrivant là-bas, vous savez, j'ai vu, M. le président, '*poule lor bæufpe manze carapate*'. Vous croyez que c'est possible? '*Poule lor bæufpe manze carapate*'. Et vous autres, ce n'est pas possible. Comment on n'a pas pu faire ça? Et ce qui est pire, il y a de l'eau à côté mais il fallait nettoyer les bassins. On est en train de payer quatre camions d'eau par jour pour Saint Gabriel quand il y a un bassin à côté, il fallait nettoyer, retirer. Vous autres, non.

Je suis d'accord qu'il ne faut pas critiquer. Moi, je n'allais pas dire ça mais peut-être, les anciens Commissaires n'étaient pas au courant mais il fallait visiter. Il y a d'autres choses que vous allez voir encore. On me dit à Baie Topaze, les verrats sont devenus des personnes âgées. Vous allez visiter pour voir. Quel âge? Quatre ans? Cinq ans? Mais ce n'est pas possible. On n'a pas pris le secteur productif au sérieux. Le management n'a pas été fait sur une base professionnelle. Pourtant, on a pris Rs40 millions pour les *new schemes*: verger, patati, patata. Rapport de l'audit, zéro. Les gens investissent et puis, ils partent sur Maurice, ils abandonnent. Mais comment voulez-vous qu'on avance comme ça? Bon, ça, c'était une parenthèse que je voulais dire. Mais en tout cas, nous, comme j'ai dit, nous allons travailler avec les partenaires locales, bien sûr. Locaux, je veux dire, Réunionnais, s'il y a régionales et puis internationales.

Vous savez, le ministre est venu deux fois à Rodrigues et nous allons signer une coopération, un MoU avec le ministère et les autres organisations et FAREI va ouvrir un bureau

ainsi que *Small Planters Welfare Fund*. Moi, je pense dans l'agriculture, il faut formation, formation, formation. S'il n'y a pas de formation, il faut former à partir la base même mais ce n'est pas seulement donner une formation académique. Il faut le faire mais il faut avoir le juste équilibre, c'est-à-dire que les gens engagés dans l'agriculture, eux aussi, ils doivent être encadrés et protégés. Je suis d'accord, les jeunes, ils entrent dans l'agriculture mais il ne faut pas abandonner les 3000 personnes qui sont engagées dans l'agriculture, dans l'élevage, on les abandonne, maintenant on prend tout l'argent, on donne que les *new schemes*. Mais qu'est-ce qui se passe avec les autres? Les gens qui ont du savoir-faire et qui travaillent dedans des années de père en fils? On abandonne, on donne des *new schemes*. Non, c'est une mauvaise stratégie.

On aurait pu donner Rs20 millions. A ce moment, la production '*pas ti pou tombé comen ine arrivé aujourd'hui*'. Imaginez en l'année 1970, Rodrigues, la superficie cultivée à Rodrigues était de 2000 hectares. Vous savez aujourd'hui, combien c'est arrivé? A 150 hectares. Pourtant à cette époque-là, il n'y avait pas de *scheme*, il n'y avait pas de mécanisation; il n'y avait que pioche, pic '*ek*' la pelle mais ils produisaient. Aujourd'hui, c'est un déclin....total. Je sais qu'il y a d'autres facteurs qu'il faut prendre en considération mais quand même, je pense que la stratégie de l'ancien gouvernement a été mauvaise. Et puis, gestion des programmes aussi: pas suivies, pas encadrées. En regardant ça, c'est comme s'il n'y avait pas d'entente entre diverses commissions. Alors, c'est pour ça et ça, ce qui les handicape un petit peu, cet esprit est dans le *mindset* des employés.

C'est pourquoi j'ai eu des mots forts avec les employés, *fisheries* et agriculture pour leur dire qu'ils sont employés par le *Régional Government*. Ils doivent *deliver*. S'ils ne peuvent pas *deliver*, excusez mon langage, le DH va sourire, je leur dis de dégager, soit vous travaillez... C'était un petit peu l'OPR qui disait ça auparavant. Vous avez perdu tout ça: la discipline dans le travail, le respect du travail. Maintenant, à 08h00, je vois des gens arriver en scooter pour travailler pour nettoyer la rivière. A 09h00, il n'y a plus personne. Mais où est le contrôle de la discipline? C'est ça. On est en train d'aller vers une situation catastrophique et qu'il faudrait redresser. C'est moi, avec moi ici, mon DH est là et entend, ceux qui ne travaillent pas auront à dégager. Vous travaillez pour...

Vous dites ce que vous voulez mais il faut travailler. Vous êtes payés, il faut travailler. Si vous ne travaillez pas, on ne vous paye pas. Vous êtes le responsable d'un service et *you do not deliver*, mais qu'est-ce que je vais faire avec vous? Et moi, je ne veux pas entendre les explications, moi, pour venir expliquer vous savez ça... Trop facile. Vous me dites pourquoi

vous n'avez pas fait. Si vous l'avez fait, quel est le problème? *'Pas vine raconte zistoire.'* Mais c'est comme ça. Je pense que le *motto* du nouveau gouvernement: *we mean business*, nous travaillons. Alors, cette coopération régionale nous a permis avec le ministre bien sûr, nous travaillons essentiellement avec le ministère, d'ouvrir deux bureaux qui sont sous la responsabilité des Rodriguais et des officiers de mon ministère, FAREI et puis *Small Planters Welfare Fund*.

Il y a beaucoup de facilités qui vont être aussi disponibles qui sont applicables à Maurice mais Rodrigues ne peut pas bénéficier. Nous allons faire le nécessaire pour que tous ces bénéfices soient aussi applicables à Rodrigues. Alors, je dois dire aussi que nous allons travailler beaucoup avec La Réunion et la Chambre de l'Agriculture de La Réunion va venir à Rodrigues très bientôt, un représentant et nous allons signer un accord de coopération pour qu'on puisse avoir la formation et savoir-faire Réunionnais dans plusieurs secteurs à Rodrigues. Maintenant, l'eau, sans l'eau, il n'y a pas d'agriculture. Même besoins domestiques mais il faut de l'eau pour qu'on puisse augmenter la production et augmenter les revenus des agriculteurs.

Mais avec le changement climatique, nous avons à peu près 1100 mm de pluie à Rodrigues mais le problème, c'est que vous avez toute la pluie pendant une seule période. C'est-à-dire les premiers trois mois et puis, c'est un peu, je crois, l'effet du changement climatique et puis, pendant les autres mois, il n'y a pas de pluie. Le problème, donc, c'est stockage. Il faut pouvoir stocker l'eau. C'est pourquoi on est venu avec la stratégie de construire dans chaque vallée, une retenue collinaire qui puisse mettre un système d'irrigation pour ses planteurs. Nous allons commencer par M. Baptiste à Rivière Banane et aussi, il y a Port Sud-Est, à Mourouk, à Baie Malgache et Neuf Vallée de Rodrigues pour qu'on puisse augmenter la production. Maintenant, quel type de production? Nous allons voir où on peut commencer le système, introduire le système *sheltered farming*. Culture protégée.

C'est-à-dire, vous savez, nous sommes envahis par des insectes, les mouches de fruits. Même à La Réunion, ils n'arrivent plus à contrôler ces insectes, ces bestioles. Alors, peut-être avec le *sheltered farming* qu'on va introduire dans les vallées à Rodrigues là où il y a des légumes bien sûr, pour qu'on puisse augmenter leur production et augmenter les revenus des planteurs. Pour l'agriculture, donc, accord avec La Réunion surtout centre de métier et pour l'eau, je vais vous dire que nous avons un projet très ambitieux, surtout à Anse Baleine et très bientôt, les experts vont venir pour nous aider dans la mise en place de ce retenu, une dizaine

à Anse Baleine. Je dois dire aussi ce matin, j'ai eu l'invitation pour me rendre à Paris à OiEau concernant, ils vont discuter l'eau au niveau international.

Ce problème de stockage, le stockage est important. Et là-bas, il y a beaucoup d'experts qui vont présenter des brevets, des nouvelles techniques qu'ils ont. Alors, le 15 et le 16 mai, j'étais moi-même surpris de recevoir l'invitation à OiEau, c'est-à-dire, Office International de l'Eau. Mais c'est pour faire mettre en place le networking. Network, on rencontre beaucoup de personnes, beaucoup de pays qui ont beaucoup d'idées, peut-être les mêmes problèmes que Rodrigues et qu'on va pouvoir discuter. Alors, ils disent que prochain gros problème que le monde aura, c'est l'eau, le stockage de l'eau. Mais d'autres problèmes que nous aurons aussi, c'est le marché. Vous savez, beaucoup de pays avec la guerre en Ukraine, en Europe, ont changé leurs politiques, ils n'exportent plus, ils produisent pour leurs propres populations, même les semences.

Notre stratégie est donc, produire ce que nous savons produire et pour réduire les importations. Même les semences, il faut qu'on produise à Rodrigues parce qu'à ce moment-ci, nous avons très mauvaise semence de pomme de terre. On n'a pas eu.... pour l'Union. Il nous faut préparer pour l'année prochaine. C'est pourquoi nous avons décidé avec l'accord du Conseil exécutif de reprendre ces *plots* que nous avons et qui a été alloué, enfin je ne vais pas entrer dans les détails, je ne veux pas faire des polémiques. C'est alloué mais pour produire les semences que nous avons besoin pour booster notre agriculture. Maintenant, ces personnes, quand on est âgé, on a un peu plus de cœur, ces personnes, les coopératives qui sont là, on va essayer de voir si on peut les *relocate* ailleurs, leur donner d'autres *soils* pour qu'ils puissent produire. Ces terrains ne manquent pas à Rodrigues.

Mais si on peut partager même le *plot*, on va le faire pour qu'eux aussi, ils puissent si vraiment ils travaillent, parce que vous savez, on compte aussi pour augmenter la production, produire des plantules qu'on va vendre, *nominal fee* aux familles parce qu'on va introduire le concept *home gardening*. Les dames, les familles peuvent acheter, avoir des plantules à meilleur marché et produire à la maison dans leurs cours pas pour vendre mais peut-être pour leur propre consommation. J'ai vu à La Réunion quand j'étais là-bas, toutes les dames, presque la majorité des femmes venir acheter leur brède salade, quatre pots plantules qu'elles arrosaient le matin. Dans 15 jours, ils ont la salade bio à la maison. A Rodrigues aussi, les gens peuvent produire pour leur propre consommation et peut-être vendre aussi. Le système *barter* à côté, d'échanger avec d'autres voisins.

Ce sont les petits projets, petites actions qu'on va faire à Rodrigues, qu'on va introduire pour aider les personnes. Maintenant, venons à la pêche. La pêche, il y a un problème de bateau. Il y avait une grosse manifestation. Je suis arrivé ce jour-là, j'ai vu une grosse masse de manifestation, M. le président, à Pointe Monier. Mais ce qu'on peut dire *meant shadow about nothing*. Je ne comprends pas pourquoi il y avait cette manifestation et question de *to repossess one boat, one fishing boat*. Vous savez, cette affaire de *fishing boat*, les six bateaux, c'est un projet qui date depuis 2007 et sous le Chef commissaire du jour. C'est lui qui avait initié le projet et ces bateaux étaient sous contrôle de *Rodrigues Fishing Company*. Mais quand nous avons perdu le gouvernement, ils ont *supersede* la compagnie. Veut dire, les bateaux étaient *stranded* jusqu'en 2014. 2014, ils décident d'allouer ces six bateaux avec un contrat.

Dans le contrat, c'était bien dit, énoncé, *stipulated* qu'il fallait donner un bilan et '*noune sorti, revenu*', prise etcetera et payer un *fee* de Rs3500 par an. Ces six bateaux n'ont, premièrement, pas soumis aucun rapport sur leur bilan. Deuxièmement, pas payer, même pas un sou. Arrivé en 2017, le *then Executive Council* avait pris la décision de revoir le contrat avec ces coopératives. Mais c'est qu'en 2021 qu'ils ont *repossessed* cinq bateaux. Mais un sixième, ils n'ont pas *repossessed* si ce n'est pas pour des raisons obscures, moi, je ne sais pas. Je ne dirai pas que c'est raison politique mais ils n'ont pas repris ce bateau. Mais nous, quand nous sommes arrivés, notre politique est de rouvrir la Maison de pêcheurs, rendre ces bateaux opérationnels, tous les bateaux et pour le faire, ce que nous avons fait, faire un état des lieux, faire des experts venir évaluer et recommander les réparations à faire et nous avons pu le faire grâce à un expert.

D'ailleurs, qui travaille pour le ministère de la pêche à Maurice? C'est un expert reconnu qui a ses diplômes de.... en Angleterre et qui a pris le bateau et qui nous a dit, recommandé pour des raisons de sécurité, il fallait reprendre tous ces bateaux. Et puis, soit les réparer, redonner à la personne, voir comment le faire. Ce n'était pas question de prendre un bateau ou bien viser quelqu'un personnellement. Qu'est-ce que j'ai à gagner de prendre un bateau avec quelqu'un? Mais c'est pour sa sécurité. Vous savez, si cette personne sortait en mer et cette personne avait des problèmes et nous, nous avons un rapport pour nous dire que ce bateau-là n'a pas capacité de naviguer, '*l'opposition mem ti pou tombe lor nou*'. Ce que nous avons fait, c'est pour une question de sécurité.

Sécurité pour la personne parce que quand il s'agit de la sécurité de la personne, c'est-à-dire, on ne peut pas faire la sourde oreille. Malheureusement M. Baptiste est parti mais c'est

un peu lui qui avait posé la question dessus. Donc, section de la pêche aussi, nous allons réorganiser la Commission de la pêche, cette section. Il y avait seulement FRTU et le *renforcement*, les gardes *fisheries*. Maintenant, nous allons créer vraiment une Commission avec trois sections, section management des projets et recevoir des correspondances etcetera. Et deuxième section, c'est l'*enforcement*, c'est-à-dire le *fisheries post* etcetera. Troisième, c'est recherche. D'ailleurs, on va changer le nom de FRTU. On va l'appeler *Marine Academy de Rodrigues* et cette section sera responsable de la formation et de recherche. FRTU est en train de faire de la recherche.

Diego Rodriguez est en panne depuis, je crois, cinq ans. Mais quelle recherche FRTU est en train de faire si le bateau de recherche même est en panne? Alors, moi, je ne vais pas comme si faire semblant de fonctionner quand ça ne fonctionne pas. C'est pourquoi on va voir si on peut réparer le Diego Rodriguez ou bien faire l'acquisition d'un nouveau bateau pour qu'on puisse opérer, faire fonctionner le *Marine Academy de Rodrigues* convenablement. Le *Marine Academy* ne va pas fonctionner dans l'isolement. D'ailleurs, il y aura la coopération régionale. Et d'ailleurs, je dois dire que je suis déjà en communication avec Seychelles où ils ont une très bonne organisation efficace pour la pêche, surtout pour l'économie bleue et très bientôt, ils auront des échanges et visites avec les Seychelles pour qu'on puisse organiser, démarrer cette section, la pêche, qui est importante comme l'agriculture pour qu'on puisse vraiment aider les pêcheurs.

Parce que Rodrigues a le potentiel. J'ai lu trois rapports: rapport de Tarbit, rapport Pearson et rapport de Jacques.... sur la pêche à Rodrigues. Je pense que le Dr Agathe connaît ces rapports. Ce sont les rapports de UNDP, de la FAO et ainsi des angles Pearson. Et dedans, il vous explique potentiel hors lagon de Rodrigues, combien de thons, la quantité qu'on peut exporter ou bien qu'on peut transformer à Rodrigues. C'est là notre avenir; ce n'est pas dans le lagon. Ce n'est pas en nous bagarrant qui donner carte pêcheur etcetera. Notre avenir, c'est hors lagon. Notre avenir, c'est développer, donner les moyens pour aller opérer hors lagon tout près de Saint Brandon sur les bancs et on ne peut pas laisser ça aux étrangers. D'ailleurs, j'ai dit dans mon discours avec les pêcheurs qu'on va réorganiser le système de surveillance.

On ne peut pas empêcher les fraudes dans le lagon simplement mais en dehors les 12000 nautiques, 200 km qu'on part, il y a des bateaux étrangers qui pêchent dedans. Et j'ai parlé à Maurice mais il n'y a aucune surveillance. Mais à Rodrigues, c'est qu'il faudrait que nous ayons les équipements pour qu'on puisse *track* tous ces bateaux qui pêchent dans nos régions,

qui sont en train de piller nos ressources. C'est ça penser pour l'avenir de Rodrigues. C'est ça, je pense, l'avenir de Rodrigues et former les jeunes. Il y a beaucoup de possibilités d'emploi, de transformation, d'exportation mais si on se contente simplement de s'asseoir et d'attendre... C'est pourquoi je dis autonomie ne veut pas dire '*asize Rodrigues, atan ki bane la amene pou nou*'. C'est pourquoi on doit sortir, on doit rencontrer les gens, on doit discuter à la région, on doit faire notre propre affaire nous-même. Et c'est pourquoi l'idée de ce gouvernement, c'est pour faire sortir Rodrigues, excusez-moi, '*ki tine tombe endormi*' pour sortir pour qu'on puisse aider notre population à régler le problème.

La pêche, c'est l'avenir, la pêche mais il faudrait de gros investissements et nous allons voir quel financement, quel type. Par exemple, la Maison de Pêcheurs, on a à investir Rs15 millions pour rendre opérationnel les chambres froides et faire aussi une poissonnerie. Vous savez, si vous allez au marché, même pays le plus retiré n'est pas comme ça même à Maurice. Il y a une personne qui vend du poisson avec '*ene gros vane pe pousse mouche*'. Vous autres, Port Mathurin dans 2022. C'est pourquoi à la Maison de Pêcheurs, il y aura une poissonnerie moderne où on vend du poisson avec tous les normes internationales qu'on demande, garder sous froid. Alors, il faudrait moderniser, il faudrait changer Rodrigues, il faudrait que dans cinq ans, on voit une autre face de Rodrigues: Rodrigues qui produit, Rodrigues qui va de l'avant et non pas un Rodrigues qui est en déclin, qui abandonne tout, qui résigne et qui abandonne tout et qui ne fait rien du tout. C'est ça notre vision.

Alors, pour la pêche, nous aurons le *strategic plan* d'ici un mois parce qu'on est en train de voir. On a un plan... comment s'appelle, tout de suite, qu'est-ce qu'on faire. Par exemple, doubler les prises, la production jusqu'à décembre mais pour le long-terme, jusqu'à 2030, on est en train de préparer un *strategic plan* bien sûr en consultant tous les experts. Les personnes locales aussi peuvent nous aider. A ce moment-là, nous allons sortir un plan de redressement, de relance pour la pêche jusqu'à 2030. Alors, je vous rappelle, je répète quand même, M. le président, que c'est un secteur très, très porteur. Peut-être l'avenir de Rodrigues se trouve là surtout avec l'économie bleue. Vous savez, il ne faudrait pas abandonner. Je pense que même l'ancien gouvernement n'avait pas même pensé à l'économie bleue. Mais à Maurice, il y a un comité qui discute l'économie bleue. Mais nous, Rodrigues, quelle est la part de Rodrigues dedans? On est absent. Il y a eu même au Parlement, un débat sur *Petroleum Bill*. Excusez-moi, le représentant est inclus dedans. Il n'y a pas eu voix de Rodrigues. Mais la loi a déjà voté. Je ne critique personne, je fais une constatation. Mais là où est l'intérêt de Rodrigues, pour quel

parti vous êtes ? Il faudrait vous battre. Il ne faudra pas laisser passer parce que si vous ne dites rien, ils vont prendre la décision sans vous. C'est ça qu'il faudrait faire. Tous, en ce qu'il s'agit de Rodrigues, vous dites pour Rodrigues, c'est quoi ? Nous ne pouvons pas participer dans ce débat ? Parce que Rodrigues contribue aussi dans cette affaire zone exclusive. Vous savez il y a 80 bateaux l'Union Européen qui perce dans nos eaux, dans l'océan. Zone économique je dis 80. Vous savez quel est leurs contributions au gouvernement pour aider les pêcheurs aussi ? Il y a aidé aux pêcheurs pour acheter des bateaux semi-industrielle à Maurice mais à Rodrigues il n'y a pas. Et, ces pêcheurs ils peuvent recevoir jusqu'à Rs 8 millions pour construire ou acheter des bateaux. C'est un projet avec l'Union Européenne, il faudrait que Rodrigues se réveille. Il faudrait que Rodrigues fait entendre sa voix. Nous aurons d'autre moment de parler dessus, je voudrais maintenant terminer sur l'élevage.

L'élevage, c'est catastrophique, M. le président. Je voudrais dire aussi quelques mots sur des jeunes qui vont recevoir, pourront bénéficier d'un *scheme* pour qu'ils puissent professionnaliser leurs entreprises. On va revenir en détail comment ça va se faire dans la transparence, la méritocratie et pas dans l'appartenance. L'autre, je tiens, je ne suis pas donneur de leçon. L'autre problème qu'on a aussi, on a eu l'ancien gouvernement, c'est qu'il fallait faire comme Rwanda ou bien Singapore. Il faut choisir entre l'appartenance et l'intelligence. Mais il faudrait que Rodrigues choisisse l'intelligence. Ce n'est pas l'appartenance qui va faire avancer le pays. Si vous lisez les livres de ..., vous allez comprendre dedans. Parce que l'appartenance, c'est-à-dire, appartenir à notre bord politique simplement pour mettre des gens, pour leur donner satisfaction et pour être réélu encore dans cinq ans, ce n'est pas une bonne stratégie. Parce que les gens veulent des résultats. Pour pouvoir avoir des résultats, il faudrait des gens intelligents. Pour être un commissaire, *you should be competent, you should be accountable, you should be honest*. Si vous n'avez ça, *how can you be a Commissioner?* Ce n'est pas mon appartenance parce que juste dans tel parti que je vais être commissaire. *Sa kalification la pa sufi sa !* Maintenant pour faire face au défi de Rodrigues là en ce moment-ci, pour tirer Rodrigues – ce n'est pas facile. On peut parler dans des *meetings* pour être n'importe quoi. Mais après la réalité. Théorie, oui mais en réalité. Et, vous savez le problème ce que les gens veulent être satisfaire la demande toute de suite. Ne parlez pas dans un mois, deux mois. Toute suite ils veulent l'eau. *Avan zot ti pe gagne l'eau tou le mois*. Maintenant ils ne sont plus satisfaits, ils parlent tous les jours. Essayez de voir, vous êtes politiciens, essayer de voir comment vous pouvez régler ce problème. Bon, pour l'élevage – mon gros regret vous savez, c'est l'abattoir. Ce n'est pas critique mais c'est l'abattoir. Vous savez, c'était ça. Pourquoi j'ai

pensé quand j'étais là mettre cette abattoir. J'ai eu beaucoup de problème avec Maurice pour ça. Ils disent que l'abattoir de Rodrigues, il n'est pas nécessaire parce que Maurice même n'a pas un abattoir comme ça. Mais j'ai fait comprendre, j'ai pu convaincre ces personnes que le marcher de bétail à Rodrigues est un problème depuis l'époque de ... Lui il a tout fait, il a mis sur pied un *revolving fund* pour les éleveurs. Pour aider les personnes, les acheteurs, ils utilisent – si les rodriguais peuvent être des acheteurs, ils utilisent le Revolving Fund pour acheter et revendre à Maurice. Ça n'a pas marché. Alors, moi j'ai dit, il pense mettre l'abattoir parce que à ce moment-là, on élimine d'exporter les *animals lives in Mauritius*. C'est-à-dire, vous exportez en carcasse. Et, c'est une façon aussi de contrôler le prix. Qu'est-ce qui se passe ? là, je suis très triste pour RTMC. Je n'ai rien contre ces personnes-là. Mais ce n'est pas ça l'idée/l'objectif de RTMC. RTMC devait acheter et vendre à Maurice, pas être les agents de AMB, agent AMB, Agent MMA. Ils attendent MMA pour dire *ki prix pou aster Rodrigues*, a ce moment-là, ils décident. Non, RTMC devait acheter aller vendre à Maurice. Et s'il n'y a pas, ce qu'on dit, ils doivent mettre le *floor price*. Si on laisse les éleveurs venir, *you fix the floor price*. C'est-à-dire, personne ne peut pas acheter moins que vous avez mis. S'il n'y a pas d'acheteur, vous achetez. Mais qu'est-ce que RTMC est en train de faire. *Bizin pe atan MMA telephoner pou pren zanim* ! mais vous autres, là on est en train de payer à Rs 105, à Maurice Rs 250 on vend au marcher. L'ognons aussi pareil. On achète l'ognons à Rs 13 au marcher, j'ai vu. *Ognons local Rs 32!* Ça c'est vrai, ça on peut vérifier. Le producteur vend l'ognon à Rs 13, il achète *gros ognons cancrela Rs 28*. *Gros ognons cancrela*, sortir de l'Espagne à Rs 28. Mais qu'est-ce que c'est que ça ? Et, nous avons un *shed* pour stocker l'ognons et l'ognons de Rodrigues peuvent rester jusqu'à février. Vous avez RTMC, vous achetez pour stocker pour vendre à la population, pour envoyer à Maurice. Non, c'est la mauvaise stratégie. Et, je vous dis, ce RTMC là, ça devait remplacer STC. Plus de STC à Rodrigues, importer notre riz, notre farine, fuel, tout ça il devait faire par RTMC. Et, Maintre Pillay et m'avait dit qu'il allait mettre Rs 10 millions si nous pouvons mettre Rs 10 millions. Tout il va *hand over to Rodrigues*. C'est ça l'autonomie. Mais RTMC prend contrôle de tout. Mais malheureusement, RTMC *in ale noyer dan parfum*. Mais ça, ce n'est pas possible ça. Pour retourner à l'élevage, je vous dis, l'abattoir *break my heart*. Parce que c'était le bijou qui va être relancer. Lorsque j'ai visité l'abattoir avec le ministre, le ministre même a été estomaqué. *Ki ve dir be tir li nou amen moris. Li dir pren li laisse mo aller*. Mais ce n'est pas ça du tout. Mais je pense qu'il n'y a pas eu consultation. C'est pourquoi je vous dis cette Assemblée, devait être où on partage d'idée et où on n'a pas de critique ici, *pan fer mo tine fer*. Ça ne va pas résoudre le problème de Rodrigues vous autre. Il faut partager, écouter l'opposition, écouter ce que les gens sont en train de dire,

écouter. A ce moment-là on va voir la lumière, voir le chemin. Vous êtes en train de tomber dans un précipice, on vous dit de faire attention, vous dites non, vous continuez. Mais ce n'est possible. Maintenant, l'abattoir ce qui est terrible. Là, l'abattoir devait coûter Rs 56 millions et il manquait seulement les équipements. L'ingénieur, il y a l'architecte qui a fait le plan est venu voir. Là, nous attendons le bilan pour rendre l'abattoir opérationnel. Mais c'est terrible quand je regarde le rapport de l'Audit, il parle que les dépenses pour l'abattoir dépassent les Rs 100 millions. Dépasse les Rs 100 millions ! On aurait pu faire deux abattoirs. Mais qu'est-ce qui s'est passé ? Enfin je ne critique pas, je connais pas mais je constate comme vous et je me pose des questions comment c'est arrivé à Rs 100 millions mais c'est fermé. Bon, il y a un autre problème, il y a un MOU qui a été signé pour vendre, pour opérer l'abattoir. Depuis 2020, je ne le vois même pas. Enfin, je ne sais s'il existe mais nous allons voir ça côté légal. Mais ce qui est terrible dedans cet importateur exporte de la viande, vende la viande un peu partout à Maurice. Vous savez ce que vous avez fait ? vous savez comment FMD est arrivé à Rodrigues ? Par la viande qu'on importait, buffalo. Maintenant vous mettez la personne qui est responsable de l'abattoir, c'est un importateur de la viande à Maurice. Mais qui va contrôler ? Vous savez la viande quand il arrive à Rodrigues, je ne sais pas pour les douaniers comment on appelle ça ? il n'y a pas de vérification, on ne sait pas quelle viande ? ça peut être buffalo etc. Les dossiers ? Non ! On dit toujours ça. Ne soyez pas trop humble, on dit toujours ça. Et puis quand vous allez qu'est-ce qu'ils vont dire ? Quand vous n'avez pas assez de masse critique pour exporter, ils vont l'abattoir, ils gagnent l'abattoir vide. C'est comme ça qu'on opère. On envoie l'hameçon pour avoir des gros poissons. Il faut savoir qu'est-ce qu'ils ont derrière la tête. Ne pensez-pas que personnes-la aident Rodrigues parce qu'ils aiment Rodrigues. Ils aiment l'intérêt, ce qu'ils peuvent avoir de Rodrigues. Et moi, je vous dis, l'abattoir de Rodrigues doit être opéré par des Rodriguais et nous allons mettre en place une équipe pour gérer l'abattoir. Et vous allez voir le challenge avec la coopération.

(Applause)

Avec la coopération du ministère et aussi les Réunionnais. D'ailleurs, les Réunionnais nous ont beaucoup aidé pour l'abattoir et ils sont très, très déçus, je peux vous rassurer que cet abattoir va être opéré par une autre équipe. Parce qu'on peut faire aussi, pourquoi on peut faire ce qu'on appelle la traçabilité des animaux. On peut contrôler les maladies. Beaucoup d'information. Maintenant vous laissez ça à un privé. Il n'y a aucun abattoir au monde qui est dirigé par le privé. Il n'y a pas. Il faudrait avoir le contrôle du gouvernement dessus. Pourquoi ? Pas pour

contrôler tout. Les maladies. Maintenant Rodrigues a été infecté par la fièvre aphteuse. Quand je suis parti j'ai eu un certificat – la santé des animaux était correcte, top, rien. Maintenant, fièvre aphteuse, *blue tongue*, etc. Incroyable ! Mais qu'est-ce qui se passe ? Il n'y a aucun contrôle. On a ouvert toutes les portes, à ce moment-là les voleurs sont entrés partout. C'est pourquoi ce secteur de l'élevage, le gros défi c'est quel type d'élevage, comment gérer les *cattle wars*, qu'est-ce qu'il y aura, les *sylvo pastoral area*, est-ce qu'on va pouvoir mettre en place le *system cut and carry*, le contrôle des animaux errants ou avec l'aménagement du territoire ou faire l'élevage des animaux, quel en région et sous quel règlement ? Nous allons venir avec tous ces règlements en temps et lieu. Mais je pense, je fais appel à l'opposition, parce que ces problèmes épineux n'ont pu être réglés par tous les prestataires de projet, les gens, les experts. Chaque fois on recommande *cut and carry* mais ça ne marche pas. C'est toujours la même chose, les *cattle wars*, les animaux en divagation partout. Mais nous il nous faut prendre ça au sérieux et organiser un système, mettre en place un système pour satisfaire et les éleveurs. Et, côté environnement et aussi faire face au défi de maladie qui menace presque tous pays de la région, qui concerne même les volailles. Là il parle de la flue qui arrive, flue pandémique, qui arrive, même les pigeons, les oiseaux on doit les tester et de contrôler. Si on doit mettre sur place un système de surveillance pour qu'on puisse détecter à temps et prendre les décisions qu'il faut.

Concernant aussi l'élevage, il y a un problème. Moi, je dis tout, je dis ce que j'ai fait et je fais ce que je dis. Là il y a un problème avec les porcs. Nous avons discuté et même à La Réunion et même à Maurice le marché de porc n'est plus ce qu'il était deux ans, trois ans ou quatre ans de cela. Alors, même en France qui avait l'habitude d'exporter sa production vers l'Ukraine et la Russie, ça a été bloqué et la France se trouve avec toute la production de porc sur le bras. Ce qui se fait que la France importait les porcs de La Réunion, maintenant avec le problème de l'Ukraine, il n'importe plus. La Réunion aussi, j'ai rencontré les éleveurs de porc qui savent plus à quel saint se vouer. Parce qu'il produise mais il n'y a pas de marché. Ce que nous allons faire à Rodrigues dans un premier temps – je suis en train de faire un relevé pour savoir combien de porc nous avons et s'il faut stopper les projets, les *schemes* concernant l'élevage de porc. Mais ce que nous allons faire dans l'immédiat, c'est que nous allons essayer de mettre en place un centre de transformation que nous allons transformer nos produits, à ce moment-là nous allons aussi essayer de – il y a beaucoup de possibilité l'exportation et consommation aussi. Et, pas seulement le centre de transformation, les gens qui font des saucisses etc., à la maison informel ça aussi on va les encadrer, on va leur donner le soutien,

surtout concernant les normes pour qu'ils puissent transformer leurs produits et aussi s'il y a une possibilité de commercialiser aussi on va le faire.

Pour revenir à la fièvre aphteuse, vous savez la maladie existe encore à Rodrigues, le niveau n'est acceptable mais il y a un grand manquement c'est qu'il fallait vacciner les animaux depuis décembre mais les animaux n'ont pas été vaccinés mais il faudrait les vacciner – nous aurons les vaccins peut-être en juin. Vous savez les vaccins sont difficiles à avoir parce qu'il faut les commander et il faudrait aussi payer la commande et il a coûté plus de 100,000. C'est le Zimbabwe, les autres pays de la région qui produisent ces vaccins. On ne peut pas aller dans les pharmacies ou dans un pays acheter comme ça. C'est pourquoi ça a pris du temps et on va passer par le ministère et la FAO pour pouvoir avoir ces vaccins à temps pour pouvoir vacciner les animaux d'ici septembre. Je pense que d'ici juin nous aurons des vaccins, troisième dose. Et puis il y aura un contrôle sévère sur la maladie. Excusez-moi de dire ça mais il n'y a pas eu de travaux sérieux sur ce dossier, la fièvre aphteuse. Pourtant c'est en train de disséminer tout notre cheptel mais il n'y a pas eu une approche sérieuse je veux dire, sérieuse avec ce projet-là. Mais ce que même les recommandations dans le *Fact Finding Committee*. Je vois et je félicite l'Assemblée Régionale à l'époque qui a fait venir un expert, qui s'appelle Gavin Thompson et qui a fait un rapport. Même ce rapport n'a pas été suivi. Je voulais faire revenir Thompson mais malheureusement il est mort. Mais son rapport est encore là. Qu'est-ce qu'il avait recommandé ? C'est que là où on abattait les animaux il fallait comme-ci les enterrer et puis entourer le site et mettre du béton dessus. Mais je n'ai pas lu. Il n'y a pas. On ne sait pas où les animaux sont enterrés. C'est-à-dire que la possibilité qu'il y a année après année la maladie va retourner, ça existe. Et puis, il avait dit qu'il faut augmenter le nombre de vétérinaires, plus d'information, plus de surveillance, faire des tests, relever sanguin pour savoir quelle est le niveau. Mais on n'a rien fait. C'est pourquoi très bientôt nous aurons un vétérinaire de Maurice, son travail spécifique sera de voir ça avec l'équipe locale. Parce que si on ne règle pas ce problème de fièvre aphteuse, il y aura toujours un gros problème à Rodrigues. Mais ce qui est dedans, je dois souligner quand je regarde qu'est-ce qu'on a fait pour la fièvre aphteuse. Je vous dis, je ne sais pas comment on a fonctionné, le budget qu'on a utilisé pour la fièvre aphteuse. On a eu Rs 80 millions. Rs 4 millions a été utilisé pour louer les camions etc., Rs 76 millions pour compensation aux éleveurs. Quand vous prenez 76 vous divisez par le nombre d'animaux qu'on doit payer, ce qui fait il y aura beaucoup, beaucoup d'animaux, peut-être 4,000 même abattus. Mais je me pose la question, Rodrigues nous avons à peu près 5,000 bétails, si on a abattu 4,000, mais pourquoi il y a autant de détail encore à Rodrigues ? c'est

pourquoi j'ai demandé à notre DH de faire une enquête dessus. Ce n'est pas possible. Et moi quand je passe, je rencontre les éleveurs, *ine touye mo bef, mo pan gagne narnier mone ale kit mo tag Citronelle pa gagner*. Mais quand je vois dans le dossier, Rs 76 millions ont été paye. Ce n'est pas possible. Alors, tout ça je vous dis, des gestions. Mais vous autres je ne blâme personne, mais c'est un fait. Il faut qu'on explique. L'autre question. Moi, j'appelle festival la viande. Là aussi on a crié on a éliminé quelque chose, quelle affaire. *Okay*. Quand je regarde les chiffres, vous autres, vous prenez Rs 12 millions. Il y a eu cinq festivals, vous divisez un bœuf, vous avez à peu près 250 ou bien 300 kilo de viande, vous divisez ça par cette somme, vous savez combien tonne de viande vous avez ? *Be kin manz sa ?* Vous autres, c'est pourquoi il faut qu'on nous explique. Parce que quand moi je vous dis les magouilles, les passes droits, ... sous les règlements, ... moi. Toute est clair, on explique, on verifie. Mais on ne peut pas m'expliquer maintenant cette somme d'argent qu'on a utilisé pour acheter des bétails mais quand vous divisez ça vous fait une somme de viande énorme que la population pourrait manger, je pense moi, deux ou trois ans. Mais comment ça se fait-il maintenant qu'on trouve qu'on a dépense, qu'on a payé, mais seulement le nombre d'argent... mais seulement quand vous analysez vous trouvez que c'est impossible. Il y a d'autre problème encore. Je dois souligner, c'est qu'ils disent qu'on est en train de copier ce qu'ils ont fait, parce que nous avons organisé nous aussi un festival. Mais ce n'est pas ça. Cette affaire-là on le fait, viande bon marcher on le fait depuis 2006 à l'occasion du World Food Day. Mais ce n'est pas copie pour ce que l'ancien gouvernement... Mais si c'est bon, je trouve rien d'anormal qu'on fait quelque chose qui marche mais si ça ne marche pas on ne fait pas. Moi j'ai fait beaucoup de chose je vais vous dire.

Parlons de Limon D'Or. Ce n'est pas un projet que j'ai inventé ça. C'est le gouvernement d'OPR d'alors qui a fait venir une délégation de l'Université de Maurice pour faire une étude sur l'artisanat, agro-alimentaire, etc. J'ai leur rapport et j'ai vu dedans qu'ils ont recommandé pour mettre sur pied cinq cuisines communautaires. C'est ce qu'on a fait. Maintenant, quand l'OPR arrive il ferme la cuisine communautaire *la, ale ouver ene l'usine parfum à Gravières*. *Which is which ?* Mais au moins *laisse li aller*. C'est ça le problème. Moi, je fais appel aux jeunes, il faut changer cette mentalité. Moi, si quelque chose marche, je vais continuer à le garder. Il faut qu'il marche. Mais si quelque chose ne marche pas on doit le fermer tout de suite, on doit revoir. L'agro-alimentaire, bien sûr je suis en train de parler de ça. Nous aurons d'autres cuisines communautaires. Nous allons voir à Gravières quel est le problème mais j'ai essayé de voir deux ou trois personnes, discuter mais il y a tellement de

problème, de clan, etc., il faudrait voir comment on va pouvoir trouver une entente. Si les personnes engager même ne sont pas d'accord entre eux, c'est un peu difficile de faire marcher ou voir démarrer, voir où est le problème, si on peut donner un coup de main. Mais nous allons de l'avant avec les cuisines communautaires, réorganiser Limon D'Or et aussi allait de l'avant avec deux ou trois cuisines communautaires pendant les cinq ans que nous saurons là et ça aussi il y a beaucoup de possibilité d'exportation. J'ai même eu des commandes d'Australie et de Bordeaux en France qu'on peut exporter par tonne. A ce moment-là il faudrait réorganiser produire en masse et envoyer. Mais vous savez ce qui me rend triste, j'ai été à Maurice j'ai vu 40 dames en train de faire l'exposition à Port Louis. Dans des conditions terribles. Vous savez ils n'ont pas de bar code. J'ai discuté avec le responsable, ils disent... *Oui, mais quand mem sa expose ban produits la la-bas ki pa bon ?* Mais non, ce qui est important pour l'agro-alimentaire, c'est que nous allons venir avec Label Made in Rodrigues. A ce moment-là pour la qualité. Parce que vous savez les gens à Maurice parlent de la qualité. Mais quand vous avez 40 producteurs qui partent, vous n'arrivez pas à contrôler la qualité. Ça c'est l'avenir de l'agro-alimentaire.

Mr Chairperson: Address the Chair, please. Talk to me.

Mr Perrine: Yes, I talk to you. Voilà un petit peu côté agro-alimentaire. Maintenant côté recherche, les équipements, les laboratoires que nous avons besoin et les *genes bank*, les productions de semence et même de recherche que nous allons mettre en place à la commission. Et, ce qui est intéressant pour la population de savoir c'est que nous allons décentraliser le service, c'est-à-dire, il y aura beaucoup d'officiers sur le terrain parce que ces *field officer*. Il y aura beaucoup de formation. Nous allons utiliser le Lycée Agricole, qui est bien sur quand c'est libre. Parce que c'est un bâtiment que la commission a payé avec beaucoup d'argent. Il ne faut pas que ça reste libre. C'est bien, un joli bâtiment, j'ai visité et propre. Mais ça c'est une belle différence avec le *breeding*. Mais en tout cas, je pense que l'agriculture, pour l'élevage et pour la pêche, c'est un secteur très, très important pour Rodrigues. Il y a beaucoup d'attente et il y a beaucoup d'espoir. Mais nous, nous avons la volonté de donner satisfaction, de faire tout ce que nous pouvons faire pour aider les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs et surtout les *ti dimune* pour les retirer de la misère là où ils sont après ..., leurs donner l'envie de vivre à Rodrigues et aussi les empêcher à partir, chercher le bonheur ailleurs mais ce n'est pas le bonheur qu'ils trouvent mais plutôt le malheur. En tout cas, merci, M. le président, et je pense que l'avenir c'est l'avenir de Rodrigues avec le gouvernement que nous avons et on peut avoir

de l'espoir parce que ce sont les personnes *committed* et des personnes qui savent aussi, qui n'ont pas droit à l'erreur.

Je vous remercie.

(Applause)

The First Local Region Member of Baie aux Huitres (Mr N. Lisette): Mr Chairperson, Sir, I beg your permission to remove my mask? Well, Mr Chairperson, Sir, I am looking at the Assembly and it brings me to 20 years back and I think that none of us would have imagined such a circumstances of today. In the sense that, you were our biology teacher. I see Mr Franceau today, Deputy Chief Commissioner and Mr Tolbize who were our classmate in 1992, 1994, we were doing Lower VI and Upper VI, HSC together, and I think that you should be a happy man when you look about at the fruits somehow of your work. And, even myself, I am very happy to see that Ms. Christiane Agathe with whom I taught Chemistry in Marechal College, is there and I think that the tradition is perpetuating as regards to creating from generation to generation. Yes, I am coming... we will have the opportunity to come to that. Because so many times he is speaking about that, so many times in this House when I came for the ... session, they used to tease me because I was your godfather for the election of 2000. This is part of life. Every time I come to this House, they always tease me. They used to tease me because I was your godfather for the election of 2000. I do not regret anything, I did it with full conscience. It was to be done, it was done, Mr Chairperson.

So, I seize the opportunity to congratulate you, first of all for your election as Chairperson of the Assembly. In fact, it is my fourth mandate to serve this Assembly. It is my fourth mandate save the session of 2012 and 2017, where I did not stand as candidate. And, it is a very nice, a pleasure to welcome new faces in the Assembly. And, I seize the opportunity, of course, to congratulate all the Members, especially those who have been appointed to specific position in the Executive Council, in the different committees of Rodrigues Regional Assembly and I particularly, have a welcome, special greeting for those who are making their first steps in this House. I think that all of us as Members, who have been elected, it is a profound achievement, a sense of profound achievement for all of us who have had the courage to face the people in a political context and to earn their trust and to become their servants. And this is the essence of what we are, of why we are here. It is not easy and every one of us knows about this, to go in a political context, it seems easy but it is not as easy as it appears, so this is

why it is somehow an achievement and I believe that we should first of all, ourselves should be pleased for the courage that we have had in facing that electorate.

Mr Chairperson, Sir, throughout the years of serving here, I have seen the good, the bad, the happy, the sad, the choleric and even the joker. In this Assembly, eco-system that I am going to speak about in sometime within minutes. And, I have a special, humble advice to those who are making their first steps in this House. I humbly call them to remember that it is the people who have ultimate power, not us. Not us! It is on their behalf and in their best interest that we must always hold our position. When I have listened to Commissioner Mr Louis Ange Perrine, I can feel in his speech that there is some emotion, of course, because he had been here at a particular time. He was out and he came in and I think that he has realised about the power of the people. I can read in his speech that he has realised about it is not at his own will that he is here. He has gone through the *desert* and then he has come back with the power, with the votes of the people. This is why as a humble advice for the newcomers, for the new elected Members, please keep this in mind because many of those who come here to *cas paké* are many of those who pack earlier to home. If we go through the Assembly, you will that. So, this is why humility and proximity pay. Yes, so this is why on Monday last, respected Member Spéville, and I know that you are going to like this as a Biology teacher. He cited about the Darwiniens theory of evolution and he cited: “*Ce n’est pas les espèces qui sont le plus fort et le plus intelligent qui survivent mais ceux qui s’adaptent au nouveau condition, au changement.*”

Yes, Mr Chairperson, Sir, true to say that this Assembly is our political eco-system and those who have adapted are those who have been able to remain coherent, modest, humble and above all, unpretentious. I repeat back, modesty, humility and proximity always pay. We must never forget this, we must always strive to serve the people with humility and integrity. This is why as the tradition goes, I would like, first of all, to pay tribute, Mr Chairperson, Sir, I would like to pay tribute as the tradition, I would like to pay tribute to our Leader Serge Clair, who has dedicated 45 years of his life to serve Rodrigues and he has served this Assembly for almost 20 years. He has been a guide and a mentor to my personal and political development. I will always treasure his memory and will never forget how his belief in me gave me confidence. Second, to my fellow colleagues on this side of the House, many of whom have served at varying levels, I thank them for invaluable contribution that they have brought to my personal development. Thirdly, I also want to thank colleagues on the other side of the House, we have

enjoyed, of course, their adversarial cuts and frost of politics. This is the norms of democracy but many of you are my good friends. Fourthly, and even in their absence, I want to thank the faithful people of Region No. 4 as I have stated formerly, who have allowed me to be returned as a Member for the fourth time. And, of course, I feel indebted to all the party delegates of our party, the OPR. And, finally I would like to express my appreciation to my families, especially to my wife and my three children, without their support, the task I am taking would be infinitely more difficult, Mr Chairperson, Sir.

Now, let us come straight to the debate as regards to the speech that the Chief Commissioner delivered on Friday last, Mr Chairperson, Sir. This new government is in power for almost two months and as a tradition, the democratic tradition goes, we call it the *crise* period. In fact, you would have observed that we have been quite modest in our political attack as opposition up to now. We are being very modest. Because we understand that there are new Commissioners, many of you, I think the Chief Commissioner has been in office, the Deputy Chief Commissioner has been in office, Mr Louis Ange Perrine has been in office, out of seven there are four of you who are taking the post of Commissioner for the first time and it stands it is not as easy as it appears to be able to grasp and master all the dossiers or all the departments that is under your portfolio. So, I think that as the tradition goes giving you 100 days of observation of learning time. It is more than fair, it is fair and it should be like this. And, this is what in fact, from the other side of the House, this is what we have decided to do.

We are being given time for you to take in stock of your department. Yes, but there is also another tradition. The other tradition is that normally during that 100 days of coming into power, the new government normally gives some gifts to the population, especially those which have been promised during the electoral campaign. *Le bilan de 100 jours*. This is also a tradition in our system, though it is not a legal obligation as such, but it has always been within by 100 days we are going to do this, this because for us as a new government we consider this as an emergency and we consider this as an urgent action that should be taken to relief the sufferings or to give such and such thing to the people as a gift for our new coming.

I note, Mr Chairperson, Sir, that the Chief Commissioner in his speech, even for his speech *quinquennal*, I think on 18 March, he called for unity and he called also for trust of the people to join him. That is right but as is the title of his budget speech mentioned: *Passer de la parole aux actes*. But who are the first one to show this action of unity? Who should be the one who shows to the people. Yes, I want to unite this *people* so please, I am the leader, please

follow me. You should stand as an example and you should, stand as an example. This is why, Mr Chairperson, Sir, even though we are in the grace period but unfortunately, as our Assembly stands, the budget speech is discussed during that grace so we have no option than to come up and give our views and options following the budget speech of the Chief Commissioner. Unfortunately, it falls within that grace period. But what we have noted, instead of working to promote trust in the people, the first two months of the new government in power has been littered with broken promises and threats, especially to the Rodrigues officers.

Mr Chairperson, Sir, the Commissioner, Louis Ange Perrine, has been wise and I personally I do agree with him, the public officers have a duty and they should do their duty. Everybody is paid for a duty and you have to work to earn that salary that you have at the end of every month. I do not see anything bad in what he has said. When he said he went to this department and told his public officers you have to deliver. They should deliver. But speaking to the public officers, Mr Chairperson, Sir, it should not be in the form of threat. There is a way to tackle and to get these public officers with you. This is why from example that we have noted, especially that the government comes in with the promise of *changement*, which for me I understand to be time for a new way and for a new day. This I understand but my question is what is the marked difference in the approach of a new team? What is the marked difference? The marked difference in the approach of a new team. As regards to the *gouvernement sortant*, the old regime. Yes, we have seen unfortunately, insulting, humiliating...

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I have a point of order. We have allowed on this side of the House, the Member to repeat the term humiliating, insulting which is an offence under the criminal law of Mauritius. I believe if he cannot substantiate, state who, when and where any public officer was insulted and whether there has been any police declaration which I believe would be the proper way. I am invoking Standing Order 36 (3) which states that: No Member shall impute improper motives to any other Member. And kindly inviting you to rule on this point of order. Thank you.

Mr Chairperson: Being given that the respected Member, it is not mentioned clearly whose Member he is pointing out but nevertheless, I would tell the respected Member to be nice to each other. You stated by mentioning how we know each other, we are close, I was your teacher. So, just give the example, yourself. So, thank you, let us be nice.

Mr Lisette: I have never mentioned that Mr Louis Ange has threatened or humiliate... Non. If you allow me to... Please allow me to proceed with my speech. And you will understand I am not going to pinpoint anybody. But I am coming up with a kind of reflection. What we have seen? Okay, if you do not like the word insulting or humiliating, okay if it has to be removed, I remove it. Even if you did not rule out for removing it, okay. But I have some questions, Mr Chairperson, Sir. I have some questions because the new style and it is a fact, the new style which has been adopted by the new team is foregoing and it is good communication. Good communication helps in politics, that is right, and in doing lives. This is a fact. But I am asking myself what is the obligation of a public officer to participate in a live? Especially when it does not come from an officer broadcaster. Is it ethical, Mr Chairperson, Sir, to have a live from an official broadcaster when having a meeting with public officers? I can understand that there can be reportage, like the MBC comes there are reportage and you will note that even for lives that take place in the private radios in Mauritius, there is a filtering process. There is a filtering in the sense that if ever something has to be censored, it is censored. But when I see, Mr Chairperson, Sir, that some people are somehow, how to say, I do not find any word, insulted in the whole face of the world. Insulted in the whole face of the world. Can you imagine what is the psychological consequence on that person? Am I wrong, Mr Volbert? Yes, I am addressing the Chair. We should, Mr Chairperson, Sir, as the Chief Commissioner has stated in his budget speech, in his plan *quinquennal* rather, paragraph 14, 15, 16, he speaks a lot about the consultation process. Yes, he speaks a lot about the consultation process. The spirit is good but we judge ... Everybody is judge by what one says and by how one acts. Actions speak louder than words. I refer also, Mr Chairperson, Sir, to his call for unity in the budget speech as I have mentioned earlier at paragraph 9 of his exposé but I will kindly invite every Member to create and to promote that conducive environment through that process. If we call for that then we should create that conducive environment for consultation and also for unity. Unfortunately, I have to give example. I think that Mr respected Commissioner Louis Ange Perrine mentioned it though I did not adhere with the way that he has phrased it. I have here in mind where the principal of natural justice was not applied. *Et ça vont rester dans les annales de l'histoire, M. le président.*

I refer to the case of JR, whose boat has been snapped in a state of emergency. He was given a letter today to take off the boat from him the next day. This is why I used the term, the state of emergency. I refer to the case that was mentioned by the... though not specifically, but I know that he mentioned it in a way about the sale of meat based on subsidy. If I understand

well, there has been an anonymous letter which has been written to say that these persons have been involved illegal or immoral practices. It is your duty as Commissioner and head of the commission to carry out any investigation. Like you said this morning itself. You are going to set up a departmental enquiry. I think for the case of, you mentioned one case that you are going to set up an enquiry. But if you feel that there have been illegal practices on the matter, I would personally invite the Commissioner for Agriculture, Mr Deputy Chairperson, to carry out a departmental enquiry on the matter because I consider that these persons have not been given with the principle of natural justice either to defend themselves, to give their version of facts. And as our system of justice allows it, we are innocent until found guilty. But in this case they have been found guilty without a trial. Without a trial! They have been, Mr Chairperson, Sir, found guilty without a trial which undermines the very principle of natural justice.

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, the Member has been speaking about justice, natural justice, etc., and he is insinuating that the Commissioner here is going against the principle of justice and he is aware that there has been a letter, an anonymous letter depicting some facts which the Commissioner is aware of and, he is trying to accuse the Commissioner of having not respected the principle of natural justice, which is unfair, untrue and should not be warranted again in this case. Either you come with the facts, you substantiate it or you know what you have to do.

Mr Chairperson: Respected Member, I have given sufficient attitude to canvass your point because, you know, now that you are referring to the conduct of a Commissioner in his official capacity. In our Standing Order, if you refer to Standing Order 36 (5), you have to conform to the provision this. Right? Not at this time of debate. You may not agree with what he is doing but go according to our Standing Order. You have provision for this. We have provision for this in our Standing Orders. So, go on but not in this direction, please.

Mr Lisette: Okay, Mr Chairperson, Sir, I will not argue on the matter. I have just to say that I never accused the Commissioner. I never said that it is the Commissioner who took the decision. I never said that. It could have been a decision taken at his expense also. It could be but as an observer and as I have said at the start of my speech, I am here to speak on behalf of people who sent me here. I think that it is my duty to reveal such matters. And, if ever there is things that have been wrongly said, the Commissioner would have the ultimate opportunity, the so many opportunities to clear matter.

Mr Chairperson: You are arguing with my... Sit down, please. I am sure that you are arguing with my ruling. Okay, thank you.

Mr Lisette: Yes, Mr Chairperson, Sir, now we come to the budget and as a starting point, I would like to pinpoint to fundamental shortcomings of the budget itself. The first point that I would like to raise is about a fundamental bridge in Table 82 on page 176. You know table 82 on page 176, summary of staffing positions.

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I am sorry to have to disturb the Member again and to take the time of the Assembly. But I think the Member is bridging the Standing Order which states that he is precluding on a debate which is coming, which is the Committee Stage. So, we have to wait for the Committee Stage to refer to the Estimates, then he will have ample attitude to talk about page x and y, table z and w. Thank you.

Mr Chairperson: Let us be clear on this. It is your fourth mandate, so you know. You master the Standing Order more than me. At the Committee Stage, it is the same principle as we applied in the National Assembly, you will have time to ask your question. You will have time today to ask question on this. But now go on the debate. You have sufficient matters on the budget speech that you can put your point but leave what we will discuss at the Committee Stage for the Committee Stage, please.

Mr Lisette: Yes, Mr Chairperson, Sir, but the estimates stand part of the budget speech also. Because while I read the budget speech, when I read the budget speech, I go along with the estimates that has been provided. Yes, I go along with the... Yes, I go along. I cannot read a budget speech without taking into consideration the estimates as it is provided to me.

Mr Chairperson: But when we come the budget estimates, it is time to... we will go, line by line. You will have time to ask your question. Now we are debating on the budget speech. Debate on the budget speech. You proceed.

Mr Lisette: There is a question on policy. What I am coming up. No, I am not challenging anybody. I am coming up with a fundamental issue of which I have been given knowledge of – which I just consider if ever there is something which I have not understood as it should be, the Chief Commissioner in his summing up could give me information about the matter.

/UNREVISED/

(Interruptions)

Because, Mr Chairperson, Sir, if we look at the last practice of the House for the last 18 to 19 years, we were given in the estimates which form part of the budget speech, a column heading as regards to the number of officers in post. And, in this case of the 22/23 budget this has not been provided. And, when I have gone through the budget estimates, I have noted that on page 178, the headings stand to those who are in post, up to March 2021 for the Commission for Tourism and Others and the Commission for Youth and Sports. But for the other Commissions, it has been cited funded 2021/2022; funded 2022/2023 and the figures provided under the heading of 82 stands at, I think, 3,996. I do not think that it is not worthy of me bringing such a matter, such a remark when I have gone through my budget speech together with the estimates which has been provided to flag this matter up. I wanted to flag it up, Mr Chairperson, Sir. So, I am giving in fact, advance information to the respected Commissioner to get into the matter, to see the matter before hand, before we come to the Committee of Supply. If he has to come with an amendment beforehand then, he can come with an amendment before them. There is nothing.

(Interruptions)

Yes, amendments can be brought even before coming to the budget estimates if it has been noticed that there has been some mistake. And, it is the practice of the Assembly. So, this is why I wanted to flag this out, Mr Chairperson, Sir.

Of course, as you have mentioned, we will come to that Committee Stage but may be at the Committee State or before we are going to be provided with the explanation and if ever an amendment is required then it is going to be made at the appropriate time.

The second thing that I want to raise and this time which is mentioned at paragraph 17 of the budget speech, it is the statement which is made by the Chief Commissioner when he said that: *Je demande au peuple de juger sur un budget de Rs 865 M alloué au gouvernement regional d'alors, des contrats dépassant ce montant ont été alloués; des paiements pour des projets entamés depuis 2012 sont encore d'actualité.* I do not know if there has been a confusion but it stands to reason that there can be and it has happened and it will happen also that project values – when we add the project values of different projects within a particular financial year, it goes beyond the allocated financial budgets. But what every Commissions have to stick to is the financial provision which has been budgeted and funded and it is normally

/UNREVISED/

done in line with the progress of work as regards to that particular project. We can have, Mr Chairperson, Sir, five projects with each a project value of Rs 200 m. but these projects they are going to be phased out within two or three financial years. But when you add their project value together, it adds up to more than the capital value which has given in the budget.

(Applause)

And, it is going to be like this. The *stade* of Roche Bon Dieu, I think that the project value is Rs 96 m. But for financial 2021 and 2022, there are a particular value which has been provided and allocated and any change of value if ever your progress of work go beyond what has been projected, then you will have to have recourse to the Ministry of Finance. This is the budgetary process. If I project to spend Rs 100 m. on roads, and my budget allocation is not allowed to do so, we can carry on with reallocation within our budget. But if the budget reallocation does not allow so, then we can have recourse to the Ministry of Finance for payment within that particular financial year. There is nothing wrong in the process, there is nothing wrong as regards to the budgetary process. Because everything is marked with an item and I know very well that the EPMU works hard on it.

Now, coming to the frets of the budget itself. There is no doubt that the immediate challenge now and it is not only in Rodrigues, it is a matter worldwide. It centers on the cost, increases in the prices of basic commodities. And, this is driving fear in every heart. Not only of Rodriguans but of any citizen. We know what is happening in Mauritius. Everybody has noted what is happening in Mauritius. There is a fear, there is a fear on the increase of prices. So, the philosophy of the budget itself, I understand it is the first budget of the Chief Commissioner, of course, he has to embrace as large as possible in different spheres to satisfy different commissions. It is not an easy exercise. I do understand that. But the philosophy of this budget today, it should have been centred primarily by attacking that issue of increase of prices.

Last year, Mr Chairperson, Sir, and in the financial year 2020 and 2021, and for financial year 2021/2022, what were the primary problem that we were facing? COVID-19 and its effect on the different aspect of the population. And, at that particular point when we came up with our budget, we took rather bold decision to tackle that matter instantaneously because we knew at that time that there were persons in the tourism, in the entrepreneurial activities, as mentioned by the Commissioner for Agriculture – *les planteurs, les éleveurs, la santé*. These

were the priorities of that time. And, we injected first, I think, Rs 50 m. in the COVID-19 Support Relief Fund to instantaneously attack the problem. I consider and it is true to say, Mr Chairperson, Sir, that the Chief Commissioner has rightly identified the problem facing the people. Yes, either by the question of increase in prices due to the pandemic and the fight, the war that is going on in Ukraine, I also agree that he has come with some propositions but the proposal that he has made, it is farfetched. I consider that he has come with solution stating that we have to increase our production so as to limit importation. This is the decision to be taken. But it is farfetched because we cannot wait now for the production to increase because the people are suffering now. The people are suffering now! What do we do for them now? This is the question. And, this has been an ultimate proposal for this budget speech. Yes, I gave you credit. Credit in the sense that, okay what is his proposal? His proposal is that, as I have said first, increase production in the future. *Aujourd'hui, tout le monde parle du localisme, privilegie la consommation locale.* You said it one way, we said it another way. You said it: *produire ceki zot manzé, manz ceki zot produire. Nou nou dir, pa compt lor manzé ki sorti dehor compt lor manzé kin sorti dan nou la ter.* It joins the same thing. It is one and the same thing but the words are different. So, the proposal made by the Chief Commissioner, he is going to come up with an increase in the number of officers for price control and sensitisation of consumers. Good and fine. We have to exert control. We have to exert control if there is abuse. If there is abuse, there should be control. Because if we are making efforts and there is no control then it is going to be in vain.

I have spoken about the localism. The localism, M. le président. What could have been done? I am sure that respected Member Tolbize will agree with me and I think that they mentioned it also in their electoral campaign about the problem of the Rodriguan cola. The cost of living of the Rodriguans, at first sight, it is a fact that the cost of living of Rodriguans is higher than that of Mauritius. When we buy a can of coke here and we compare the same coke as we buy in Mauritius, there is a difference in prices in commodities. What does this mean? This means that if Mauritian are saying that they are suffering then Rodriguan are suffering twice as much. We are suffering, we are being suffering twice as much because we paying our commodities at a higher price. This is why with time there has been the emanation of the idea of coming up with a Rodriguan Cola, which at first sight is a good idea but application of Rodriguan Cola will meet only those persons who are having a salary per month. The question is what do we do for those who are in the informal sector? What do we do for those who are out of jobs? Are they going to get Rodriguan Cola, Mr Chairperson, Sir? How are you going

to tackle this? A public officer or another one who is working in a parastatal or a private, if you apply the question of Rodriguan Cola, he is going to get, to compensate for the difference in prices between Mauritius and Rodrigues. But what about those who are in the former factor – *pe trace par zot mem*. This is why the target; I consider that there are two possible targets. The first target is which has a direct hit on our prices, it is the question of freight between Mauritius and Rodrigues. *C'est ça qui fait la difference dans le prix*.

Last year, Mr Chairperson, Sir, we fight with the Ministry of Finance.

(Interruptions)

Let me continue with my speech. Mr Chairperson, Sir, last year we met the Minister of Finance. We raised the issue with him and he accorded us with a 20% in freight subsidy between Mauritius and Rodrigues.

(Applause)

It was not enough. But we fought for it. We asked for 100% subsidy but they told us okay, the financial situation of Mauritius is difficult, the financial position of Mauritius is difficult. We said okay if it is difficult, we also, our population is facing difficulty. So, we come to an agreement that should start at least with a 20% subsidy. And, we accorded with that. It was not enough. We were not fully satisfied but at least we were provided with a starting point as regards to this fight that is causing a scouch on the purchasing power of our people. The second proposal that I have and which is going to have a direct kit on all consumers whether in the informal or the formal sectors. We have the question of value added tax. If we are able to fight as one, I think it is 15% if we happen to get a 10% for Rodrigues as regards to that. Somehow, we can tackle the difference in prices between Mauritius and Rodrigues. These are my proposals and we can fight together for than, Mr Chairperson, Sir. We stand by this because we know that there is an issue, a sensitive issue with respect to the purchasing power of the people here. Yes, not only of the people here, it is worldwide but we have to find solution.

Last year, Mr Chairperson, Sir, in the same line, we came up with solutions. We provided full subsidy on the freight for export of artisanal products from Rodrigues in a way to tackle and to uphold the standard of living of our people. I mentioned it earlier, immediate investment of funds for the support of the tourism sector under COVID-19 ... Support Scheme and last but not least, I remember that everybody laughed at it when we mentioned it. We said

that, we will try to get the price of animal feeds between Mauritius and Rodrigues on the same price. We did it.

(Applause)

We did it. If we did not fight for it, at the particular point in time that I am speaking with you, though I note that something has been mentioned in the budget about this as regards to that question of animal feeds how somehow we are going to alleviate the suffering of the farmers which is in fact a very good decision. But as your budget speech mentioned, we have to move from words to action. I wish you good luck. I wish you good luck in the endeavour that you are taking because it is good for our people. It is good for our people, Mr Chairperson, Sir.

I have yet another proposal which come into my head right now, regarding specifically the artisans. You know last night, I asked my son, I told him our son who goes to school how much does his lunch bag cost? He told me Rs 280. Rs 280! And then I phoned to my colleagues and I told him. We come up with an idea last year about providing lunch bags to students. I told him what was the price of that lunch bag, he told me Rs 275. We are targeting 5,000 *étudiants*, 6,000 *étudiants*. That decision was taken in December, it was only in April, I think that the artisans have been able to produce these artisanal products. Due to various reasons in terms of availability of materials, in terms of labour. There are so many factors. It took four months to come to where. We wanted to achieve. But if we take this decision today with the new school calendar year which is going to start in January 2023, we will be providing works for all the artisans up to October. We are in April/May, June, July, August, September, October, five months. And, I am not going to say like we did that we should give these lunch bag all free, even if the Regional Government come up with a subsidy of 50% paying that lunch bag Rs 275 *divise par deux*, ça fait combine? Rs 140. We will block all these synthetic bags which are being imported from Mauritius or abroad to Rodrigues. Because our fight is what? Our fight is against importation. *Et qui dit importation means* valorising our local products. And, it is good. You know how good it is? In fact, when we took the decision, and it is a fact that we have observed here most women these days when they go out, they used local made products. I am sure if I asked all these women, Miss Karine, what did you come to the Assembly with? Local products, I am sure local products. Rodriguans are making use of. Yes, we are happy whoever ... but like the Chief Commissioner philosophy himself says – *nu bizin fer larzen la cirkul dan Rodrigues*. Yes, this is a good philosophy. Yes, we *circule* it within ourselves and if we take the decision today by saying that we are going to provide a lunch bag for 2023

January, we are already coming up with a good idea. And also, most vital also which is as important as producing work, we are inculcating in our children at a very small age the question of making use of local products. *Très important ça hein! Très, très important.* Because at a time there were children even elder people who consider that products that come from abroad are better than products that are produced at home. We inculcate it from pre-primary itself, Mr Chairperson, Sir.

Now, I come to the issue of roads and public infrastructure. There is not much to be said because the Commissioner as I consider has not started in itself any new project though he has announced some. But it is important to put on record that when we left office, the following contracts were already awarded. 11 works orders for the construction of box culvert at Gravières, Batatran, Nassola, Grand Baie, Rivière Banane, Vainqueur, Source Tigome, Champs, Eau Vannée, Anse Raffin for a total sum of Rs 45 m. We did also issue works orders for the following roads:

- Pavé La Bonté;
- Grand la Fouche Corail;
- Anse Nicolas;
- Montagne Cabris Est;
- Crève-Coeur;
- Cygangue;
- Accacia;
- Saponnaire, and
- Cornflour – Baie aux Huitres.

For a total sum of about Rs 105 m. We also awarded contracts for 15 km of track road to Allied Builders and 5 km of track road to Trivan, making a total sum of 20 km amounting to some more than Rs 90 m. We also completed the tendering processes for the contract of road construction, upgrading and resurfacing. It was already launched. I do not know if it has already been evaluated. I do not know. And, we also completed the tender document, you will have the

time to provide the information. I would very much like to have it. We also launched the contract for the new Global Consultancy Services because the one under Luxconsult was leading to its completion. But the tender documents were already launched. It was already launched. It is going to be completed in September but we took it in advance so that we do not face any problem. Now it is up to you to decide if you want... but at least the documents were ready because we wanted to take it in advance so that we do not have a discontinuity as regards to the work which are being provided by the skills workers here. Because this is vital for the economy and for the skills workers. We have to have infrastructural projects, roads constructions, buildings to ensure that these skills workers do not lose their jobs. But I would like to have the views from the Commissioner for Public Infrastructure, the Deputy Chief Commissioner, if the information provided is right, I see no activity on the road of Pavé La Bonté. I see no activity on the road of Cygangué and I see no activity on the road of Crève-Coeur. No activity on this. I will humbly ask him to be careful, in the sense that, I consider that, I think it was mentioned yesterday, there has been the freezing at the level of his commission, there has been the freezing of the hundred housing units whose beneficiaries have already obtained their – if I am wrong, please correct me. They are putting in question also, I think it was confirmed also yesterday, about the cancelation of contracts for the Community Centres of Grande Montagne and Gravières. If I understand well that you are going to make it in house. This is why I wanted to give a word of caution. Because if you continued on this line, his commission will be known the commission for cancelation.

(Interruptions)

And, in fact, in his *plan quinquennale*, the Chief Commissioner puts, in fact, I wanted it to succeed, the projects one plan, the Rodrigues Infrastructural Development Plan which now has been scaled down to the Water Infrastructural Development Plan or IDP whose acronym means ‘rest in deep peace’.

And my last point that I would like to make with respect to the Commission for Public Infrastructure. So far, I have not understood the rationale behind the opening of ‘La Rue de la Solidarité’. Because we very well know that the peak time that people come to do shopping in Port Mathurin is from 10 to in the afternoon. And now we are having circulation of vehicles at that particular point at that particular time within one of the busiest commercial street of Port Mathurin, Mr Chairperson, Sir.

/UNREVISED/

I turn now to the Water Sector. As regards to the Water Sector, the Chief Commissioner states that he reengages in reforming the sector though not explicitly cited. I infer that he will come up with a new Rodrigues Water Company version using the Rodrigues Public Utilities Corporation that we have set up.

(Interruptions)

I am not telling you that you should close or open. I explicitly cited. I have the right to debate, Mr Chairperson, Sir. We are in a debating... I am debating, I have the right to state what I think. This is the ultimate position here. But our market difference lies here. Our market difference lies in our project structure. Everybody will realise and everybody knows that we have already negotiated Rs 1 billion with the MIC. Everybody knows. And, that was to go for the RPUC and its relevant project. We wanted at a first instance because the situation is challenging with respect to the problem of water scarcity, we wanted to invest most of it in the desalination plants because, I think I have mentioned it so many times in this House. There is no magic as regards to production of water. We have three possibilities; we have the possibility of investing in surface water. We have the possibility of investing in boreholes and we have the possibility of investing in desalination plants. But the question, Mr Chairperson, Sir, there is a lack right now, if all the desalination plants is working efficiently we will be lacking no less than 9,000 m³ to meet our daily demands. Because the new survey that has been carried out. The new report that has been carried out by BLRI Consultant, which I am going to speak later, it says that up to, the date mentioned by the Chief Commissioner, 2032, Rodrigues will be needing 17,996 m³ of water. For all its purposes, agriculture, tourism, domestic purposes and commercial. The question is how do we proceed to get that remaining 9,000 m³. I can ask the question. Do we have a place, first of all, Mr Chairperson, Sir, where we can invest to have a dam which can produce 9,000 m³ per day? *Impossible!* Do we have a place, I lower down further, do we have a place in Rodrigues where we can construct a dam where we can produce 1,000 m³ per day? I take the case of Anse Raffin. At its highest efficiency Anse Raffin was producing 700 m³, Mr Chairperson, Sir, at the highest efficiency. With the silting process and the complication in the treatment, we can go up to a maximum today of 400 to 500 m³ of treatment water, for Anse Raffin. You can ask the technician. So, if we are to go through surface water, we have to have no less than three to four dams which should be able to provide us with 9,000 m³ of water. I ask the question. Where do we do it? And, how fast do we do it? Because the situation is urgent. The situation is urgent. If we are to go for the construction of a dam and

/UNREVISED/

we have experience on that, not only Rodrigues but elsewhere and the reports mentioned it also, we have to go, we have to wait for no less than three to four years. It is a fact. This is why, Mr Chairperson, Sir, (I am coming to that do not worry)

(Interruptions)

The second option that we have is boreholes. It is about boreholes. Let us do boreholes. You want to increase production by boreholes? This is another option that we have. But before we go to that option and the Chief Commissioner mentioned it last time, we do not read reports. We do not know what are in the reports. I will start by the report that he has so numerously cited. I go for the reports of Khroda, yes, this is what we handle over to AFD to get *Observatoire de l'Eau* and to get money for the consultation that is going on with the LRI. Yes, this is what we used, you can go to AFD. I gave them a copy of that and I say this is on what we are going to base our policy and to get the question of *Observatoire de l'Eau*, which is going to be of immense importance as regards to all the surveys, all the data that is missing. This is what I handle to AFD. Because in the AFD under the ... eau, they deal principally with climate change and that report it deals about the impact of climate change on the water sector in Rodrigues.

I did mention it in 2018

(Interruptions)

In 2018. I am not going to argue with you. I know about it. I gave a copy myself to the AFD.

Mr Chairperson, Sir, what does Khroda says about ground water? It said: most of the boreholes are sensitive to weather conditions and it provides us with a table of the vulnerability to drought and problem to drought conditions and it added. The yields are reduced by up to more than one half during the extremely dry periods demonstrating a seasonal water scarcity rather than a total scarcity. And, it goes further by stating the boreholes are demonstrating possibility of over pumping during extremely dry season.

(Interruptions)

I am coming to that. Besides, saline intrusion of coastal water aquifers will lightly occur only because of over abstraction but also as a result of sea water level. This is what the first report said. Yes, I am coming to BLRI.

/UNREVISED/

The second report, he mentioned it last time by Jean Michel Chene. *Appuis au développement durable du secteur de l'eau de l'île Rodrigues. Page 13.* About boreholes still it is said : *Par ailleurs le potentiel des nouvelles ressources en eau souterraine ne sent pas être une option s'il en observe la décroissance du niveau de production au mois de chaque saison sèche qui indique que la limite de surexploitation est atteinte ou même dépasser.* We have to be very careful. When I speak to the population, I know what I mean, I do not have to say, I am referring to *tel* report, *tel* report but I know what I mean.

I go further, Mr Chairperson, Sir. Let us say to BRLi, page 25. We have all these reports. Page 25. What does it say? Page 25, it says, it mentions about the groundwater is reported currently at risk and groundwater levels are falling. The point that he mentioned is: the first point is simply not true. On the contrary, all the level measurement show that these resources are stable. It must even be argued that these resources could possibly be used more intensively than they are today. This report was sent to my Commission, you know that, in June 2021. In June 2021, we were in the full problem of COVID-19 with closing of borders. Closing of borders, no flight. In fact, these reports that I am mentioning here, the BRLi reports, it started in 2019 but when we have the closure between Mauritius and abroad, all the experts that were to come for survey, they could not come.

But we managed to have them coming, I think, within last year in 2020 rather when borders were open in July up to March. And, I remember there were Jean Michel Citeau and also one expert on groundwater, Battarel who himself made a survey and a report, I think, in the early years of this millennium. So, this is why we invited him back and this is what he told us when he comes back later. But there is a word of caution. If the Chief Commissioner wants to take it or not and this is vital for the future because we have an independent report also what was made by the WAPCOS in 2018. And, you know what he said in that? And, this is where our survey should start, I believe, so that we do not move ahead and unknowingly and have some irreversible effects as regard to the exploitation of our groundwater resources.

This is very important because I just make in paragraph *à côté*, I have heard Mr the Commissioner for Agriculture stating that he is going to export the water of Saint D'Or. You made that statement. It appears fine. I, myself, I made at least two/three visits there. I wanted to drill a borehole there to have water coming from Saint D'Or to the reservoir which is being constructed at Montagne Malgache. This was what we preconized to do but when I discuss with experts, the risk, you know what, it is the same water that is channeling to Rivière Banane.

If you pump it uphill, then, there will be no more water going to Rivière Banane, which is going to provide a hydraulic pressure to push the water which is being intruded from the sea and you will see that there will be an increase in the salinity of the water that is being used by the farmers of Rivière Banane.

So, this is why I am telling you are in a position to decide. You are in government, you decide, but as an advice, I would rather tell you to consider with the help of advisors, experts because if ever there is an intrusion on the matter, we may lose that agricultural land of Rivière Banane. So, be careful. It is a humble advice that I am providing to you. Yes, as regard to boreholes, Mr Chairperson, Sir, the WAPCOS, it says at present, there are 18 boreholes at the time that the report was made in 2018, operational in the centre of the Island of 108 km². This provides a population density of one borehole per 6 km² which is very low. In order to increase water production from water resources, it is important to increase the network of boreholes but this is the precaution that should be taken but this needs to be done rationally after studying the hydrological conditions of the Island and conducting geophysical survey and mapping in a scientific and systematic manner.

It once again relates to the question of intrusion of water. This is why in the consultancy that we provide, when we are working with WAPCOS, I said before we go ahead with the drilling or additional borehole, we can do one or two if the need arises but we cannot just go and drill borehole like this. I say if we are to continue on increasing say by twice or thrice the production of water by boreholes, what is most important is that we should have a satellite imaging of the water which is found underground in Rodrigues, a satellite imaging so that we can know what is happening. We are pumping these days. Our water production these days in Rodrigues represent 30%. As regard to groundwater production, it represents 30% of our production. We are pumping every day under the earth of Rodrigues, under the ground of Rodrigues, 3500 m³ of water.

Of course, there is infiltration but what we know is that we are taking out 3500 m³, how much water is infiltrating. Are we aware of this? So, this is why it is important, Mr Chairperson, Sir. That as the Chief Commissioner mentioned, we go as per expert advice with care. Yes. This is the consultancy of... Yes, this is it. No, there are three parts. There are three parts, if you do now know, I am telling you there are three parts. The three parts. Learn, my friend. There was a report submitted in June 2021. You want it? There was a report submitted in let me say, in October 2021. There was a report submitted in January 2021 and the last report as

regard to the master plan, it is yet to be come. I do not know if it has been submitted but there are four reports as regard to the consultancy services for the development of Rodrigues Water Resources, strategy and definition of priority of action plan.

(Applause)

Mr Lisette: This is it. The process was on. So, do not say that we were not doing our work. Do not say that we did not do our work. We were doing it, Mr Chairperson, Sir, as mentioned in the WAPCOS Report on a scientific and systematic way so that we do not commit any error that could jeopardise the future, our future generation. Future generation, Mr Chairperson, Sir, yes. Future generation. This is why, I missed something, I will have to come back to it. As regard to the approach, with respect to the Rs 1 b. in the MIC system, regarding the MIC system. The Rs 1 b. regarding the MIC system. You got it. The use of the fund as defined by the MIC system, it is to be used for capital investments. This is the starting block. It cannot be used for salaries. It cannot be used for other operating costs. It is to stipulate capital investment. This is why before investing for the Rs 1 b. MIC, we requested for a financial feasibility report.

I know that there are some syndicates who are against the process. Maybe they do not master what is being proposed but it is nice that the proposal is a clear one. As regard to the project structure, what did we do, what did we propose? We proposed for the setting of the RPUC which is 100% RRA owned, which is a special purpose vehicle. We have already approached the MIC to subscribe, to get the Rs 1 b. and this Rs 1 b. were supposed to be used as redeemable preference shares in the RPUC. You know, you have the right to decide but I have the right also to say what we were proposing to do. Now, you see. And, then, just like the case of the MARS Cable, what is happening to the MARS Cable? We have taken a loan of Rs 1.6 b. but today, everybody is having *reseau*, everybody is doing lives and the Government of Mauritius is giving us Rs 90 m. and we are paying back to the Government of Mauritius the Rs 90 m.

Yes. But at the time, at this particular point in time, if we were to wait to get the money, would we be having at this particular point in time in Rodrigues 250 jobs which are being propelled by the BPO? Yes, *le retour sur l'investissement*. We are paying back, yes, but people are enjoying the loan that we have taken. I have also... I have to take the time of the House, Mr Chairperson, Sir, because I used to take this example in this House. When someone comes

from university these days, a young person comes from university, do you think that he is going to wait for 20 years *pou ramas larzan par larzan* to come to Rs 2 b. to build his house and to buy his car? What does he do? He starts working, he goes to bank, he says: I want Rs 2 b. I have my salary scales, provide me with Rs 2 b. Getting the Rs 2 b. what does he do? He started his house, he buys his car. Not only that, he can even have his wife to start his family and during the 20 years of time that he is working, he pays back his loan and at the same time, he is enjoying his car, he is enjoying his house, he can raise his family without problem. This is the same principle that you are using.

(Applause)

Mr Lisette: This is the same principle that you are using but the return on investment, this is the return on investment. If we are able, Mr Chairperson, Sir, to produce enough water, imagine yourself about its impact on all the activities that are suffering these days: catering sector, the agricultural sector, the commercial sector and the industrial sector. See it in a global scale.

Mr Chairperson: It is not that I am not enjoying your speech but time is going is going very quickly. Can I know how long do you... Five minutes, okay. We go for five minutes.

(Interruptions)

Mr Lisette: Yes, Mr Chairperson, Sir, I was speaking about the project structure of the Rs 1 b. from RPWC. The preference shares, redeemable shares that we are going to buy back from MIC and also, the financial feasibility reports dictates also about the financial structure. With all the operating costs, how matters are going to be dealt with and in that what we propose to scale down expenses as regard to the operating cost is the incorporation of either a hybrid structure within the desalination plant or purely and ecological application of energy use. This will depend upon what the selected bidder will be proposing. And, everything is in the report. All the sites, possibilities, land position, investment, everything is in the financial feasibility reports. It is there. We did our job. Matters of this sort, it takes time. We could have gone even faster. But you will note with me that we have had two hard years where there have been borders closed between Mauritius and Rodrigues.

There have been borders closed between Mauritius and abroad which has scaled down the speed at which we wanted to move. But we have, as we said, we have to cut our throat,

/UNREVISED/

our.... as per the amount of.... that we have. I would have wanted to go through the different desalination plant but because I think everybody is feeling hungry, I will wrap up on this. I would have gone like this, giving you the explanation. I think you are not mastering. You can close and then discuss. No, it is important. It is not a question of challenging you; it is a question that when I listen to you sometimes, I think that you need to know the facts and not say that okay... Non, non, humility pace. So, shall we close for lunch and I continue after lunch?

(Interruptions)

Mr Lisette: *'Enan bane point lor agriculture ki mo ti bisin gagne l'occasion repone. Tou sa la. Bane production lor l'agriculture ki oune mentionné.'* You are not being given the right information, Mister. I am telling you.

Mr Chairperson: Address the Chair.

Mr Lisette: Yes, okay. Whatever it is, let me wind up, Mr Chairperson, Sir. Okay, ça va. So, we are in crisis situation due to factors beyond our control. We should note this, pandemic and also, the question of war in Ukraine. In fact, the Chief Commissioner has admitted same under paragraph 8, 21 and 22 of this budget speech. But one of the things in crisis management is to assume the worst even as you hope for the best and prepare accordingly. This is crisis management. He mentioned it himself: we do not know what will happen next because we are navigating in a period of uncertainty. We are in an uncertainty period. As a new government, I only hope that you reset certain attitudes, especially about the opponents for the unity that you, yourself, you mentioned. Yes, this is not said, Mr Chairperson, Sir, with any contentiousness but in a desire to help as we all want the best for our people. Even in the opposition, the philosophy of the party remains. We maintain our party philosophy making a better life for the Rodriguan people is at the heart of our fights. We stand for building a better Rodrigues, a Rodrigues that works for all and not just for a few. We are a family-bonded by the principle of social justice and equality all passionately committed to a better... with building a better Rodrigues. I thank you for your attention, Mr Chairperson, Sir.

(Applause)

Mr Chairperson: Let us break for lunch, please, for one hour.

At 1.37 p.m. the Assembly was suspended.

/UNREVISED/

On resuming at 2.54 p.m. with Mr Chairperson in the Chair.

Mr Chairperson: Chief Commissioner.

MOTION

SUSPENSION OF S.O. 9 (3)

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, with your permission, I beg to move that all the business on today's Order Paper be exempted from the provisions of Standing Order 9 (3).

The Deputy Chief Commissioner rose and seconded.

Question put and agreed to.

The Deputy Chief Commissioner: M. le président, permettez-moi d'enlever mon masque. M. le président, je suis moi aussi très content d'être encore là, de faire partie de ce nouveau gouvernement. Tout d'abord, j'aimerais m'associer à tout le monde pour féliciter le Chef commissaire pour son budget malgré difficile dans le contexte assez difficile pour féliciter vous, pour votre nomination et en même temps, féliciter tout le monde, surtout les nouveaux qui ont prononcé leurs discours Alors, M. le président, c'est vrai parce que j'ai écouté mon ami, le membre Lisette parler avec beaucoup de nostalgie mais aussi avec un ton différent, ce qui me fait penser que des fois, lorsqu'on change de place dans cette Chambre, on a cette envie de parler différemment. Je ne sais pas.

J'espère pour eux, pour lui et les autres là où ils sont, là où nous étions qu'eux, ils vont prendre le temps de vraiment réfléchir et en même temps, de travailler et de faire un bon travail dans l'opposition. Nous aussi, de notre côté, on va faire notre travail parce que, M. le président, nous avons tous à cœur Rodrigues, nous avons à cœur le développement de Rodrigues et pour se faire, il faut qu'on puisse travailler ensemble. Donc, je dis aussi félicitations à tous les élus des différentes régions et j'espère qu'on va travailler ensemble. M. le président, le budget a été difficile. Pourquoi? Parce que simplement, nous, nous prônons la continuité, la permanence de l'Etat. Très important pour un gouvernement qui prend les rênes du pouvoir. La permanence de l'Etat, nous, c'est très important.

C'est la raison pour laquelle il y a certains d'entre vous qui ont qualifié ce budget, un budget de continuité, un budget plat, un budget sans aucun projet. C'est tout simplement parce

que ce budget-là a été *committed* à une très grande proportion. C'est-à-dire qu'il y a plus de Rs600 millions qui ont déjà été *committed*. Comme par exemple, on n'a pas mal de projets qui ont... projets de routes qui ont déjà été *committed* en ce qui concerne le *consultancy*, en ce qui concerne la construction des ponts etcetera, des routes. Donc, ces projets-là sont *committed* et déjà, on doit payer dans ce présent budget. Donc, c'est la raison pour laquelle on se retrouve avec très peu d'argent pour pouvoir faire d'autres projets. C'est la raison pour laquelle moi, je ne suis pas d'accord avec le membre Lisette pour dire que la Commission va devenir un Commission for *cancelation*.

Parce que simplement, nous avons retiré que quelques projets parce que n'oubliez pas, M. le président, il y a un nouveau gouvernement, il y a de nouvelles politiques. Nous avons une nouvelle vision. Vous avez délaissé pas mal de projets dans le passé comme la route l'axe Nord Sud. Il fallait, nous, remédier à cela et en même temps, donner priorité à cette axe Nord-sud, je veux dire par là, la route de Citron Donis jusqu'à Tamarin, que vous n'avez pas touché pendant plus de 10 ans. Bon, il faut comprendre cela parce que sinon, vous allez rester dans la nostalgie, vous allez toujours nous dire nous aurions dû faire ceci, faire cela quand vous étiez là, vous, à ce moment-là. Il y a aussi d'autres membres qui ont dit : «Écoutez, vous parlez de rupture; il n'y a pas de rupture». Oui, bien sûr, attendez l'année prochaine, vous allez voir.

On a montré quelques signes de ruptures mais l'année prochaine, vous allez voir la vraie rupture dans le budget, dans la façon de diriger dans votre politique que vous avez l'habitude de prôner qui vous a justement éjecté de l'autre côté de cette Chambre. Madame la Présidente... Sorry. M. le président. Excusez-moi, M. le président, ça fait cinq ans. M. le président, nous avons quand même essayé dans ce budget de vraiment faire des choses qui vont encourager les gens. Par exemple, je prends seulement un exemple, l'exemple de 60 jeunes, ces 60 jeunes que nous allons donner Rs500000 pour pouvoir booster la production. C'est très important, M. le président. Qu'est-ce qui se passe? Lorsqu'on va dans une boutique, qu'est-ce qu'on voit sur les étagères? Toutes les choses qu'on importe.

Qu'est-ce qu'il faut faire en ce période de crise dans ce contexte difficile? Il faudra produire. Vous l'avez dit. Nous, nous disons: «*Manze seki nou produire, produire seki nou manzer*» et vous, vous dites: «*Pas compte lor manzer ki sorti dehors; compte lor manzer (si je ne me trompe pas) compte lor manzer ki sorti dan nou later, dan nou pays*». Tout à fait vrai mais qu'est-ce que vous avez fait? Je me rappelle, j'avais posé une question. Vous avez aidé quelqu'un pour produire des cabris et ce quelqu'un a pris l'argent, est parti au Canada avec

l'argent. Et nous aussi de ce côté-ci de la Chambre, il faut faire attention. On verra nous, comment faire pour qu'on puisse donner cet argent et cet argent soit utilisé comme il le faut par les bénéficiaires. Qu'est-ce qu'on a besoin?

Par exemple, M. le président, si vous voulez demain matin, boire du lait frais, où est-ce qu'on va? Si on peut trouver quelqu'un pour nous produire du lait, qu'est-ce qu'on fait? Est-ce qu'on ne doit pas aider cette personne? Si une personne par exemple, peut nous produire des tomates, patates, manioc etcetera, est-ce qu'on ne doit pas aider ces gens-là? Il faut aider ces gens-là. Nous, nous croyons que booster la production surtout, on a ce projet de *cantine scolaire*, on a ce projet de repas dans les écoles. C'est très important qu'on puisse avoir des producteurs, des gens qui puissent produire, utiliser notre terre pour pouvoir produire beaucoup plus. Autre chose, M. le président, ils n'ont pas fait. Je l'ai dit objectivement. On a vu que d'année en année, Rodrigues est rempli de *'piquant loulou'*. Qu'est-ce qui a été fait? Quelle a été la politique? Nous avons attiré l'attention mes collègues et moi, nous avons attiré l'attention. A chaque fois, on leur a dit: *«Fer attention, les 'piquant loulou' poussent vite, il faut venir avec des mesures pour éliminer les 'piquant loulou'»*.

On nous a dit beaucoup de choses. Mais après, qu'est-ce qui s'est passé ? Presque que rien n'a été fait. On a ce challenge, nous, de l'avant et de faire progresser les choses. On a dit aux gens, M. le président. Ils ne disent, par exemple, juste pour reprendre quelques points. Ils nous disent par exemple vous êtes mis à cinq contre un. Oui, ce n'est pas un problème mais l'objectif a été atteint. On a pu faire le grand changement. Et qu'est-ce qui se passe, M. le président ? Aujourd'hui, il y a des gens qui ne sont pas d'accord. Je peux comprendre, je peux vous comprendre. Vous ne pensiez pas qu'un jour, il allait y avoir vraiment ce changement. Alors, nous, nous pensons que chaque personne a droit à sa liberté, chaque personne a droit à quelque chose. La politique *'get figuir'*, nous de ce côté-ci de la Chambre, on verra à ce que ce ne soit pas le cas comme dans le passé.

Je vous demanderais très humblement d'aller faire votre mea-culpa, d'aller faire un travail sur vous-même et puis venir et puis dire voilà, en vous-même que ce qu'on a fait, ce n'était pas bien. Peut-être dans le passé, nous aussi, je l'ai dit, je peux le redire, peut-être dans le passé, on a été tenté comme vous. On a été tenté mais on a vu avec le temps que ce n'est pas une bonne chose pour Rodrigues. Vous êtes d'accord avec moi, mon ami Lisette. Ce n'est pas une bonne chose pour Rodrigues. Il faut voir les choses différemment. Parce que, M. le président, le peuple, il y a quelqu'un qui a parlé de *power of the people* parce que le peuple sait

et le peuple ne se trompe jamais. Il y aura d'autres élections. Mais qu'est-ce qu'on avait dit aux gens? On avait dit aux gens: si vous voyez dans cinq ans, nous ne sommes pas bon, vous faites ce qu'il faut faire. Je ne vais pas répéter. Vous faites ce qu'il faut faire.

On a donné l'assurance aux gens. On leur a dit. Mais nous, qu'est-ce qu'on doit faire? Nous de ce côté-ci de la Chambre, on doit travailler mais on est prêt à travailler avec tout le monde. On est prêt à travailler avec vous pour l'avancement de Rodrigues, pour l'avancement de ce pays, M. le président, que je pense nous aimons tous. Alors, on a parlé de coût de la vie et ça m'a fait penser à quelque chose. Le membre Lisette a parlé de ça, le coût de la vie. Ça m'a fait penser à quelque chose. Vous savez, lorsqu'on promet quelque chose à un peuple, il faut tout faire pour pouvoir honorer sa promesse. Même si on essaye d'expliquer mais il fallait penser 10 fois, 20 fois avant de se prononcer. M. le président, je viens sur ce point de donner l'eau en 2021 une fois par semaine aux gens. Mais, M. le président, les gens sont déçus. Tout le monde est déçu. C'est la raison pour laquelle vous voyez, M. le président, c'est la raison pour laquelle il y a eu rupture.

On parle de coût de la vie. Mais c'est simple. Pourquoi est-ce que c'est devenu cher? Pourquoi est-ce que les gens, leurs porte-monnaie ont été rétrécis? Pourquoi? Parce que ces gens-là, au lieu d'avoir de l'eau une fois par semaine à boire, ils ont dû acheter l'eau en bouteille pour pouvoir pourvoir. Donc, vous parlez de Rodriguan Cola mais qu'est-ce que vous avez fait? Qu'est-ce que vous avez fait, vous, lorsque vous étiez là-bas? Je l'entends parler, le respecté membre Agathe. Il a donné des... les propositions sont superbes mais à se dire que le membre Agathe n'était pas là, n'était pas proche du gouvernement à cette époque-là, le membre Henri Agathe, à se demander. Le docteur, pardon. Dr Agathe. A se demander que le Dr Agathe à une époque, ne s'assillait pas là, il n'était pas là.

M. le président, donc, il faudra bien réfléchir avant de dire des choses et en même temps, se dire mais qu'est-ce qu'on a fait, nous, pour ce peuple? Comment expliquer à un jeune? M. le président, ils ont parlé de jeunes, les jeunes, ils ont parlé de quel exemple on donne aux jeunes. Qu'est-ce que vous avez... Comment pouvez-vous expliquer à un jeune, vous avez construit une usine de café alors qu'il n'y a pas de café? Comment pouvez-vous expliquer, M. le président? Comment pouvez-vous expliquer à un jeune, vous lui avez donné un bail dans un morcellement alors qu'il n'a pas d'accès? Comment vous pouvez expliquer à un jeune que le Chef commissaire d'alors, il avait promis 2000 lots à Rodrigues alors qu'il n'y a pas de place?

M. le président, c'est la raison pour laquelle je dis il fallait bien réfléchir avant de venir de l'avant, avant de dire des choses. C'est la raison pour laquelle vous êtes de l'autre côté de cette Chambre et nous, nous sommes ici. Mais peut-être aussi dans le future, on ne sait jamais. Je serai peut-être ici et quelques-uns parmi eux seront de l'autre côté. M. le président, je ne vais pas m'attarder. Je vais venir directement sur les projets de ma Commission. Parce que vous savez, j'ai pris la commission, les rênes de la commission sans bien sur le *water sector* et j'ai légué au Chef commissaire. Je trouve que c'était une erreur de mettre infrastructure publique avec l'eau en même temps.

Je l'ai dit tout le temps. Il fallait *a Commission for Water* ou bien autre chose mais pas avec les infrastructures publiques parce que ça ne rime pas, ça va poser problème. Il y a trop à faire. Donc, M. le président, nous avons à cœur tous ces gens dont leurs accès sont difficile. Nous avons à cœur, M. le président, tous ces gens qui vivent dans des morcellements dont leurs accès, il n'y a pas d'accès, il n'y a presque pas d'accès. Il n'y a même pas de.... Je parle par exemple des gens de Mourouk qui nous ont dit telle ou telle personne est venue à la veille des élections leur dire: «on va vous donner, là, on va faire l'accès». Après, chaque cinq ans, ils viennent comme ça et à la fin de la journée, ça reste pareil. C'est nous! C'est ça ce qu'on a dit: «*Toi, tu rêves; moi, je réalise*».

On va réaliser ce projet-là parce que dans ce contrat de *track road*, on va essayer de faire des routes bétonnées dans tous ces morcellements-là parce que c'est très important de désenclaver ces villages-là. M. le président, j'ai une pensée pour ces gens qui habitent dans le morcellement de Patate Théophile. Je vous invitais, je sais que c'est votre région, vous connaissez bien Patate Théophile, d'aller voir ces gens-là. Ces gens-là, ils habitent dans un fond, dans un bassin versant presque. Ils doivent laisser leurs voitures à un kilomètre. Mais ces gens qui ont donné ces baux-là, ils ne savaient pas que ces gens-là, surtout les jeunes, ils vont avoir des enfants, ils doivent commencer toute une vie ensemble, comment faire? Les choses simples de la vie que vous n'avez pas pris en considération. Et nous, on va essayer de palier à ça, d'aider ces gens-là justement.

Il y a aussi la route le morcellement industriel de Baie Lascars. A chaque fois qu'il pleut, à chaque fois il y a problème. Les gens viennent me voir. A chaque fois qu'il pleut, les gens, ils me disent ils vont vers le commissaire parce que c'est juste devant le bureau du DCC. A chaque fois, c'est la même chose et là, je suis très heureux d'annoncer que nous avons déjà donné un *works order* à hauteur de Rs8 millions pour justement faire ce tronçon de route avec

les trains pour évacuer l'eau de pluie. Il y a aussi Patate Théophile qu'on a donnée 300m. On va le faire par phase. On rapproche la route de ces gens-là pour qu'ils puissent vivre dans des conditions correctes. M. le président, il a parlé de la route de Pavé La Bonté. Vous savez, je vais vous dire une chose. Si j'étais lui, je n'aurais pas fait cette route. Pourquoi? De cette envergure plus ou moins. Cette route pose beaucoup de problèmes en ce moment. Pourquoi on n'est pas allé de l'avant? Parce qu'il faut stabiliser cette route d'abord. Vous avez fait *cut and fill*. On a entassé des tonnes et des tonnes de terre qui va directement dans la rivière. Donc, mon équipe de l'environnement, ils vont là-bas à chaque semaine pour voir exactement comment faire pour régler ce problème.

Cette route, il n'y a que 300 m qui coûtent la bagatelle somment de Rs20 millions, Rs20 millions pour 300 m, M. le président. Promesses électorales, je ne sais pas, mais cette route-là, je ne sais pas, ça n'aurait pas dû être fait de cette envergure. C'est de l'irresponsabilité comme dit le Chef commissaire parce que c'est une catastrophe écologique si jamais on n'était pas venu à temps pour justement revoir cette route-là, M. le président. Il y a aussi la sécurité routière. On est en train de voir dans chaque école, on est en train de voir comment faire pour aider les parents des enfants etc. Pourquoi, M. le président? Avec le nombre grandissant de véhicules, il faudra trouver un air de stationnement, un air de *dropping*. Il faut un *dropping point* pour les parents et enfants. On a aussi la question de... Comment s'appelle? Des trottoirs dans toutes les écoles. Il y a des écoles qui attendent. Ils me disent ils attendent depuis 10 ans, ils ont envoyé leurs lettres et rien n'a été fait.

On va faire un *master plan* là-dessus pour voir en même temps comment faire pour aider ces gens-là. Il y a une chose qu'on va faire aussi de nouveaux ici à Rodrigues, M. le président, c'est le *arrestor bed*. Qu'est-ce que c'est qu'un *arrestor bed*? Un *arrestor bed*, c'est un genre de *lane* et on va mettre ça devant l'ex-Bois D'Olive, VATEL. Ce *arrestor bed*, on a vu, M. le président, dernièrement, il y a eu des accidents. Si vous allez là-bas, vous allez voir le mur a été défoncé. Donc, nous avons trouvé que c'est important de mettre un *arrestor bed* là-bas justement pour en cas de frein percé ou je ne sais quoi, les gens puissent emprunter ce tronçon-là afin qu'il y ait moins de dommage, moins de mort et qu'on puisse arrêter les voitures qui ont ce problème ou même des bus. Donc, on va venir de l'avant avec le *arrestor bed* qui est aussi une toute nouvelle structure qu'on va mettre sur les routes à Rodrigues. On va aussi continuer avec augmenter la visibilité dans les tournants dans les jonctions.

Les marquages de routes, on va le faire, l'éclairage des routes. Il y a un soucis, M. le président. Nous avons constaté qu'avec la coupure fréquente de l'électricité par le réseau de la CEB, ça brûle à chaque fois les ampoules. Donc, on va essayer de voir, M. le président, ce qu'on va faire. On va *alternate*, on va mettre lampe solaire et électrique justement pour palier à ce problème de *blackout* dans les régions. Et dites-vous bien, M. le président, que c'est un problème récurrent et on a déjà passé la commande de plus de 200 lampes et aussi d'autres lampes solaires pour remédier à ce problème. Il y a aussi, M. le président, le *Road Maintenance Committee*. Alors, on a mis en place le *Road Maintenance Committee*. C'est important d'avoir, si vous passez dans différents endroits à Rodrigues, vous allez voir que des fois les routes sont envahies par des branches.

Donc, ce *Road Maintenance Committee* va contrôler tout ça et en même temps, avec la participation de RodClean. RodClean va jouer un rôle très important. Je vais revenir là-dessus tout à l'heure, un rôle important dans ce processus de maintenance des drains et maintenance des bordures de routes, M. le président. Alors, nous avons aussi la maintenance des bâtiments publics, très important. Parce que nous, nous croyons que les bâtiments publics doivent être maintenus. J'ai un collègue Commissaire qui a une petite cuvette qu'il a mis dans son bureau sur sa tête, je vais dire, oui sur sa tête lorsqu'il pleut. Donc, il y a des fuites d'eau. Donc, vous auriez dû après chaque 10 ans, on aurait dû rénover ces bâtiments-là. Donc, tel n'a pas été fait pendant tout ce temps et nous, on a mis de l'argent justement pour pouvoir maintenir ces bâtiments publics qui sinon, si on ne maintient pas, ça va nous coûter plus cher.

Il y a aussi la construction de *track road* à travers l'île et je suis aussi fier d'annoncer que nous avons déjà donné des *works order*. Les travaux vont commencer dans la région 2: Maréchal, Rivière Cocos. On va commencer les travaux et suivi d'autres endroits où on va faire les *track roads*. Mais dites-vous bien, M. le président, qu'il y a bien sûr, des listes prioritaires. Qui dit liste prioritaire, dit nouveau gouvernement, dit aussi une nouvelle liste prioritaire prenant en compte aussi la difficulté des gens, prenant en compte aussi l'état physique des gens et je tenais à dire, M. le président, il y a quelqu'un ici qui est maintenant de l'autre côté de la Chambre qui a dit une fois, je cite: «*Pas touche mo bane gran dimoune*». Fin de citation. Mais on se rend compte que cette personne-là, c'était un centenaire qui jusqu'à maintenant, n'a pas eu son *track road*. C'est une centaine de mètres.

Le monsieur, il aura 103 ans là. Donc, il n'a pas encore eu son *track road*. Donc, on va le faire, ça, je dis, dépendant de l'état physique, dépendant des critères qu'on va mettre en

place, dépendant des critères qui ont été acceptés par le Conseil exécutif. Autre chose, M. le président, dans la Commission, lorsque je suis arrivé le premier jour, j'ai été voir les gens devant la NTA et ces gens-là, ils étaient là, il y a avait une queue jusqu'à la route et là, je suis arrivé, je leur ai dit: «Mais écoutez, il faut qu'on remédie à ce problème-là. Qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse?» Et c'est ça, l'approche participative. C'est très important d'écouter les gens. Et ces gens-là m'ont dit: «Mais écoutez, nous, on veut des bancs. Nous, on veut qu'on mette plus de caisses à la NTA.» C'est ce que j'ai fait. Et aujourd'hui, à la fin du mois, M. le président, vous n'allez pas voir ces gens.

C'est les bancs qui attendent les gens mais ce n'est pas les gens qui attendent pour aller payer à la NTA. Et autre chose qu'on va faire, on va faire les examens des véhicules parce que dans le passé, les gens même actuellement là, les gens doivent payer là-bas, aller emmener leurs véhicules au marine et puis, retourner à la NTA. Ce qu'on va faire, nous, on va faire une plateforme là-bas même sous le grand '*pier*' Bois Noir, on va faire une plateforme et l'examiner va examiner les véhicules en place. Comme ça, les gens qui viennent, ce n'est pas nécessaire de perdre toute une journée à Port Mathurin, peut-être trois, même deux pour aller faire examiner leurs véhicules pour avoir leur fitness. Donc, ce sont des mesures. Malgré on est là que deux mois, sont des mesures qu'on fait et qu'on a pris et que les gens ont aimé.

Il y a aussi mes collègues qui sont aussi partis sur Maurice. On a eu les résultats. Nous, ce qu'on veut, M. le président, c'est d'apporter les résultats et je félicite mes collègues qui sont partis sur Maurice. Il y a mon collègue, Nicolas Volbert. Il y a mon collègue, M. Alain Wong So. Il y a mon collègue même, Ravina. Il y a même M. Perrine, qu'on dit '*grand dimoune*' est parti à La Réunion pour pouvoir trouver de l'aide pour Rodrigues et on attend les résultats bientôt, M. le président. Donc, nous travaillons, nous faisons de notre mieux mais des fois, on est aussi devant des faits accomplis comme le projet de logement. Le projet logement. Projet politique, projet pour gagner les élections. Ce que l'ancien Commissaire n'a pas dit hier, il n'a pas dit combien de lettres, *letter of award* ils ont tiré juste avant les élections. Il n'a pas dit ça.

Et ces mêmes personnes viennent me dire: «Oui mais j'ai eu mon *letter of award* mais qu'est-ce que je fais? Qu'est-ce qu'il faut que je fasse?» J'ai dit: «Mais écoutez, mais là, il faudra voir. » On est en train de revoir le *scheme*. S'il faut aller de l'avant, on ira de l'avant. Parce que dites-vous bien, M. le président, il y a deux types de maisons. Il y a le *Trust-Fund*. Ceux qui veulent améliorer *Trust-Fund houses* et ceux qui veulent avoir une nouvelle maison. Alors, les maisons qui coûtaient d'alors Rs750000 coûtent maintenant Rs1028000. Les maisons

qui coûtaient Rs900000 coûtent maintenant Rs1.2 millions. Qu'est-ce qu'on fait? Est-ce qu'on continue? Qu'est-ce qu'il faut faire? Il fallait prendre le temps d'examiner.

Alors, d'après l'ancien *scheme*, une personne par exemple sur Rs1 million qui devait rembourser ou bien participer à la construction à hauteur de 25% et ces gens, 25% là, M. le président, ce sont des gens qui ont la NEF. 25% de Rs1.2 millions, ça fait Rs300000. Dites-vous bien, où est-ce que ces gens-là vont pouvoir ou bien quand est-ce qu'ils vont pouvoir rembourser Rs300000? Combien est-ce qu'il gagne? Il gagne à peu près, NEF, petite pension Rs1800. Plus gros – Rs3900. Ils vont devoir contribuer dedans, payer le *loan*. Nous, ce qu'on s'est dit, il y a deux façons de faire: soit on diminue le pourcentage de contribution, c'est une possibilité soit on dit à la personne, écoutez, vous allez contribuer que pour la construction, c'est-à-dire la maison-là, comme si on donne cadeau.

Oui, on a dit qu'on va donner à des gens maisons cadeaux. Mais si la personne mérite un toit gratuit, pourquoi pas? Et dites-vous bien, M. le président, il y a à peu près 600 plus de gens qui attendent, de dossiers qui sont mis de côté. Parmi, il y a 300 personnes qui n'ont pas eu de *loan*. Qu'est-ce qu'on fait avec ces 300 personnes-là? Ce sont ces gens-là même qu'il faut aider. Et c'est ça la différence. C'est la raison pour laquelle nous, on prend le temps pour voir parce que nous, nous avons eu un projet qui n'est pas d'après moi, pas bien ficelé. Et qu'est-ce que vous avez fait? Ils avaient pris l'argent du gouvernement; vous avez donné à une coopérative et coopérative '*fer seki li envie*'. Mais qu'est-ce que c'est que ça? Qu'est-ce que c'est que ça? Le gouvernement fait un MoU avec une coopérative? Pourquoi pas le *Rodrigues Housing*?

Nous, on va venir. On va revenir avec le *Rodrigues Housing Company Development*. On va revenir avec ce RHPWC parce que ce *body-là* peut implémenter ce projet-là *on behalf of the government, on behalf of the RRA*. Pourquoi une coopérative, M. le président? Et le plus comique dedans, vous savez ce qui s'est passé? Hier, ils ont parlé d'assister, comme si on assiste tout le monde. Il faut que les gens contribuent le mot du membre Baptiste. Il faut que les gens participent. Mais vous savez qui c'est qui a garanti tous ces gens-là? C'est l'Assemblée Régionale et la banque m'a averti. C'est la raison pour laquelle vous avez dit hier que le banque dise qu'il faut tout arrêter. Il faut tout arrêter parce que, ils m'ont dit: «Mais tu sais, si ces gens-là ne payent pas, c'est l'Assemblée Régionale qui doit payer». Qu'est-ce que vous avez fait?

Et nous avons une épée de Damoclès de Rs100000 sur notre tête, '*seki pas payer*'. Vous avez pris l'argent du contribuable. Vous avez garanti ces gens-là. Autant leur donner la maison gratuitement. Parce que s'ils ne payent pas, c'est nous qui allons payer. '*Pas ti koner.*' Qu'est-ce qu'on fait? C'est facile de dire. C'est facile de dire oui mais écoutez, qu'est-ce que vous faites, les gens attendent, les gens attendent. Mais nous, moi, je dis, c'est impossible. Si quelqu'un a un bail, il doit quand même *pledge* le bail pour pouvoir avoir un *loan*. L'Assemblée Régionale ne peut pas aussi aller garantir cette personne-là. Donc, pour nous, c'est un problème et on est en train de voir. On va mettre premièrement en place, le *Rodrigues Housing Company* et on va revoir les *schemes*. On va voir comment implémenter. On va aussi rencontrer ces gens-là parce que, nous, on s'est dit on va tout faire par dialogue.

Par contre, il y a d'autres *schemes*, le *Housing for Elderly*, dont mon collègue de la Sécurité sociale va m'aider aussi là-dessus, *Casting of Slab* etc. Nous sommes en train d'assoupir les critères afin que ces gens-là puissent bénéficier de ces *schemes-là*, ces *schemes* qui existaient depuis longtemps, M. le président. Donc, ne croyez-pas que vous avez laissé un héritage comme si rose pour nous. Parce qu'on se trouve, je vous dis et les gens ont compris, je ne sais pas qui c'est qui leur a dit ça, ont compris qu'ils ne vont plus payer leurs maisons. A ce moment-là, c'est nous qui allons devoir payer. Donc, je ne sais pas. L'année prochaine je vous donnerai plus de nouvelles là-dessus, M. le président. M. le président, dans le domaine de l'environnement, alors, il y a pas mal de choses à faire. Il y a pas mal de choses qu'on doit revoir.

C'est la raison pour laquelle nous, nous avons dit dans le discours budget du Chef commissaire, il a dit que: «Écoutez, on va continuer le développement durable.» Oui, il faut continuer. Il y a des choses qui ont été faites, bien sûr bien, on va continuer mais il y a des choses aussi qu'il faut revoir et là, on va revoir. Par exemple, je dis, nous, on va continuer avec les campagnes de sensibilisation. La protection des plages, très importante. Il faudra faire mais quand même, il faudra un plus *close monitoring* de ces structures qu'on mette sur les plages parce que des fois, ça altère le courant et ça cause de l'érosion ailleurs. Il faudra voir ça un peu plus près. La transition vers l'énergie renouvelable. Oui, nous sommes d'accord. Nous aussi, on va le faire.

La protection de nos ressources naturelles, ça aussi, il faut le faire parce que nous, nous croyons que Rodrigues étant un pays très, très sensible, c'est impératif pour nous de veiller à ce que nous protégeons nos ressources. C'est la raison pour laquelle, M. le président, le membre

Lisette a parlé de l'eau. Mais il y a une chose qu'il n'a pas dit. Je croyais qu'il allait dire ce mot-là: Integrated Water Resource Management. C'est dans le rapport en plus. Integrated Water Resource Management, très important. Et ça, si on arrive à maîtriser cela, on maîtrise tout. Parce que nous, nous pensons que protéger nos ressources naturelles, *manage* nos ressources naturelles, c'est très important pour l'avenir de Rodrigues. Donc, l'érosion côtière est une des conséquences majeures du changement climatique observées à Rodrigues. Des dégâts majeurs peuvent être notés tout au long des zones côtières de Rodrigues.

Partout, on trouve des problèmes. Qu'est-ce qu'il faut faire? On met des filaos. Qu'est-ce qu'il faut faire? Donc, il y a aussi des mesures. Je compte sur les officiers de la Commission qui font un travail formidable, je tiens à le souligner, concernant tous ces projets de conservation à Rodrigues. Il y a aussi la contribution des comités villages qui donnent un coup de main et on va continuer, c'est vrai. S'il faut le faire, on va le faire on *community development*. C'est la raison pour laquelle vous avez parlé de '*Nou Zoli Vilaz*'. '*Nou Zoli Vilaz*' lorsque nous, on arrive, c'est un projet qui... On arrive à la fin de l'année financière. Mais il y a des projets qu'on n'a pas démarrés. Qu'est-ce qu'on fait à ce moment-là? Moi, j'ai expliqué à ces gens-là. Je leur ai dit: «Mais écoutez, je suis responsable des infrastructures publiques, je suis responsable de *community development* et de l'environnement. Vous aurez plus que ces Rs80000.»

Je leur ai dit on va faire des projets ensemble et ils ont compris. Pourquoi est-ce que vous n'avez pas compris? Nous, on va faire des projets. Ils auront plus que ce Rs80000 là. Mais autre chose qu'on va faire, M. le président, c'est l'apport de RodClean. Je tente à dire que l'ancien gouvernement a politisé RodClean et ça, ce n'est pas bon. Ça, c'est un problème. Parce que vous ne savez pas dans quelle circonstance on avait créée RodClean. Pourquoi on a créé RodClean? Et vous, vous arrivez, vous avez RodClean, vous politisez RodClean, c'est tout. Vous vouliez à un certain moment détruire RodClean. Vous vouliez à un certain moment relancer le tender pour le nettoyage de service de voirie. A un moment, vous le faisiez. Vous vouliez le faire et nous, on était là, on assurait que...

Et puis, ils ont aussi vu que c'était impossible de faire une chose pareille parce que sinon, ça allait nous coûter beaucoup d'argent. Donc, nous, on va renforcer RodClean et je suis heureux d'annoncer que nous allons prendre au moins une centaine, voire 150, même 200 s'il faut prendre les gens de RodClean pour pouvoir travailler. Pourquoi? Parce que déjà, RodClean couvre l'hôpital, le nettoyage des hôpitaux. Déjà, RodClean couvre les écoles. Déjà, RodClean

va aussi faire le nettoyage des bordures de route. Donc, il nous faut la main-d'œuvre, il nous faut des gens solides. Il nous faut des gens *devoted* pour faire ce travail-là. Donc, on va mettre en place, on va remettre sur pieds RodClean. On va mettre ce qu'il faut. On va mettre des *supervisors* qu'il faut. On va consolider le management de RodClean pour pouvoir *deliver the goods*. Parce que lorsque je suis arrivé, moi, ce n'était pas ce RodClean que je savais là, que j'avais laissé là que j'ai vu devant moi, parce que je le redis encore une fois, RodClean a été politisé.

M. le président, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, la première chose que le Chef commissaire, moi-même, nous avons été visité, c'est le dépotoir. Vous savez, M. le président, 10 ans de cela, on avait déjà préparé une structure pour bouger le dépotoir et lorsqu'on arrive là-bas, je me rappelle c'est un matin, il pleuvait. On a été dans la boue avec le Chef commissaire ensemble. On a vu un dépotoir en piteuse état. Il y avait des cabris, pas de *fencing*. On avait mis des *high fencing*. Rien. Il y a que le gardien mais le gardien ne pouvait rien faire parce qu'il y avait tellement d'ouverture. Il ne savait pas quoi faire pour justement régler ce problème de cabris, de gens qui entrent, des transports qui entrent n'importe quand. Donc, il faut qu'on arrête avec cela. Lorsqu'on les écoutait parler, M. le président, à cette époque-là, comme si le *Solid Waste Management*, tout était correct, ils géraient la situation. Allez voir le dépotoir. Mais pourtant, cette époque-là, on avait laissé un.... Là, aujourd'hui, ce dépotoir-là aurait dû être fermé et nous, on va le fermer. On va fermer ce dépotoir-là dans quelques temps parce que nous, on passe à autre chose: le tri des déchets.

Alors qu'est-ce qu'on a fait. C'est vrai vous avez donné des poubelles pour les tris des déchets et c'est un projet qu'on avait commencé depuis 2008. Et, ce projet-là, je me rappelle, 2008. En 2012 ils arrivent, ils arrêtent le projet. Et puis ils commencent à parler de ça après quelques années et ce n'est qu'en 2021 qu'il commence à donner des poubelles aux gens. Nous avons dit très bien. Vous avez donné des poubelles aux gens, nous ce qu'on fait on va recruter des jeunes, des ambassadeurs pour pouvoir aller expliquer aux gens comment sélectionner des déchets. Parce que nous pensons qu'il y a quand même 67% des déchets que nous jetons au dépotoir, 67% de ces déchet-là sont recyclable. On peut recycler ces déchets-là. Qu'est-ce qu'il faut faire ? Et ce qui est plus mauvais, M. le président, c'est que lorsque ça prend feu, qu'est-ce qui se passe ? Il y a du méthane qui est produite et puis, qu'est-ce qui se passe, bien sûr, avec la chaleur, ça prend feu. Mais le problème c'est qu'il y a des matières plastiques dans le dépotoir. Et en brulant ces matières plastiques et en brulant ces matières plastiques-là, ça

produit des fumées toxiques et ça cause beaucoup de problème aux alentours, la fumée arrive jusqu'à même Port Mathurin, jusqu'à même Baie Malgache, des fois, j'entends dire, M. le président. Donc, on va venir avec le tri des déchets. On va faire une plateforme là-bas pour justement ramasser ces déchets-là. On va prendre les plastiques et les cannettes on va mettre de côté. Il y aura un centre de récupération et il y aura aussi un centre de récupération de tous ce qui est métal etcetera. Et, très bientôt, dans un avenir très, très prochain on va fermer le dépotoir de Roche Bon Dieu qui ne va plus incommoder les élèves, les enfants alentours et tous les gens qui habitent dans le coin. On va aussi mettre de l'argent Rs 10.3 millions aussi dans les traitements des eaux usées. Donc, c'était un projet de 2020, qui n'a pas été complété, on va aussi mettre de l'argent là-dedans. Je vois que vous avez sommeil, M. le président. Je vais essayer de faire vite pour terminer.

M. le président, il y a actuellement 27 embouchures à travers l'île. 27 embouchures. Ces 27 embouchures, on va aussi autour des rivières, on va... c'est très important de pouvoir nettoyer nos rivières, qui n'a pas été fait depuis longtemps. Tous les rivières de Rodrigues vont être nettoyer. On va déployer la main d'œuvre qu'il faut. Avec mon collègue, le Commissaire de l'Agriculture pour pouvoir nettoyer les rivières et en même temps veiller à ce que nos cours d'eaux soient bien, en bonne santé et en même temps tous ce qui est écosystème autour, M. le président. Il y a aussi le projet de conservation à Anse Baleine, qu'on va venir avec la participation d'un ONG. Et, on va aussi revoir, M. le président, tout ce qui est gabion à travers des différentes rivières. Il y a aussi, M. le président, la digue de revêtement côtière à Baie Lascars. Si vous allez à Baie Lascars derrière le terrain de foot. Je ne sais pas, vous avez fait un air de parcours de santé, très bien. Mais après le muraille qui est juste à côté, en train de s'abîmer. Mais pourquoi ?

(Interruptions)

Pourquoi est-ce que vous n'avez pas effectivement, M. le président, résolu ce problème de digue, de digue côtière, parce que nous trouvons que s'est important. Surtout dans la région d'Anse aux Anglais où on a ce problème d'érosion et il y a un gros problème qui nous guette c'est que la route à côté du cimetière est déjà fissurée. Donc, on va trouver avec les équipes de l'environnement voire comment faire pour aider ces gens-là.

Il y a aussi le Climate Change Committee, qu'on a mis en place avec les ONGs, etcetera, etcetera, pour pouvoir régler ce problème de *climate change*, réfléchir et voir comment aller de

l'avant, comment faire un Master Plan pour Rodrigues avec l'aide du gouvernement de Maurice pour pouvoir faire un *roadmap* afin de régler ce problème.

Donc, il y a aussi le projet biogaz, qui a été vivement critiqué par le Directeur de l'Audit. Ben, ce projet malheureusement, M. le président, il y a eu 153, mais on ne sait pas. Le projet à ce qu'il paraît, il y a eu un souci sur ce projet-là. Mais nous on a décidé, étant un gouvernement responsable. On a décidé, j'ai rencontré la représentante de l'Union Européenne – parce que dites-vous bien que c'est un projet l'Assemblée Régionale/l'Union Européenne. Donc, si on ne fait pas attention, ils auront une mauvaise image sur Rodrigues, on risque d'être pénalisé dans les projets futurs. Donc, comme un gouvernement responsable on va relancer ce projet-là mais par phase. Peut-être l'erreur qu'ils ont fait dans le passé, ils sont tout fait d'un seul coup. Il fallait faire ce projet-là par phase et bien sûr, trouver de l'argent pour terminer ce projet-là.

En ce qui concerne, le Développement Communautaire. M. le président, le développement communautaire, j'ai fait comprendre la dernière fois au représentant de RCSS qu'il ne faut pas voir, comme vous dites de l'autre côté, il ne faut pas voir comme-ci le développement d'un village se résume à un centre communautaire. Non, il y a beaucoup de chose qu'on peut faire dans un village. Il y a des problèmes, il y a des fléaux qu'il faut s'adresser. On peut faire beaucoup de chose. Mais, malheureusement, ils ont quand même lancé des *tender*. Mais ce qu'on a vu, M. le président, un centre communautaire coûte entre Rs 11 à Rs 22 millions. Il y en a un qui est en construction à Baie Malgache, là je pense, c'est entre Rs 11 et Rs 14 millions. Comment est-ce que c'est aussi cher ? C'est la raison pour laquelle, c'est justifier dans l'intérêt du peuple qu'on se dit, on va essayer. On va commencer par construire un centre communautaire *in house* à Cité Patate. On va le faire. Et, je vais vous dire exactement combien ça va nous coûter. Je ne pense pas que ça va coûter Rs 11 millions, Rs 14 million. Et c'est ça le problème. Je ne sais pas pourquoi vous êtes d'accord à donner à quelqu'un Rs 14 million, Rs 11 millions pour faire un centre communautaire qui est presque la même superficie qu'une maison. Une personne qui prend Rs 3 millions à la banque, cette personne-là vient et construit une maison pareille. Mais qu'est-ce qui se passe ? Il faut qu'on utilise l'argent publique judicieusement, M. le président.

Il y a aussi ce concept qu'on va, d'après le SIDPR, qu'on va remettre en place, les IROs. Très important ces IROs. Je ne sais pas pourquoi ils ont abandonnés ce projet-là. De toute façon ils ont abandonnés aussi le SIDPR en lui-même.

M. le président, qu'est-ce qu'on va faire ? On va trouver des bureaux dans différentes régions de l'île, c'est-à-dire, région 1, 2, 3, 4, 5, et 6, il y aura six bureaux. Six espaces où il y aura tous les services essentiels qu'on a besoin, c'est-à-dire, l'état civil, service des bois et forêts, service de l'agriculture, l'environnement, ainsi de suite. Vétérinaire, oui, on va voir parce que ça aussi c'est important, en même temps qu'ils vont travailler aussi avec le technicien et l'agriculture. Tout ça on va emmener le service du gouvernement vers les gens. Parce que dites-vous bien, M. le président, c'est assez difficile pour certaine personne de trouver de l'argent à chaque fois pour aller à Citronelle, pour venir à Port Mathurin, ainsi de suite. Je me retrouve les mercredis avec des gens, des grandes personnes qui viennent me dire – oui, je suis venu voir pour mon fils qui a 43 ans, qui a deux enfants, je suis venu voir pour lui pour sa maison. Je dis mais pourquoi, où est le fils ? Il n'a pas d'argent, moi je ne paye pas dans le bus, moi je viens pour lui. On veut arrêter avec ça. Ce qu'on veut faire c'est qu'emmener le service vers ces gens-là.

M. le président, il y a aussi autre chose, les Conseils Régionaux. Ça c'est nouveau à Rodrigues. En ligne aussi avec le SIDPR. Ce qu'on va faire, on va mettre dans les régions qui vont aussi travailler avec les IROs, les Conseils Régionaux. Comment ça va être ? Il y aura des gens qui représentent l'agriculture, la jeunesse, les ONGs, les pêcheurs, chômeurs, tous c, tous ces gens-là, on va les mettre ensemble. Les grandes personnes, comme monsieur Perrine, les politiciens si vous voulez aussi faire partie du conseil régional, vous pouvez venir. Ça va être un forum de partage où on va voir, on ne va pas faire de la politique, bien sûr. Il ne faut pas aussi venir pour faire de la politique. On va parler. On va essayer de voir, par exemple, dans tel région, région ouest par exemple, on a ce gros problème de l'eau, qu'est-ce qu'il faut faire ? Parce que dites-vous bien que contrairement dans le passé, il y a certain Commissaire qui ont cru tous savoir. C'est ça le problème. Or il y a des gens dans des villages, qui savent qui ont des solutions, qui savent comment faire et qui veulent aussi partager leurs savoir-faire. Donc, il faut leur donner ce forum-là, cette plateforme pour pouvoir parler, pour pouvoir s'exprimer et en même temps contribuer justement à l'avancement du pays. Parce que nous nous pensons que le problème qu'il y a eu dans le passé c'est qu'il y avait eu une coupure entre le Conseil Exécutif et le peuple. Et cette structure vient justement pallier à ce manque de communication. Si demain, Conseil Régional région 3, par exemple, a besoin d'avoir des informations sur la santé, par exemple. Le président peut, soit à travers moi ou le Chef commissaire demander à ce qu'il y est une réunion avec le Commissaire de la Santé. A ce moment-là, ils peuvent aller en même temps discuter comment ça va être. On doit construire un centre de santé, on doit

construire un dispensaire là-bas dans tel ou tel région parce que c'est important que ces gens-là puissent participer. Qu'est-ce qu'on a vu, M. le président. Dès fois on décide d'aller faire un centre dans tel ou tel place. Lorsqu'on arrive là-bas on voit centre des femmes, centre des hommes, centre jeunesse. Trois centres dans un village. Comment on fait ? A La Ferme vous avez centre jeunesse, centre troisième âge, centre madame. Qu'est-ce qui se passe ? c'est ça le problème, c'est un manque de dialogue. Quelqu'un m'a dit ça la dernière fois. On aurait pu faire autre chose si jamais, on parlait ces gens-là pour avoir leurs avis.

M. le président, ce budget-là c'est un budget, c'est vrai, il y a la Minority Leader qui a dit que ce budget est plat. Mais l'année prochaine on va venir. L'année prochaine ça va être plus plat. Ça va être d'une autre dimension. Parce que dites-vous bien que cette année-ci on a doit payer... J'ai dit à mon Departmental Head de m'emmener ça. Regardez ! Public Infrastructure combien on a payé. On a à payer tout ça. Plus de Rs 600 millions déjà committed dans ce courant budget et l'année prochaine on verra. Donc, j'espère qu'on a pu partager avec vous un peu notre politique dans différent domaine et j'espère aussi qu'on va pouvoir travailler ensemble pour l'avenir de Rodrigues. Parce que nous nous pensons que si jamais on décide de faire cavalier seul ça va être compliquer, il faut qu'on puisse travailler ensemble. C'était ça notre message au sein de l'Alliance, de dire aux gens qu'il faut impérativement travailler ensemble. Si vous avez besoin de nous, on est là mais j'espère aussi que si nous avons besoin de vous, vous serez là. Parce que je pense ce n'est pas une question vous vous êtes là-bas, nous nous sommes ici. Il faut qu'on puisse travailler ensemble. Et j'apprécie aussi le mot de Minority Leader qu'ils ont appréciés ce que j'avais dit la dernière fois mais on continue à le dire, c'est qu'il faut reconnaître que vous avez fait votre effort mais le peuple a décider autrement donc il faut maintenant qu'on puisse travailler ensemble.

Sur ces mots, M. le président, je vous remercie pour votre attention.

(Applause)

Mr Chairperson: I will invite the Chief Commissioner for the summing up now.

SUMMING UP

The Chief Commissioner: M. le président, je souhaiterais commencer par remercier tous les membres qui ont intervenu sur les débats du budget, plus spécialement les nouveaux membres et ceux qui ont apporté un sens d'analyse critique et aussi d'appréciation envers le budget, pour le discours du budget. J'ai écouté avec attention tous les membres qui ont parlé et toutes les propositions qui ont été faites et bien sûr, il y a certaines choses sur lesquels il y a

consensus, sur lesquels nous sommes tous d'accord. Il y a premièrement la situation économique préoccupante et instable au niveau international et par ricochet sur le plan national et aussi sur Rodrigues. Bien que certains proposent qu'on contrôle tous les prix et qu'on donne de subside sur tous les prix mais vous savez bien que tout ça, cette proposition est quasiment impossible, M. le président.

Donc, c'est pour ça que dans le discours du budget, j'ai invité la population à se préparer en tant que Gouvernement Régional responsable de ce côté de la Chambre à d'éventuelle complication à court et à long terme. C'est pour cela que nous avons dit dans le discours du budget qu'il nous faut réorienter notre situation économique, qu'il nous faut réorienter notre manière de consommer et aussi essayer de restructurer notre petite économie pour faire l'argent aller vers la production locale et ainsi, essayer de causer un effet multiplicateur dans l'économie locale. Et pour cela, M. le président, il n'y a pas de magie. Les premiers acteurs qui doivent être touchés, c'est tout le monde. C'est toute la population qui doit faire un sursaut, qui doit faire une prise de conscience pour comprendre la situation et comprendre que si on reste de façon statique, au lieu d'essayer de travailler quelque chose, on va s'asseoir faire des bavardages à côté de la boutique, sous les arbres, ben on ne va pas progresser.

A titre d'exemple, M. le président, j'avais un document qui m'avait été envoyé par un ami. Je vous donne certains prix dans la construction. La barre de fer quart - *steel bars/bar quart*. En janvier 2020, c'était à Rs 45, en mars 2022, c'est à Rs 89. Une augmentation de 98%. La barre de fer 3/8, *ferraille 8*, en mars 2020 – Rs 102 et en mars 2022 - Rs 230, 125% d'augmentation. *Steel bars* demi – Rs 240 en janvier 2020 et Rs 475 en janvier 2022. *Steel bars* 10 mm, en janvier 2020 – Rs 160 et en mars 2022 – Rs 325. Le prix du *rocksand* 0-4 a augmenté par 61%, *rocksand* 0-2 – 57%. Le ciment a augmenté par 46%. Les bars aluminium – 1000-9, soit 100% et les *single core electric cable* – 1.5 mm, que je pense les membres connaissent, ça a augmenté par 216%. Je pense que mon collègue, le Chef commissaire adjoint serait intéressé à prendre connaissance de toutes ces augmentations. Qu'est-ce que cela implique ? Cela implique une poussée inflationniste. Et pour nous ici, ce qui est dangereux, avec le prix du carburant qui augmente, c'est ce qu'on appelle dans le jargon l'inflation importée et le *cost-push inflation*. Et on voit déjà, M. le président, qu'à Maurice dans la presse, certains boulangers, compagnies qui ont des boulangers menacent de fermer, de ne plus produire à cause de l'augmentation des prix qu'ils n'arrivent pas à passer sur nos consommateurs parce que justement, le prix du pain est fixé. Voilà, M. le président, le cadre dans lequel malheureusement, nous venons opérer.

En 2008, je me souviens, nous avons eu deux belles années de croissance et de budget dans 2006 et 2007 mais en 2008, il y a eu comme vous le savez, une autre crise économique, la crise des *subprimes* aux Etats-Unis qui avait aussi affecté négativement le pays. C'est pour ça qu'avec le même argent, le même budget de Rs 1,025,000,000 dont Rs 865 millions et le budget du Gouvernement Central et le reste des contributions du *National Resilience Fund* et du *National Environment Fund*. On va voir les détails tout à l'heure au niveau du *budget estimates*. Bien évidemment, M. le président, nous avons tous peur de ce que la situation, ce qu'il y a en Ukraine et la Russie se dégénère, que ça aille plus loin pour ne pas faire peur, je ne vais pas aller plus loin mais il faut se préparer. Et il faut se préparer parce qu'on risque d'avoir des problèmes. Il y a consensus au niveau de l'écologie, la nécessité d'une approche concertée et nous voyons que Rodrigues arrive à certaines limites, la limite en termes de capacité et de production d'eau, la limite en termes de nombre de bail résidentiel, commercial et agricole qu'on peut donner et on va être franc avec la population et tout le monde. Nous arrivons à cette limite. Nous sommes déjà arrivés à cette limite. Est-ce que nous franchissons la limite au détriment de notre terre, de notre pays ou bien nous disons voilà, on est arrivé à la limite, il faut trouver d'autres solutions?

Il y a un mot qui est revenu, c'est la continuité. Quand je parlais de continuité, je parlais de continuité de notre discours programme 2006/2011. Continuité avec le SIDPR et continuité de nos anciennes actions de l'ancien Gouvernement Régional, M. le président. De 2012 à 2022, il y a eu un seul parti qui a été au Gouvernement Régional. On ne dit pas - ce serait malhonnête de dire que ce parti n'a pas eu des réalisations à mettre à son actif mais si on prend, par exemple, le secteur de l'eau, un seul mot résume - c'est un fiasco, M. le président, et je vais revenir là-dessus pour démontrer que cela a été un fiasco. L'ex-Commissaire responsable du dossier et vous avez vu dans la campagne électorale, ça a pesé lourd. On a vu les *memes*. Il n'est pas le plus fameux... le Commissaire, l'ex-Commissaire sur lequel on a fait le plus de films, de *memes*. Il y a une autre dame qui l'a dépassé là-dessus. Mais qu'est-ce qu'on voit ? Il disait, on reproduisait les vidéos où ils disaient qu'il y aura fourniture d'eau une fois par semaine ? Qu'est-ce qu'on voit aujourd'hui ? Les gens n'ont pas l'eau pendant trois mois. A Montagne Goyaves, les gens dans la campagne électorale, nous disaient on n'a pas eu l'eau pendant trois mois. C'est aberrant, M. le président. Aujourd'hui, qu'est-ce qu'il invente ? Il invente un nouveau Notre Père pour venir dire la solution, c'est le Rs 1 milliard de Mauritius Investment Corporation Ltd (MIC). La solution, c'est dessalement. Qu'est-ce qui s'est passé avec le

dessalement ? Un fiasco technique, financier, un gouffre. Sur cinq dessalements qu'ils ont faits, quatre/cinq dessalements qu'ils ont faits, deux/trois ne fonctionnent plus.

Je l'invite à les constater lui-même comment est le dessalement de Anse aux Anglais. C'est pourri. Tous les circuits sont bloqués. L'eau salée a pourri toutes les infrastructures, les supports etcetera, parce que c'était du bon marché. C'est l'ex-Commissaire avant lui aussi qui avait initié ce projet. S'il regarde bien dans le rapport de Chené, 2010 parle d'une unité de 4000, de 8000 m³ qu'on devait installer à Grenade. Pourquoi à Grenade ? Parce qu'il y avait la possibilité justement pour des causes de problèmes énergétiques d'installer des éoliennes verniers qui allaient fournir de l'électricité à cette unité de dessalement et aussi pour une raison écologique, le lagon de Grenade, les récifs sont près et ils avaient planifié pour la diffusion du *brine*. C'était plus facile d'envoyer le *brine* derrière le brisant en plein océan pour sa diffusion. Qu'est-ce qu'ils ont fait?

Monsieur Simon Pierre Roussety, ex-Commissaire de l'eau avant lui est venu et leur équipe, ils sont venus dire on va faire quatre unité de dessalement : Pointe Coton, Anse aux Anglais etc., etc. Qu'est-ce qu'on a vu ? Qu'est-ce qu'on a vu par exemple à Anse aux Anglais ? On a vu un tuyau flotter dans la mer. On a vu qu'ils sont allés faire *borehole* devant le dessalement. Ce n'était pas bon et finalement, ils se sont retrouvés presque dans le cimetière. Faire le *borehole* à côté du cimetière.

Pareil, le plus grand fiasco encore qui n'a jamais été opéré à côté de chez nous là-bas à Anse Goéland. Projet dessalement dans montagne, '*delo bizin monte montagne*' alors qu'on devait faire dessalement dans un espace plat pour minimiser les coûts de pompage. Dessalement à Anse Goéland. Dans le projet, il n'y a pas de paramètre géotechnique pour savoir où ils vont faire le fourrage. Et, quand ils ont fini d'installer le bâtiment, d'installer les équipements. Maintenant, ils disent : « *Ah, où est le fourrage ?* » Ils vont faire le fourrage par tâtonnement. Ils font le fourrage sur la petite plage qui se trouve en bas du dessalement. Rodrigues étant ce qu'elle est, ils se heurtent à des pavés. Ils bougent de l'autre côté vers Baie Malgache, pareil encore. Finalement, qu'est-ce qu'ils font ? Ils ont installé un dessalement pour l'eau du fourrage. On doit prendre l'eau en bas qui est moins salée. Maintenant, ils vont faire un *open well* dans la mer. Ils détruisent complètement la Pointe Diable, ce qu'on appelle les pierres, les roches, les jolies roches noires qu'il y avait là, ils détruisent tous avec leur JCB. Ils mettent des blocs de bétons, gros comme ça, avec des tuyaux comme ça. Il y en a un qui est arrivé du côté de Baie du Nord, de l'autre côté de la baie là, les tuyaux. C'est là-bas là. Allez chercher. Allez ramasser.

Le cyclone Géléna arrive. Qu'est-ce qui arrive ? Le cyclone balaie toutes les installations. Et j'ai eu l'occasion de montrer avant les élections dans un *live* comment sont les installations électriques. Pas une seule goutte d'eau n'est sortie du dessalement de Anse Goéland depuis qu'ils ont dépensé des millions. Le rapport de l'audit de 2018/2019 dit qu'ils ont dépensé (ça, c'était à l'époque) *over the past six years*, page 43, je cite : *'The RRA has invested some Rs 564 m. in various schemes to boost up water supply.'* D'accord ? Et ils disent que *water supply for domestic, agriculture etc.* pour toutes les *use has been a major problem for Rodrigues. A review of water sector development projects undertaken by the RRA has revealed the following: absence of master plan and long term strategy for matching demand and supply.* » Le rapport de Khroda que l'ex-Commissaire est venu venter et déchiffrer précédemment aujourd'hui à l'Assemblée parle de *Integrated Water Resource Management*, parle d'un plan à horizon 2040.

Le rapport Khroda date de 2012. Qu'est-ce qu'il a fait de 2012 à 2018 pour que le directeur de l'audit vienne dire il y a *absence of master plan and long-term strategy for matching demand with supply?* C'est pour ça, M. le président, qu'on parle d'un *master plan* pour l'eau pour qu'on ne refasse pas les mêmes erreurs pour qu'un *meter reader*, comme *ex-meter reader* ne vienne pas dire on fait dessalement là, on fait dessalement là, on fait dessalement là, on fait dessalement. Parce que nous ne sommes pas des experts. Il faut laisser les experts examiner les eaux de surface, les *boreholes*, le *rainwater harvesting* aussi qu'on a tendance à négliger et en dernier, les capacités de dessalement qu'on a besoin pour l'eau. Toujours 2018/2019, le Rapport de l'Audit dit :

- Targets not achieved despite various schemes.
- Projects to boost up water production.
- Delay in completion of water desalination.
- Shortcoming in the project of seawater intake.
- High operation cost of the desalination plants.
- Water Tariff Regulations not finalised.

Ce qu'il fallait, M. le président, c'est justement cette approche de Khroda qui dit *Integrated Water Resource Management*. Et, c'est pour cela qu'on va aller de l'avant avec cette étude, avec des consultants pour savoir qu'est-ce qu'on doit faire. Ils ont tendance à dire : «*Okay, Rodrigues dessalement*». Mais si vous ne refaites pas la couverture forestière de

Rodrigues, si vous n'enlevez pas les eucalyptus dans les hauts des vallées, si on n'a pas le *watershed management*. On regarde Rodrigues comme notre pays, comme notre île avec amour et on regarde les *watersheds*, les bassins versants comme Mourouk, comme Accacia où certains à cause d'un manque de planification et de gestion du territoire, les gens ont construit leurs maisons en haut. Et lui, l'irresponsable, M. le président, l'irresponsable politique à la veille des élections dans la Région 4, ils vont construire, ils vont passer des machines dans un bout de chemin menant à Pavé La Bonté au coût de Rs 20 millions. 300 mètres – Rs 20 millions ! Catastrophe écologique, M. le président. Je ne dis pas que ces gens ne méritent pas un accès mais le résultat est ceci : A chaque fois qu'il y a de la pluie, le batardeau de Pavé La Bonté qui est la seule ressource en eau qui va jusqu'à chez vous là-bas, M. le président, jusqu'à Baie Malgache, à chaque fois, la boue remplit et au réservoir d'Allée Tamarin, cette eau boueuse arrive pendant la nuit. C'est comme ça. Je ne leur donne pas tort. Je les ai consultés. Les gens de la Water Unit ne travaillent pas à minuit, quand il y a la pluie pour aller fermer les valves. Donc, les valves/les stops restent ouverts et les réservoirs de Allée Tamarin, qui d'ailleurs est très petit et remplis d'eau boueuse. Et, après ça va chez les gens. Et, les gens disent : "*Johnson Roussety ça !*" C'est moi ! Mais qui est responsable ? C'est ce mauvais projet. Cette mauvaise planification qui a fait que Pavé La Bonté maintenant est *silted* chaque fois qu'il y a de l'eau, de la pluie et c'est une mauvaise approche justement.

Donc, ce qu'on va faire, c'est justement refaire le pays, mettre la priorité sur le captage de l'eau de pluie et c'est tout un processus, M. le président. Je suis étonné de constater que presque la quasi-totalité de l'eau à Rodrigues n'est pas traitée. J'ai été chez un habitant de Baie aux Huitres la dernière fois et il me dit dans l'eau qui arrive il y a du *gaumon* et il y a des petites coquilles. 10 ans, OPR 2012-2022, 10 ans ! En économie 10 ans c'est le long terme. Deux mandats ! *Ti coquille ek gaumon ki zot distribué*. Voilà le résultat. Dix ans, fiasco dessalement et le Rapport de l'Audit souligne à chaque fois qu'il y a des problèmes dans le dessalement, des gouffres financiers etc., etc., M. le président.

Le Rapport de l'Audit encore, de (le dernier parce qu'il y a eu COVID) de 2019 – fait un constat encore plus accablant de la situation dans l'eau. Et, ils ventent leurs bassins. Regarder ce que le Rapport de l'Audit dit à la page 35 : « *Rain water harvesting objective of providing subsidies not achieved.* » D'accord ? "*Self-help basis for the construction of 2 m³ water tank, all materials provided.*" Et donc, ils ont les.... Et un review du Rain Water Harvesting Scheme par l'Audit, dit ceci : "*The Deputy Chief Commissioner's Office did not have a complete database of beneficiaries in respect of the various rain water schemes*

implemented by the RRA since 2013. ” Ils ont donné des bassins, des trucs, je ne sais pas quoi, ils ne savent pas à qui. *“No database of beneficiaries in respect of the various rain water harvest scheme.”* D’accord ? *“Such database would help in identifying eligible beneficiaries. As at October 2020, the implementation of the rain water harvesting project was not effectively managed. Only 22 out of the 76 beneficiaries who receive their grants in February 2019 (that is, someday 18 months ago) completed the construction of tanks. Monitoring and supervision of works were poor. There was no sanction clause in the contract concerning non-completion. Investment in desalination projects, actions for boosting water supply not effective.”* Donc, des tas et des tonnes de critiques. *“Supply of desalination plant at Pointe Coton and Baie Malgache, additional works awarded without competitive bids.”* Contrat allouait sans tender. *God wish! “Desalination plant not yet commission.”* Pa encor commission ziska zordi! *Pa pou rési commissioner! M. le président.*

Voilà la situation et le contexte difficile et catastrophique que nous héritons dans le secteur de l’eau. Et, aujourd’hui qu’est-ce qu’ils font ? Ils vont faire les gens manifester ! Ils vont faire les gens manifester à Montagne Goyaves. Et, ils vont instrumentaliser ces gens pour manifester qu’ils n’ont pas eu de l’eau depuis, je ne sais pas, combien de temps, M. le président.

L’eau c’est notre priorité. L’argent qu’il a parlé du MIC, on n’est pas obligé d’accepter. On étudie la formule et on va voir après les consultation quelle position nous allons accepter, M. le président. Parce que s’ils n’avaient pas démantelé la Water Company en 2012, par pure vengeance politique, par pur méchanceté, je ne serai pas là aujourd’hui, M. le président. Je serai toujours peut-être en Australie ou à Baie du Nord à faire quelque chose. Ils seraient là ! Ils auraient résolu le problème d’eau. Par pure méchanceté, par pure vengeance politique, ils ont cassé la Water Company. Parce que ce n’était pas eux qui l’avait fait. Et après, qu’est-ce qu’ils font ? Qu’est-ce qu’ils font quelques années en 2021 ? Qu’est-ce qu’ils font quand le ministre Padayachy vient à Rodrigues ? Qu’ils réfléchies comme moi, comme les autres, comme Henri Agathe, ils viennent dire, on va faire Rodrigues Public Utilities Corporation. Ils n’arrivent même pas à mettre Water dedans. Parce que ça, ça va s’occuper de l’eau. Rodrigues Public Utilities Corporation pour s’occuper du secteur de l’eau, pour mettre les compteurs, pour recruter les travailleurs, patati, patata. Le même travail que la Rodrigues Water Company avait pour mission de faire en 2012, M. le président. Vous parlez de M. Serge Clair ! Si Mon. Serge Clair était un visionnaire, il aurait compris que cette institution était vitale. Il n’aurait jamais démantelé la Water Company. Il est coupable d’avoir démanteler la Water Company. D’avoir pris 10 ans de retard dans le secteur de l’eau. Et, aujourd’hui c’est moi. Le travail tombe sur

moi encore une fois, refaire la même chose, M. le président. Et, je ne suis pas content de refaire la même chose quand c'est déjà fait.

M. le président, permettez-moi de citer le Membre Daniel Spéville, un expert en eau Rodriguais, le débat, nous étions dans l'opposition, Debate No. 5 du mardi 3 juillet 2012. Et il venait de démanteler la Rodrigues Water Company. Regardez ce que l'ex-Membre Daniel Spéville dit et il intervenait à l'ajournement, il dit : « *On a annoncé la fermeture du Rodrigues Water Company.* » Tout le monde était étonné, M. le président, par cette attitude du double langage du Commissaire responsable de Ressource en Eau, qui en mars 2012 cette année a annoncé avec ferveur que cette compagnie restera en opération et que le gouvernement régional actuel ne compte pas fermer la compagnie. M. le président, il dit : « *La gestion de l'eau et de développement de l'eau est une chose dynamique, M. le président, et la réforme devrait passer par là.* » Le gouvernement est en train d'induire la population en erreur. Ils ont dit qu'ils vont garder le gouvernement OPR opérationnel, la Rodrigues Water Company, transférant son bureau à La Ferme et ensuite après peu de temps et après quatre mois on annonce la fermeture de celle-ci. C'est ça ce qu'on appelle *managing public fund* ? C'est ce qu'on viendra dire que la compagnie n'est pas *self-run*, n'apporte aucune revenue et que *no money has been earmarked in any item in the budget for it*, qui ne sont pas et n'est pas *cost efficient*.

J'avais intervenu aussi à l'ajournement en 2012 et j'avais dit après Daniel Spéville que, je cite : “ *I am telling you as an economist expert, as one of the fathers of the Rodrigues Water Company, I am telling you, you are closing the Water Company today in the years to come you will see it will be necessary to put in place a structure likes the Rodrigues Water Company.* ” 2012 ! *What has happened?* M. Padayachy, qui connaît comment les choses marchent, vient et leurs dits qu'il faut mettre *a special purpose* véhicule et ils vont créer la Rodrigues Public Utilities Corporation pour s'occuper du secteur de l'eau à Rodrigues. Back to square one. Là, est-ce qu'on peut gérer l'eau à Rodrigues avec les travailleurs actuels de la Water Unit ? Non, M. le président ! Ne comptez pas sur moi ! Non, M. le président, on ne pourra pas ! Je ne les critique pas, mais on n'a pas les compétences, les grades, la volonté de travail qu'il faut au sein de la présente structure de la Rodrigues Water Unit pour gérer les défis de l'eau à Rodrigues. Il faut remettre en place, nous allons mettre en place la Rodrigues Water qui va travailler sous l'égide de la Rodrigues Public Utilities Corporation, ils l'ont déjà recréé ! Et, on va remettre les structures. Parce que gérer l'eau c'est comme piloter un avion et c'est une spécialité aujourd'hui. On a besoin de technicien. C'est pour ça qu'on fait l'étude. Il nous faut savoir quel

type de réservoir construire, où ? 95% de l'eau à Rodrigues qui est disponible n'est pas traitée. C'est envoyé comme ça chez les gens. C'est contraire à la norme. C'est contraire à l'objectif. C'est contraire à la constitution, au droit de l'homme qui dit qu'on doit donner l'eau selon une qualité et une quantité suffisante, M. le président. C'est pour ça que cette étude que nous voulons faire et qui sera une étude participative avec toute la population devra dire qu'elle infrastructure nous avons besoin ? Sur terre ? Pour l'eau terrestre ? Nous allons refaire une étude complète de tout la perception de l'eau souterraine. Si j'ai bien compris, il y a deux caldeiras, c'est-à-dire, deux grandes nappes phréatiques sous Rodrigues, qui ont été découvertes. La caldeira centrale et caldeira qui se trouve vers l'ouest, M. le président. Et, les rapports sont contradictoires. Le rapport de Khroda dit que peut-être les eaux souterraines sont surexploitées et le rapport de BRLI dit qu'il y a des potentiels peut-être sous exploiter. Mais les gens qui travaillent dans ce domaine, ils ont dit qu'il faut refaire, nettoyer, pousser de l'air dans les *boreholes*, fouiller d'autres *boreholes*. A Malabar, par exemple, derrière le podium, un peu. Il y avait un *borehole* qui n'était pas productif, 6 m³ par heure et quelque mètre plus loin, ils ont foré et c'est beaucoup plus productif. Donc, il faut savoir... et le thème de la Journée Mondiale de L'eau aujourd'hui, c'était justement Underground Water, le potentiel des eaux souterraines.

Je parlais à l'adjoint au Chef commissaire quand le Membre Lisette, ex-commissaire de l'Eau parlait. Si on ne refait pas ces *water sheds*, on n'a pas cette approche de *Integrated Water Resource Management* en prenant en compte tous les facteurs climatiques, on n'enlève pas les espèces qu'il faut enlever, on limite pas les constructions dans les zones de captages d'eau. Et, Khroda parle de *recharge des nappes phréatiques*. Si les nappes phréatiques ne sont pas *recharge*, il n'y a pas des forêts, des batardeaux pour arrêter l'eau pour que ça puisse pénétrer dans ces caldeiras, dans ces nappes phréatiques pour qu'après on ait une bonne production d'eau souterraine. Ben, *we are going to fail*. D'accord ? Et, il y a aussi l'aspect de Rain Water Harvesting. On va venir de l'avant avec des règlements pour que tous les projets publics et les projets de maison et du *rain water harvesting*, M. le président. Et là, nous allons identifier justement, nous avons mis en place ce Steering Committee comprenant mon bureau, le bureau du Chef commissaire adjoint, l'Environnement, les Infrastructures Publiques et la Commission de l'Agriculture et ça le Water Steering Committee, il a le rapport de Khroda devant lui, c'est dedans. Pourquoi il ne l'a pas mis en place, M. le président ? Il dit qu'il a lu Khroda ! pourquoi il n'a pas mis en place le Water Steering Committee, qui est dans le rapport de Khroda pour qu'on puisse *coordinate* toutes nos actions et venir de l'avant avec des résultats, M. le président ? Je vois là, les compagnies qu'ils ont créées. Ils disaient ils avaient mené une

campagne infâme, une campagne mensongère contre les compagnies. On avait créé Rodclean, Rodrigues Discovery, on avait créé Housing Company, on avait créé une Rodrigues Trading General Fishing. Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils sont venus, ils ont dit, on va fermer, on ne peut pas prendre l'argent du budget pour mettre dans ces compagnies. Combien de million ils ont mis la Rodrigues Trade and Marketing et ces millions ont disparus, M. le président. *Rs 4.9 millions is missing. Rs 4.9 millions ! Missing* dans une compagnie fictive que la Minority Leader du jour, à l'époque, Chef commissaire adjoint, je crois, a mis dans une compagnie, que j'appellerai fictive, je n'étais pas au courant, un officier vient me dire il y a un problème là-bas. Je lui dis personne n'est au courant qu'il y a cette compagnie. Rodrigues Tourism Development Company – pour plaire à M. Vatel, je ne sais pas quel monsieur, et il devait mettre 4.9, l'Assemblée Régionale devait mettre 5.1. On a mis nos 5.1, ils ont mis les Rs 5.1 millions. Mais les Rs 4.9 millions, on n'a jamais vu la couleur. Dans les comptes de la compagnie, où sont passé les Rs 4.9 millions qu'il devait mettre. Pire, où sont passé les Rs 5.1 millions qu'on a mis dans la Rodrigues Tourism Development Company et qui est introuvable, M. le président. Introuvable ! Il n'y a pas de compte ! Les chèques, les *cheques books* étaient signés d'avance et on inscrivait le montant. Je vous vois, vous êtes étonné ! Je vais déposer une copie du *brief*. Les *cheques books* étaient signés d'avance, des directeurs et après on inscrivait le montant. Et, ils viennent donner des leçons aujourd'hui. Ils viennent nous dire patati, patata.

Where are these Rs 5.1 millions, M. le président ? Ce n'est pas fini, il créé cette compagnie et il donne un bail à la compagnie Rodrigues Tourism Development Company Ltd, du bâtiment qui se trouve à l'ex-restaurant Bois D'Olive. Un très beau bâtiment etc., etc. Donc, la Tourism Development Company a demandé encore Rs 3.5 millions, M. le président. Et qu'est-ce qu'on apprend ? Ceux qui devait mettre les Rs 4.1 millions sur le nom d'une compagnie, ce n'est pas cette compagnie qui est mentionné, c'est une autre compagnie. On se croirait, M. le président, dans les feuillets politico financier. Moi-même, je continue d'essayer de comprendre pour qu'on envoie l'affaire à l'ICAC, à la Police pour qu'il fasse leur enquête, M. le président. Il y a une compagnie, THTMC, Trianon Hotel Tourism Management Company, qui devait investir mais après on voit une autre compagnie qui est dedans. "The company Secretary was requested on 18 June 2020 to submit the requested information – les comptes. Following meeting held in November 2019 pertaining to details of expenditure incurred from the investment of Rs 5.1 millions by the RRA so as to enable the Commission an inform decision with respect to RTDC Ltd, request for additional funding of Rs 5 millions. To date, en juin 2020, despite meeting and conversation with Secretary of the company the

expenditure incurred in particular the investment of the RRA has not been able to be substantiated.” M. le président. Plus de Rs 5.9 millions, on ne sait pas où est passé l’argent ? L’argent est parti dans... envoler à Bois D’Olive. Et, on vient nous dire... M. Serge Clair serait fier de ça ? Je ne crois pas, M. le président.

Et, M. le président, un consultant qu’eux-mêmes ils avaient nommé avait trouvé que *no information is available on the contributed capital of Trianon Business Development Ltd*. Est-ce que ce n’est pas de la fraude financière, M. le président ? Vous êtes actionnaire dans une compagnie, vous prenez l’argent de l’Assemblée Régionale, les chèques sont signés d’avance... et vous votre contribution de 4.9 est introuvable. *No original purchase invoice was received for payment and no information about physical work completed was available*. C’est de la mafia, M. le président! Three cheques. En 2019, three cheques were written and cashed – *cheque compagnie pe cash. For which there were no details description logged onto the cheque book and no accompanying invoices to explain the expenditure*. Gouvernement Regional OPR! *No details description logged onto the cheque book*. Vous connaissez un cheque book? M. Baptiste enseigne à ces élèves, *cheque book, counter feed* et là on doit écrire le montant et la référence du paiement. *The total of these three cheques amount to Rs 816,524, and without corroboration could be consued as suspicious payments if made with the RRA funding. Pe dir nou fer conference de presse*, M. le président. Et il met en haut, le Chef commissaire doit aller à l’ICAC. *Fer conference de presse*. Je vais y aller. On va envoyer le Chairman, l’officier concerner. Préparez-vous pour donner une enquête. *There do not appear to be any salary over operating cost for RTDC Ltd. The only transaction was for renovation cost, professional fees, bank charges and the three unidentified cheques. It is unknown whether the RTDC Ltd maintained separate accounts relating to operating cost and that the company submitted a transaction list specifically related... the consultant ça, ça, ça. A letter has been issued on 27 April 2001, c’est-à-dire, nous, to the Chairperson of TDC Ltd to request information and justifications with regard to the shortcomings raised by the consultant as well as to submit detailed information regarding the financial transactions with respect to the contribution of the Rodrigues Regional Assembly and Trianon Hotel and Tourism Management Ltd. In addition, the Chairman of THTMC has been requested to submit justification as to why the bank account of RTDC Ltd was not duly credited with the sum of Rs 4.1 millions as initially agreed for the percentage shareholding between the Rodrigues Regional Assembly and THMC Ltd. A video conference was scheduled on 03 May 2021 with board Directors in Mauritius to discuss the shortcomings*. 2021, ce n’est pas nous. *Unfortunately, the video conference was*

postponed due to unavailability of the Board of Directors in Mauritius. Cot largent in alé, M. le président ? Cheque tiré, trois cheques tiré, Rs 824,000 !

Ce n'est pas fini, M. le président, ce n'est pas fini, plus grave. Le Rapport de l'Audit de 2019-2020 dit ceci : « *Non-submission of annual report* » et s'est grave. C'est grave, c'est une honte pour l'Assemblée Régionale et pour tous ces Commissaires et pour M. Clair, qui était le Chef commissaire jusqu'à cette année et qui n'a pas rempli ces obligations constitutionnel et légal d'après le Rodrigues Regional Assembly Act.

Section 33 of the Rodrigues Regional Assembly Act provides that:

“The Chief Commissioner shall, not later than 3 months after the end of every financial year, forward to the Minister, [responsible for Rodrigues] for presentation to the President, a report reviewing the activities of the Regional Assembly during that financial year.”

As of 30 October 2020, the annual reports reviewing the activities for the years ended 30 June 2018 and 30 June 2019 were not finalised. RRA stated that these reports were at printing stage. They are still at printing stage, M. le président. Ils n'ont pas soumis non plus au 30 juin 2020 et ils n'ont pas soumis, je crois non plus au 30 juin 2021. Ils n'ont pas soumis 2015/2016, 2016/2017, 2017/2018 et ces gens-là parlent de bonne gouvernance, d'autonomie ? Le roi de l'autonomie, papa l'autonomie ? Le papa de l'autonomie lui-même ne respecte pas une obligation sérieuse. C'est une obligation sérieuse, M. le président, que l'Assemblée régionale présente au gouvernement, au public, ce rapport d'un rapport qui est déposé à l'Assemblée et c'est un rapport qui devient public. Et eux, qu'est-ce qu'ils font ?

Zumba, danser. ‘Rapport pa fer, M. le président.’ Pas de rapport ! Violation de la section 33 de la Rodrigues Regional Assembly Act. Et ils ont trois mois après l'année de l'année financière. Ça veut dire 30 juin, 30 juillet, 30 septembre, 30 octobre. Ils ont jusqu'au 30 octobre. J'essaie de comprendre. Ça, c'est the tip of the iceberg. Ça, c'est ce qu'on sait, M. le président. Combien de compagnies ils ont créées ? Regardez vous-mêmes, M. le président. Ils ont fermé la Rodrigues Housing and Property Development. Ils ont voulu fermer RodClean. Ils ont fermé Rodrigues General Fishing et ils ont aussi voulu fermer Discovery Rodrigues Limited, M. le président. Et après, ils viennent, M. le président, créer Rodrigues Business Park Development Company Limited.

Le rapport de l'audit dit c'est un investissement *highly risky, high-risk investment*. Dans le rapport de l'audit 2019/2020, *high-risk investment*. La fameuse, le bébé de l'ex-Chef

commissaire adjoint sur lesquels il y a des doutes de corruption et de dilapidation de fond public, *Rodrigues Tourism Development Company Limited*. Ils ont créé Rodrigues Venture Capital. Apparemment, ils ont pris ça. Ils ont créé *Rodrigues Public Utilities Corporation*. Ils ont créé *ICT Development and Promotion Company*. Ils ont créé *Rodrigues Sports Company Limited* parce qu'ils ont vu qu'avec la structure gouvernementale ne peut pas s'occuper des infrastructures sportives. '*Pas fini, M. le président.*' Ils ont même incorporé une compagnie *Safe Rodrigues* pour recruter des *security guards* pour les sites du gouvernement. Et ces gens étaient contre les compagnies, M. le président. Ces gens ont envoyé... Combien ? 100 ? *Water company*? Plus. Plus que 100 personnes au chômage en 2012.

Ces gens ont envoyé 243 travailleurs qui devaient être confirmés dans la fonction publique, au chômage. Et ils s'étonnent qu'après deux mandats, ils soient dans l'opposition ? Qu'est-ce qui les a conduits dans l'opposition, M. le président ? C'est arrogance. Vous-même, M. le président, vous avez été victime pendant trois mois. Vous avez été séparé de votre famille. Et ils vous disent : « Débrouillez-vous. » Vous êtes allé manifester votre statut d'ancien député, manifester devant le *Government House*. Des femmes ont pleuré, des gens sont morts à cause de ces gens-là. Ils sont morts, les pères de familles, les mères de familles sont morts à Maurice avec le COVID-19. Ils sont morts de chagrin. Et c'est ça, la révolte des gens. Et moi, quand j'étais en Australie, ils disent que je n'étais pas résident. Mais j'étais résident où alors ? A Tokyo ? Où est-ce que j'étais résident, M. le président ?

Qu'est-ce qu'ils font ? Ils ont le culot de rire. La COVID-19 qui vient et vous avez une femme qui vient martyriser les gens sur Facebook, à la télévision tous les jours, à la radio. Et les gens n'ont pas été d'accord d'avoir été abandonnés comme des moutons, comme des lapins, abandonnés à Maurice sans logement, sans manger et ils n'ont pas aidé ces gens. Il a fallu manifester. Quelle solidarité il parle? Notre devise: Travail, Solidarité et Fierté. Qu'est-ce qu'ils ont en fait de cette solidarité? Les caisses du gouvernement étaient pleines d'argent. Il y avait le COVID. Des femmes Rodriguaises sont allées habiter dans des maisons lugubres à Maurice et ont eu des propositions indécentes. Qu'est-ce qu'elle a fait, cette femme-là? L'ancienne Chef-commissaire adjointe, qu'est-ce qu'elle a fait? Elle ricanait les gens, M. le président. Ils disaient ce n'est pas leurs problèmes. Les deux députés, qu'est-ce qu'ils ont fait?

Quand les gens manifestaient, ils disaient: «*Attrape les gens, emmène en prison!*» Regardez les manifestations qu'il y a eu à Port Mathurin. Les gens ont crié, ont pleuré. Des gens sont morts et ils ont payé pour ça. Voilà où vous êtes aujourd'hui. Vous auriez dû payer plus et vous allez payer plus. Tout comme quelqu'un vous a dit la dernière fois quand vous êtes

allés faire la démagogie lors de la repossession du bateau à Pointe Monier, «*Bondié ine soz zot, ine puni zot*» pour ne pas dire autre chose. Le membre Spéville a parlé de Dieu. Mais c'est la colère de Dieu, M. le président, contre l'OPR! C'est la colère du peuple! Le Chef commissaire, qu'est-ce qu'il faisait, lui? Qu'est-ce qu'il faisait, l'ancien Chef commissaire, M. le président? Moi-même, j'ai été témoin. Il vient travailler à 08h00, il boit une tasse de thé et puis, il monte chez lui à 10h00. Le papa de l'autonomie.

Mr Chairperson: Chief Commissioner, I perfectly understand your state of mind but the ex-Chief Commissioner is not in the House, please. So, go in line with the budget speech and make your speech and make your summing up.

The Chief Commissioner: Thank you, Mr President. I got your point. He is not in the House but he is responsible for certain matters. Thank you. M. le président, on dit que nous sommes au pouvoir aujourd'hui, comme si on est là par erreur, on est là par accident. Non, on est là parce que le peuple en avait marre de l'OPR, parce que les gens avaient marre de la politique qu'ils ont fait pendant le COVID et tout ce qu'ils ont fait pendant qu'ils ont été au pouvoir, M. le président. Donc, on parle, M. le président de cohabitation. Mais quelle cohabitation? Cohabitation en France, vous avez un Premier ministre d'un parti et un président d'un autre parti. C'est la cohabitation. Et là, on vient dire que le PPS est un membre du gouvernement, il a des pouvoirs à Rodrigues. Quel pouvoir? Quel pouvoir a le PPS à Rodrigues, M. le président? Je ne vois pas. J'ai lu et relu et...

Mr Baptiste: In fact, it is not according to Standing Orders to talk about someone who is not a Member of this House, especially.

Mr Chairperson: Mr Chief Commissioner, you are a senior Member and you know the Standing Order. You master the Standing Order more than me. Go in line with your summing up, please.

The Chief Commissioner: Thank you, Mr President. I was out myself five years. Cohabitation, M. le président. Il n'y a pas de cohabitation. Il y a à Rodrigues, une seule autorité publique, plusieurs pouvoirs. Il y a le pouvoir du judiciaire qui est représenté par le magistrat. Il y a le pouvoir de *law and order* qui est représenté par le Chef de la police et il y a le pouvoir civil de l'Assemblée régionale, les compétences locales qui sont représentées par le Chef commissaire et ses commissaires, le Conseil exécutif et le Conseil exécutif Chef commissaire, Chef commissaire adjoint, nous sommes les interlocuteurs du gouvernement, M. le président. Vous me permettrez sûrement de revenir sur l'épisode quand vous étiez PPS et un certain M.

Clair avait dit publiquement... *Ki dir? Kav répéter?* M. le président, il vous avait éjecté. Quand vous êtes allé à votre bureau, ils avaient fermé le bureau que vous étiez le PPS sous l'administration là-bas. Je me souviens. Est-ce qu'on a fait ça? Non, M. le président. On laisse la personne concernée voir par lui-même si un PPS peut rouler dans un véhicule du gouvernement RRA, peut utiliser un chauffeur du RRA alors qu'il peut avoir un chauffeur du gouvernement.

Mrs Gaspard Pierre Louis: On a Point of Order, the Chief Commissioner is pursuing the same line and you just ruled on that.

Mr Chairperson: Yes, Chief Commissioner, you have agreed to go in line with the Summing Up of the budget. You have sufficiently canvassed your point. Now, move on to your budget....

The Chief Commissioner: I will abide by your ruling, Mr Chairperson, Sir. But we will take necessary action as we deem fit, M. le president. Donc, M. le président... *'Ti bureau kav refermer.'* M. le président, j'ai écouté avec attention les autres membres et si vous le permettez, je vais clarifier certains points qu'ils ont soulevés après cette remise de la perspective de ce qu'ils nous ont légué, il y a la membre Franchette Gaspard Pierre Louis qui a dit qu'on a gagné les élections par seulement 5% de plus. Mais ce n'est pas gagné, M. le président? Est-ce qu'essayer de minimiser notre performance ? C'est tout un symbole, M. le président, et je suis fier avec mon ami et collègue, Chef commissaire adjoint qui au début était un peu retissant à regrouper toute l'opposition, mon ami Louis Ange Perrine, qualifié ici de personne âgée mais dont je connais la virilité politique, est fort et les autres membres qui ont l'honneur de former partie de ce gouvernement et je dois dire que sans vous-même comme... Avant votre...

Mrs Gaspard Pierre Louis: Mr Chairperson, Sir, I think that there is a problem. I have a Point of Order. You cannot be mixed in political affairs; you are here a neutral person.

Mr Chairperson: Mr Chief Commissioner, elections are over, are behind us. Now, you are the Leader of the House. So, try to, you know, be nice and do not embarrass each other. What has happened during the election, this is over? Okay? So, go on and comment on your... Summarise the budget speech, please, and stick to it.

The Chief Commissioner: Et donc, on a parlé de projet sans aucun projet innovant. On a parlé du tourisme pour dire qu'on va permettre à l'économie de démarrer. Le budget de la promotion touristique en baisse et il faut des sacrifices, M. le président. L'argent qu'on a

pris du budget du tourisme, c'est justement ce qui va aller vers les autres projets pour la production. Ils se sont attardés sur une phrase, qu'on va amender la Tourisme Authority Act qui bien évidemment, on ne peut pas faire et que certainement, ils ont compris c'est un lapsus de mot, erreur de frappe et ça arrive. Ils ont parlé, elle a parlé qu'il n'y a pas de changement. Elle a parlé de logements sociaux que nous, nous voyons comme un endettement dangereux des ménages et surtout des personnes qui reçoivent une pension et elle a parlé que soi-disant deux livres piments à Rs800 et ces personnes peuvent payer leur maison avec deux livres piments.

Ce qu'on sait, nous, c'est que ces personnes qui reçoivent une pension, se plaignent qu'ils n'arrivent pas à vivre, surtout dans le contexte difficile d'aujourd'hui parce qu'on leur a demandé ; ils ont accepté, d'utiliser leur pension pour payer leur maison. Elle a parlé qu'on n'a pas parlé de recrutement. Je lui informe qu'il y a 203 postes qui sont actuellement sous considération interview par la PSC. Elle a parlé du câble MARS mais je l'informe qu'on est en train de payer Rs80 millions et une grosse pression sur le budget. Elle a parlé PME Rs4 millions est devenue Rs1 million mais justement, le budget a été réalloué vers la production.

On va sponsoriser 60 producteurs dans tous les domaines : la pêche, l'agriculture et les autres domaines de production et de fabrication pour que justement on ait des producteurs professionnels. On va les accompagner à hauteur de Rs500000 cette année pour qu'ils puissent acquérir des équipements, des formations et moderniser leur business. Elle a parlé de l'éducation des enseignants reconnus... pas reconnus par la PSEA. Mais qui leur a dit, M. le président? Qui leur a dit au sein de la REDCO qui est un fiasco encore aujourd'hui, qui leur a dit d'aller recruter des enseignants qui ne sont pas selon les critères de la PSEA dans la REDCO ? Et aujourd'hui, j'ai été informé qu'au sein de la REDCO, on a des *degree holders* mais qui n'ont pas cinq *credits* au niveau de la forme 5 et qui ont été recrutés comme enseignants.

Est-ce qu'on va demander à cette personne de refaire sa forme 5, M. le président? Non. La REDCO, le nouveau *board*, le Chairman m'a informé qu'il y avait presque Rs5 millions, M. le président, dans le *cash* à la banque pour la REDCO et que l'argent a été dilapidé. M. le président, les *board members* sont partis. C'est un fait, M. le président. *I can substantiate it. It is a fact*, M. le président. *It is a fact, I know it is hard to listen, that millions of rupees in the REDCO* ont disparus, ont été dilapidés, M. le président. Et elle a parlé qu'il faut mettre ces enseignants à la hauteur. Elle a parlé des bourses de médecine non allouées. Justement, il y a des procédures et dans la semaine, ces bourses ont été allouées parce qu'il faut une procédure

de sélection. Ils ont parlé de la coopérative de miel et pendant les débats budgétaires, nous avons vu que quelqu'un a soulevé la question, un grand producteur de miel à Rodrigues, qu'il n'avait pas accès à la coopérative de miel pour traiter son miel.

La coopérative de miel utilise des équipements qui appartiennent à l'Assemblée régionale et ils ont décidé de limiter le nombre de personnes justement pour faire une espèce de cartel qu'eux seuls peuvent bénéficier. Et la membre Norja Raffaut à qui je souhaite la bienvenue, a parlé du créole Rodriguais, la fierté du créole Rodriguais qui sera introduit incessamment dans les écoles, les collèges. Mais la question, M. le président, c'est sous quel *curriculum* et sous quel *content*? Quand on sait qu'il n'y a pas autant de *content* pour enseigner le *ça*. Et la membre Roussety, Karine Roussety à qui je souhaite la bienvenue, parlait de l'accès à Pavé La Bonté qu'on aurait abandonné. Mais on doit réfléchir. Je viens de vous parler que cet accès construit sans plan, sans le *green light* du cadastre, du *planner*, des bois et forêts à cause 'cause' tous les jours de la boue, fait que de la boue coule dans le... l'infrastructure importante de l'eau qui se trouve à Pavé La Bonté.

On doit réfléchir ce qu'on doit faire. Et elle vient faire du sarcasme sur nos propositions de relancer Port Mathurin By Night, Rodrigues By Night, comme si son terme sorti 'asoir'. Mais elle n'est jamais sortie 'asoir', M. le président? Elle n'est jamais sortie le soir? C'est quoi cette mentalité que si on organise quelque chose, 'sortir asoir' is an issue? It is not, M. le président. Et j'ai bien apprécié aussi l'intervention du membre Agathe, Dr Agathe, qui a parlé sur un ton différent, sur les thèmes très importants, M. le président, et qui a parlé de M. Serge Clair comme le père de l'autonomie, M. le président, qui pour moi, doit être une question à réexaminer. Qu'est-ce que l'OPR a fait, M. le président? Ils ont voulu effacer l'histoire. Si vous voulez qu'on considère M. Clair comme le père de l'autonomie, il faut aussi que vous considérez M. Sir Gaëtan Duval comme le père des élections à Rodrigues.

Parce qu'avant 1967, avant l'affaire Roussety versus the Queen, M. le président, les Rodriguais n'avaient pas de droit de vote et c'est Sir Gaëtan Duval qui avec Clément Roussety avaient mis une affaire en cours et d'autres avocats pour justement *fight for the Civil Rights of Rodriguans* et c'est en 67 pour la première fois que les élections avaient lieu à Rodrigues. Nous sommes d'accord mais nous sommes aussi d'accord pour reconnaître la contribution de tout le monde parce que l'aéroport, le port, les cités et il y a une personne récemment, une personne âgée qui me disait récemment : Les pensions pour les personnes âgées que les Mauriciens et que les Rodriguais ne recevaient pas, c'est Sir Gaëtan Duval, M. le président. Il faut voir l'histoire depuis son commencement. L'histoire politique de Rodrigues ne débute pas en 1976

avec la création de l'OPR. Elle débute bien avant en 1915 et bien avant ça. Le problème, c'est qu'il n'y avait pas des gens qui étaient assez instruits pour reprendre les idées, M. le président. La conception du membre Agathe de l'environnement comme un levier que l'on peut actionner pour arriver à la croissance. Il a invité à continuer sur le développement durable et il a parlé de continuité, M. le président. Les autres membres, il y a le membre Lisette notamment qui a parlé de si j'ai bien compris, de censurer Facebook, est-ce qu'on peut faire des *lives* sur Facebook? Il a parlé d'un certain J. R. à qui on a repris un bateau mais j'ai une simple question, M. le président. Le monsieur J. R. avait-il une carte de pêcheur? Le monsieur J. R. le monsieur Roussety à qui on a repris le bateau, il n'avait pas de carte de pêcheur. Comment sans carte de pêcheur, il a pu avoir un bateau et puis quand on a repris les bateaux, on lui a laissé le bateau, pourquoi? Qu'est-ce qu'il a fait pendant la campagne électorale, M. le président?

Mr Chairperson: I told you several times to stick to your summing up. I do not think you want me to apply Section 43 of the Standing Order. Do not make allegations. These people are not in the House. Just conclude, please.

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, it is not me who mentioned J. R. It is the Member. I am just clarifying the situation. I am introducing new matter. Ils ont parlé de la vente de la viande bœuf. Qu'est-ce qui s'est passé avec la vente de la viande bœuf? Qu'est-ce qu'on a vu? Scandale. Et là, vous avez une lettre anonyme qui a été envoyé au Commissaire disant que '*bef touiller, payer Rodrigues, embarquer ale Moris*'. On devait vendre la viande le samedi mais la viande était vendue à Baie Diamant et la veille. Est-ce qu'on travaille avec ces gens, M. le président? Et là, le membre dit qu'il a demandé à son épouse combien compte un *lunch pack*. C'est maintenant qu'il apprend combien ça coûte, M. le président. Donc, pour reprendre ce que l'opposition a dit, c'est que comme s'il découvre le monde, que la roue tourne et qu'aujourd'hui, ils sont responsables de rien, M. le président

Quelle marge de manœuvre avons-nous dans le budget? Le budget de RRA capital est de l'ordre de Rs1,025,000,000 et repartit comme suit : Rs865 millions comme le *capital grant*, Rs100 millions du ERP, COVID-19 *Development Funds* pour la construction de 30 km de *track road* et le *National Environment Climage Change Fund* de Rs60 millions, ce qui fait un total de Rs1,025,000,000. Sur le budget de Rs1,025,000,000, quelques Rs695 millions incluant les Rs100 millions de *track road have already been committed*, ce qui représente 67,9% du budget, 67,9% du budget de l'année prochaine, capital budget a déjà été *committed* parce que ce sont des dépenses que l'ancien gouvernement a engagé. *Out of total budget for Commission of*

/UNREVISED/

Education of Rs 124 m. approximativement, Rs82 millions représentant 60% of the Commission budget for education projects have already been committed.

Out of Rs 120 m. allocated for roads, Rs 83 m. have already been allocated for roads for which contracts have also already been awarded, which represents some 69%. Out of Rs 150 m. allocated on improvements to villages, track roads, Rs 147 m. have already been committed for different track roads inclusive of 30 km of track roads. Out of the 70 m. allocated for housing, some Rs 65 m. are already earmarked for ongoing contracts, that is, some 93% of the amount meant for housing. Out of the Rs 50 m. allocated for medical equipment under the Commission for Health, the whole budget 100% has already been committed to meet past years' commitments. Over the budget of Rs 62 m. allocated for sports, Rs 54 m. have already been allocated for previous projects, some 87% of the budget is already commitment.

Out of Rs 21.4 m. allocated for airport development projects, funds will be used to pay past commitment in connection with relocation of agricultural activities and other pending payments. At level of all Commissions, the fund is the same. On the recurrent budget, Mr Chairperson, Sir, out of the budget of Rs 3,765,000,000, Rs 905 m. is already, that is nearly 24% is for remuneration salary, Rs 390,400,000 is committed for REDCO – 10%, 26.5% that is, Rs 997 m. is committed for basic pensions. Service fee for cable bandwidth, the payment that we are making over 20 years, they are speaking of indebtedness. Payment for cable bandwidth – Rs 96,400,000. Mr Chairperson, Sir, it means that the percentage committed of the budget, the recurrent budget, is 81%, leaving us only about 15% for manoeuvring.

So, this is why we think that the previous government has overspent in many aspects, Mr Chairperson, Sir. So, I have exposed in the budget speech, our vision. Our main areas of intervention during this financial year will be a lot of preparation for the years to come, setting up the institutional and a planning framework. Par exemple, M. le président, le Plan d'Aménagement du Territoire et les Land Use Plans qui avaient été travaillés en 2010/2011 sont dans les tiroirs. On va les dépoussiérer et on va venir de l'avant avec ce zoning et cette limitation de toutes les zones et de leurs emplois. On va retirer tous les bassins versants. On va retirer toutes les zones de captage d'eau, les zones urbaines, les zones touristiques, les zones pour l'agriculture et à partir de là, ce qu'il nous restera, on va allouer aux différents usages: développement industriel, allocation de bail, etcetera. Et on va venir de l'avant dans l'Assemblée avec des règlements pour que tout cela soit observé.

Avec cette approche, nous atteindrons, nous décollerons notre stratégie écologique et ça aura certainement une répercussion sur l'eau, la production de l'eau, ce qu'on a appelé le *Integrated Water Resource Management*. La terre. Il y a le *backlog*. On a dit qu'on va venir de l'avant avec de nouveaux critères pour l'allocation des baux. On a dit qu'on va favoriser les transferts. On va rendre les transferts plus faciles et on a dit qu'il faut permettre aux Rodriguais... Le membre Dr Agathe a parlé de Bahamas je crois, aux Hawaï. Mais il faut aussi permettre au Rodriguais de pouvoir accéder quand il le veut à la valeur monétaire de sa propriété. Parce qu'une maison, c'est quand même de gros efforts, un investissement financier et les gens, bien souvent, quand ils ont fait leur carrière ou pendant leur carrière, ils veulent changer de plan de vie, donc, ils ont besoin de *cash out* leurs investissements dans leurs propriétés résidentielles et je pense qu'en tout état de cause, ils doivent pouvoir le faire.

Bien sûr, tout cela doit se faire dans les critères, M. le président. Les jeunes, comme vous avez vu dans le budget, nous avons introduit une nouvelle mesure révolutionnaire, innovante que l'opposition peine à comprendre, ce qui n'est pas ce qu'ils faisaient avant. Là, on envoie nos jeunes qui ont un projet, qui veulent une formation courte, qui veulent découvrir quelque chose dans tous les domaines. Ça peut être un jeune qui est un instructeur de karaté. Ça peut être un jeune qui est producteur de miel. Ça peut être un jeune qui veut lancer une production de t-shirt ou une bijouterie, qu'ils puissent faire acte de candidature selon les critères qu'on va mettre et à partir de là, il va bénéficier d'un voyage étude, stage ou des termes relatifs et partir découvrir dans son domaine ce qui se fait à Maurice, à La Réunion, à Madagascar, en Inde, ailleurs, M. le président.

Dans la pêche, M. le président, le rapport Croda dit qu'on a 800km² de zones de pêche autour de Rodrigues mais nous sommes tout le temps en déficit de poissons. Quand ces gens-là sont arrivés au pouvoir en 2012, les six bateaux de la Maison des Pêcheurs, les six petits bateaux étaient en opération. Qu'est-ce qu'ils ont fait? Ils ont re-possédé ces bateaux et ils les ont abandonnés sans aucune attention devant La Maison des Pêcheurs comme expose comme un trophée et ces bateaux, si un bateau n'est pas maintenu dans la rade, il se détériore. Et ces bateaux, se sont effectivement détériorés. Et ces bateaux produisaient. Ce sont des bateaux qui peuvent partir un/deux jours. Il y a du poisson autour de Rodrigues mais il faut des pêcheurs. Et les marchands de pomme, il y a même un marchand de pomme, un marchand de fruit qui avait obtenu un bateau. Et où est-ce que le bateau avait terminé son histoire?

Le bateau était laissé abandonner sur le banc de sable à Port Sud-Est pendant des années. Donc, c'est un capital productif mais malheureusement avec le temps, les moteurs sont

avariés. Les équipements ont disparu et la Commission de l'agriculture et de la pêche, on va voir comment rénover ces six bateaux où les allouer à des pêcheurs professionnels. Il en va de même pour les cinq bateaux de l'IFAD, les coopératives malheureusement n'ont pas pu honorer leurs obligations financières envers le projet et la Commission de l'agriculture a décidé de faire un *survey* de ces bateaux pour voir qu'est-ce qui marche, qu'est-ce qui ne marche pas et on va *advertised* bientôt pour demander aux opérateurs privés de Rodrigues ou ailleurs de postuler selon les critères établis pour obtenir ces bateaux qu'on appelle *ocean going fishing boats* pour justement refaire, pour réalimente le marché du poisson et des produits de la mer à Rodrigues.

Il y a aussi La Maison des Pêcheurs qui était opérationnelle quand on est parti en 2011/2012 mais qu'ils ont encore une fois laissé dans un état d'abandon et qu'on va refaire mais qu'on va allouer à des coopératives ou à des opérateurs privés ayant l'expérience et les capacités pour opérer cette infrastructures, M. le président. Comme je vous ai dit, nous allons travailler en équipe parce qu'en travaillant en équipe, les idées surviennent et nous allons nous réunir bientôt pour définir tous les critères pour les bourses de mobilité, pour les subsides à la production parce qu'on veut que les gens voient l'application du budget et bénéficient des mesures dans la réalité. Au niveau écologique, comme je vous ai dit, nous allons relancer le Golden Bat Reserve at Fond Accacia, le Jardin Botanique à Mourouk et il y a le Projet d'Aménagement et de Restauration des Côtes (PARC) qu'on va lancer incessamment pour faire, commence à démontrer ce qu'on veut faire au niveau de l'aménagement des côtes et en même temps, embellir pour les touristiques, M. le président.

Donc, le budget, les Commissaires l'ont souligné, la marge de manœuvre est assez restreinte pour cette année. Nous sommes dans un contexte d'augmentation des coûts, augmentation des prix mais beaucoup a été dit en ce qu'il s'agit de dotation, M. le président. Mais il ne faut pas oublier qu'on a des moyens. On a premièrement des fonctionnaires. La plupart ont une bonne volonté si on arrive à les motiver. On a des infrastructures. On a des provisions dans d'autres items où il n'est pas nécessaire qu'on ait nécessairement l'argent. Tout n'est pas une question d'argent mais c'est aussi une question d'organisation. Si une Commission veut faire une formation, il y a les *resource persons* à la Commission. La Commission de l'agriculture veut faire une formation sur tel ou tel aspect de l'agriculture. Ils ont leur *resource persons*. Quel budget ils ont? Pourquoi ils ont besoin d'autant?

Je ne vois pas pourquoi on doit mettre l'argent spécifique pour ces items, M. le président. Donc, voilà le contexte dans lequel nous allons opérer et bien évidemment, tout ce qu'on a parlé aujourd'hui et lors du discours du budget, on va les mettre en pratique, M. le

président, et ce n'est pas seulement une question pour les Commissaires. Ce n'est pas seulement une question pour le Chef commissaire. En tant que Chef commissaire et les autres Commissaires, le Chef commissaire adjoint, nous connaissons tout ce qui se passe. Il y a des choses qui se passe à Rodrigues. Il y a des gens, des autorités qui n'acceptent pas qu'on ait gagné, que Johnson Roussety soit Chef commissaire. «Il faut faire ceci, il faut faire cela. Nous allons revenir au pouvoir dans deux mois et tel et tel membre va entrer.» Et cetera.

Il faut être sérieux, M. le président. J'ai été élu en bonne et due forme et je suis le membre qui a recueilli le plus de vote en terme absolu dans cette Assemblée et je suis revenu dans la région 5. Et je voudrais remercier le formidable élan des électeurs de la région 5. Beaucoup de gens avant me disaient: «Ben, quand M. Serge Clair va arrêter la politique, on va vous suivre.» Effectivement. Je suis un des héritiers aussi de M. Clair. Tout le monde peut se proclamer héritier. C'est comme les terrains des Bégue à Grand Baie.... Vous aussi, M. le président, vous êtes surement héritier. Voilà, M. le président, nous avons été élus. Il faut accepter. Et là, c'est notre premier budget et nous invitons premièrement, les *Departmental Heads* à prendre conscience du rôle *Departmental Heads*, les *Senior Officers*, les Chefs de division et cetera à prendre conscience de leur rôle vis-à-vis de la population, du sérieux que l'exercice face au challenge qui vise Rodrigues aujourd'hui, qu'ils doivent faire preuve pour qu'ils puissent atteindre nos objectifs.

Et là, après le budget, un autre challenge qui nous attend, c'est à partir du budget de préparer notre plan d'exécution pour cette année pour le budget avec tout ce qui est le *timeframe*, quand quelque chose va débiter. Il ne faut pas attendre la veille du Rodrigues Day pour dire: *okay*, on a besoin de ça, on a besoin de ça, et cetera. Il faut commencer par des préparations. Le Commissaire Varok Ravina surement, il va apprendre. Il est déjà peut-être au courant. Il y a des nouveaux et des nouvelles, une nouvelle Commissaire et il leur en incombera sous ma direction et sous la direction du Chef commissaire adjoint de motiver, de planifier et de mettre tout ça devant ceux qui doivent faire le travail.

Et bien sûr, que ce soit pour les *Departmental Heads*, que ce soit pour les autres, on va avoir les *performance indicators* pour savoir: «Ben voilà, M. *Departmental Head*, vous deviez commencer l'appel d'offre pour tel ou tel projet, pour le design pour tel ou tel projet à telle date. Pourquoi vous ne l'avez pas fait? Ou félicitations, vous l'avez fait. Le travail est très bien.» Voilà, M. le président, je vous remercie. Je comprends votre position par rapport à certain thème mais quand il y a des vérités à dire, ces vérités, je pense dans cette Assemblée, du moment que ça n'offense pas les *Standing Orders*, doivent être dites. M. le président, le

/UNREVISED/

peuple est derrière nous. J'invite tous les Commissaires à être forts, à se montrer dignes et à travailler pour tous ces défis qui guettent Rodrigues, M. le président. Merci.

(Applause)

Mr Chairperson: Let us break for tea for 30 minutes.

At 5.25 p.m., the Sitting was suspended.

On resuming at 6.26 p.m. with Mr Chairperson in the Chair.

Respected Members, now that the Chief Commissioner has wound up the debate as per the provision of Standing Order of 55(A), the Draft Estimates now stand referred to the Draft Estimates Committee.

ANNOUNCEMENT

**COMMITTEE OF SUPPLY– GUIDANCE OF MEMBERS FOR PROCEEDINGS
– TIME ALLOCATION**

Mr Chairperson: Respected Members, I have to make an announcement for the guidance of Members for the proceedings of the Draft Estimates Committee. In line with Standing Order 55(A), we will consider each vote of expenditure in turn and per usual practice of the House, when reaching same we will move page by page until the question is put thereon.

Respected Members, I have to further inform the House that I have under Standing Order 55 (A)(4), had consultation with the Chief Commissioner, the Minority Leader and I have decided to allot a maximum of 30 minutes for the consideration of the Vote Items for the financial year ending 30 June 2023. Of course, I will be flexible where the need arises.

COMMITTEE OF SUPPLY

(The Chairperson of Committee in the Chair)

Vote 1-1: Office of the Clerk was called.

Mr Chairperson: Vote 1-1, page 4.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to Vote 21110 (2) – Deputy Clerk. I would like to ask whether actually we have a Deputy Clerk in post or whether there a recruitment process ongoing?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, as far as I can recall the vote of the Office of the Clerk is not to be subject to questions. But nevertheless, I am informing the

Member that the interview for the post of Deputy Clerk has been made by the Public Service Commission (PSC) and I believe, the PSC will do the needful soon.

The Minority Leader: In regard to 21110 (4), given that in the past each time we had a question the importance of the Editor to have revised version of the different Hansards of the Assembly, we would like to know why this post has not been funded?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I refuse to answer question on the Office of the Chairperson. If I can enlighten you and the Member, it is a convention in parliament like ours that the vote of the Chairperson and the Clerk is granted without questions.

The Minority Leader: So, Mr Chairperson, Sir, for the past years we have been questioning on this item vote, so I cannot see why we cannot do it now?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, for the post commented thereon, we have not make provision because we are still in the process of defining the post and the recruitment process.

Mr Chairperson: Page 5?

Mr Lisette: Mr Chairperson, Sir, I see for that for the item 21110 (8) – Facilities Allowances to RRA Members. There has been an increased from Rs 780,000 to Rs 2.7 m. approximately. Can we know of the reason of why such an increase?

The Chief Commissioner: I repeat, Mr Chairperson, Sir, it is improper for me to comment on an expenditure of the Chair.

Mr Baptiste: 22900.101 – Nation Building. It is a new item; can the Chief Commissioner enlighten the House about the purpose of this item?

The Chief Commissioner: The new Chairperson has requested this item so that he promotes the dignity, the reputation and the role of the Assembly in the community.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, on the same page. 22900.927, the item Training, we have seen that there is no budget allocation for this item. Does this mean that there will be no training at all?

The Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir. On this part of the House, we are well trained.

Mr Chairperson: Page 6?

Vote 1-1: Office of the Clerk (Rs 23,214,000) was, on question put, agreed to.

Vote 2-1: Chief Commissioner's Office was called.

Mr Chairperson: We are on page 21

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, for the vote item 21110 (9) – Human Resource Executive, can we know how many Human Resource Executive are actually in post at the Central Administration?

The Chief Commissioner: It is written in the first column, Mr Chairperson, Sir. Funded 2021/22. Unless, the Member cannot see, it is written '5'.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, there is a different between funded position and the number of persons in post and this why I am asking the question.

The Chief Commissioner: ... Mr Chairperson, Sir,

Mr Lisette: The same Item vote number, Mr Chairperson, Sir. Being given as mentioned by the Chief Commissioner that there are five in post and there are eight funded but the amount mentioned does not reflect the increase in the number of post from Rs 2.1 to Rs 2.4 m.?

The Chief Commissioner: The provision is meant for payment of increments to the five Human Resource Executive in post for period July 2022 to June 2023.

Mr Lisette: There is no salary mentioned under the item vote for the three additional one that has been funded?

The Chief Commissioner: There will be five, Mr Chairperson, Sir. He has just said 'funded', is not the number in post. So, funded for 2023 is eight. But that does not mean there will be eight.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, under the Item vote 21110 (13) – Office Management Assistant, can we know how many Office Management Assistant are actually in post?

The Chief Commissioner: From the information submitted to me, there are two, Mr Chairperson, Sir.

The Minority Leader: For the same item vote then, Mr Chairperson, Sir, can I know how can we account for the increase for nearly two folds of the budget for the coming financial year?

The Chief Commissioner: Provision represents only increment to be paid to the officers to be appointed Office Management Executive. The amount provided will be sufficient as the salary of the officers are under their respective commissions.

The Minority Leader: For the same Item vote 21110 (17), we see that we have the three funded position for Confidential Secretary, this financial year and for the next financial year, we still have three but we have a significant increase in the budget. Can we account for that?

The Chief Commissioner: The amount provided represents payment of salary July 2022 to June 2023 including increment from January to June 2023 to the three Confidential Secretary in post.

Mr Lisette: Mr Chairperson, Sir, for Item vote 21110 (30) – Senior Gardener/Nursery Attendant, I see that there is a change of value from Rs 252,000 to Rs 19,000 even though the number of funded position is same, why so?

The Chief Commissioner: The provision represents payment of increment to the employee to be promoted Senior Gardener/Nursery Attendant. His salary is under his respective commission.

Mr Lisette: If I see well, as regards to the answer of the Chief Commissioner, the post was funded last year under the Chief Commissioner's Office itself and the number of post has remained the same. So, there has been no change from one commission to another because the number of funded position is same under his commission itself but there has been a change from 252 to 19, so the answer that has been provided cannot be said that it is under their respective commission. Because the number of post was same and the salary was under that item vote itself.

The Chief Commissioner: I have listened to the Member; I am waiting for the explanation.

(Interruptions)

Mr Chairperson, Sir, I am informed that there is actually no employee in post. Appointment will be made soon.

Mr Lisette: In the same line, Mr Chairperson, Sir. The Rs 19,000 that is voted there is what exactly?

The Chief Commissioner: I am waiting for the information.

/UNREVISED/

(Interruptions)

The salary is in his respective commission as Gardener/Nurseryman, the Rs 19,000 represents increment to be granted to him.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, I understand that this post was also there in the 2021/2022 budget, so it was already funded and there was somebody already in post. So, how can we explain then that it is only Rs 19,000?

The Chief Commissioner: I repeat, Mr Chairperson, Sir, the post is in their respective commission and the Rs 19,000 represents increment which will be paid. It means that the provision for the salary of Rs 252,000 has moved to the respected commission. But I agree with both members that the provision should be here.

Mr Lisette: My question is, if the post is in another commission, why is it that the increment has not been included in that other commission?

The Chief Commissioner: That a very good question, Mr Chairperson, Sir.

Mr Chairperson: Page 22?

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, for Item vote 21110 (41) – Handy Worker. We can see that we have 34 funded position for the current financial year and we have 34 for the next financial year but the budget has been multiplied by four?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, from information I have provision caters for payment of salary for July 2022 to June 2023 including increment from January to June 2023 to the four Hand Workers in post and filling of 30 vacancies in the grade.

The Minority Leader: On the same item vote, the 21110 (43) – General Worker, we can see that we have 98 funded position for the current financial year and two additional, that is, 101, three additional but the budget is nearly doubled. Can the Chief Commissioner account to that?

The Chief Commissioner: The amount provided is meant for payment of salary July 2022 to June 2023 including increment from January 2022 to the General Workers in post and payment of the salary for the filling of three vacancies in the grade.

The Minority Leader: How many General Workers are actually in post?

The Chief Commissioner: There are 98 in post, Mr Chairperson, Sir. But 80 are posted at the Deputy Chief Commissioner's Office and other commissions.

Mr Lisette: There has been transfer over there and the budget is being made now, the salary should have been under the item vote of the Deputy Chief Commissioner. But we see here that instead of having a decrease as regards to that transfer, we are having almost a doubling in the amount of salary that is to be allocated for the decrease in the number of vacancies that the Chief Commissioner is mentioning.

The Chief Commissioner: I believe that I may have been misled, Mr Chairperson, Sir, I agree with the Member there has been a consequent increase from Rs 6 m. to Rs 11 m. We intend to recruit more General Workers during the course of the year.

The Minority Leader: Can we know how many General Workers additional you will be recruiting?

The Chief Commissioner: As the ex-Commissioner is aware it would be subject to approval of the Ministry of Civil Service but it depends on the availability of funds here. We plan to recruit a maximum that can be obtained.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, 21110 (59) – Senior Analyst. Being given the importance of the EPMU, the post of Senior Analyst was funded 2021/2022. May I know why it is not funded for this financial year?

The Chief Commissioner: Sorry, can the Member repeat the vote item, please?

Mr Baptiste: 21110 (59) – Senior Analyst. Why is it not funded for the coming financial year? It was funded last year.

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I believe we do not have Senior Analyst at this time.

Mr Lisette: Yes, Mr Chairperson, Sir, I refer to item vote (54) on the same page (Procurement and Supply Officer/Senior Procurement and Supply Officer). We see that the funded position for last financial year was four, this year it has remained the same and once again we note a very high increased in the budgetary amount from Rs 110,000 to Rs 2.3 m.

The Chief Commissioner: From the information I have, Mr Chairperson, Sir, the provision is meant for salary July 2022 to June 2023 and increment January 2023 for the four Principal Procurement and Supply Officers.

Mr Lisette: for the funded post for 2021/22 was '4' and the funded post for this year it is still '4' but yet there is a big different in the value that has been allocated.

/UNREVISED/

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, it is obvious that Rs 110,000 would not last year be appropriate, the correct figure for this year is the Rs 2,333,000.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, does this mean that the figures that are there are not correct then?

The Chief Commissioner: I would tend to agree with the Minority Leader and I would request the information.

(Interruptions)

I am informed that the four officers have just been appointed this month, Mr Chairperson, Sir.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, for the Vote item 21110 (60) – Analyst. So, we see that we have ‘5’ funded position for the current financial year and ‘6’ for the next financial year. Can we know how many Analyst are actually in post?

The Chief Commissioner: From information being submitted to me, ...

The Minority Leader: Can I know why for the same item; the budget has decreased?

The Chief Commissioner: May be they are expressing a form of solidarity, Mr Chairperson, Sir.

Mr Baptiste: Item vote 21110.005 – Extra Assistance. May I know to what this amount relates to and to whom they are being paid?

The Chief Commissioner: The Senior Analyst, Analyst, Mr Chairperson, Sir. I am informed that the salary was meant for five Analysts and that one has left his job.

Excuse me, which item? Which page? 5 – Extra Assistance.

(Interruptions)

Mr Chairperson: Five minutes left for this vote.

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, this amount is meant for payment of salary, gratuity, cash in lieu of annual leave to Advisers and payment of salaries to six Field Rangers working at SEMPA.

Mr Baptiste: Can the Commissioner inform the House whether there are actually Advisers attached and how many, if so?

The Chief Commissioner: We do not have any Advisers who have yet been nominated, Mr Chairperson, Sir.

Mr Chairperson: Page 24?

Mr Lisette: With regard to 24, Item vote .997 – Provision of GPS System, I would like to know from the Chief Commissioner where matter stands?

Mr Lisette: As regards to the installation of the GPS System, where matter stands?

The Chief Commissioner: I was informed that there was a contract for this and the contract is ongoing.

Mr Lisette: Has the contract been reached, has it already been awarded to a particular contractor or is it about to be installed or the GPS is about to be installed on the vehicles of the Rodrigues Regional Assembly?

The Chief Commissioner: Contract has already been awarded and we are waiting for the execution of the contract.

The Minority Leader: Can we know who is the one who has been awarded the contract and the contract value, please?

The Chief Commissioner: I do not have the name of the contractor. I believe one of the stakeholders in it is one Mr Albert and payment to supplier for procurement of GPS for the 125 vehicles of the Rodrigues Regional Assembly to enable the monitoring of its fleet, contract has been awarded to the tune of Rs 9,997,962, nearly Rs 10 m. awarded by your government which is a very big thing.

Mr Lisette: Mr Chairperson, Sir, being the information that has been provided by the Chief Commissioner and knowing that the contract value will amount to almost Rs 9 m, only Rs 2 m. has been budgeted, how is he going to account for this?

The Chief Commissioner: The contract I ... over many years, Mr Chairperson, Sir.

Mr Lisette: Does the Chief Commissioner mean that the installation of the GPS on the 125 vehicles will take place within several financial years and, if so, how many vehicles is he targeting this year?

The Chief Commissioner: I do not know, Mr Chairperson, Sir, I did not design this project. I would never at this stage of the first stage of the public finances design a GPS System for Rs 10 m. You were the people who ordered this and you should know better than me.

Mr Lisette: I believe, Mr Chairperson, Sir, that the Chief Commissioner is now in office, and either he wants to answer or he does not want to answer. But he is the one in office now and being given that the contract has been awarded under his chief commissionership, I think that as opposition member, we will be well advised to be informed of where matter stands as regards to that?

The Chief Commissioner: The Rs 2 m. is for payment for next year. The project I am informed is spread over ten years. If you take Rs 10 m. you divide by 125, you would surely arrive at a big figure which is an excessive figure. These technologies today are very cheap. And, I do not know, I do not see why it is Rs 10 m. to supervise 125 vehicles over five years. Rs 2 m. per year. This is a very big figure. But I repeat I did not design this project and I do not know the details of the project.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, item 25110.005 – Subsidy to Shipping. Can the Chief Commissioner give us detail about what this item is for, a breakdown of?

The Chief Commissioner: it is subsidies which are paid on shipping of goods, refund of shipping cost for five controlled commodities, milk, infant milk, tea and audible oil and drapers for the elderly. A subsidy on freight in connection with buses and purchase of new buses up to Rs 75,000 maximum, subsidy on animal feed, freight rebate scheme to small and medium enterprises for purchase of raw materials and exportation of local products.

Mr Baptiste: Can the Chief Commissioner inform the House about the amount already spent for this current financial year?

The Chief Commissioner: I do not have this information, Mr Chairperson, Sir.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, for Item vote 26313.121 – Grand to Airport of Rodrigues Ltd. So this amount moves from Rs 400,000, now to Rs 51 m. Can the Chief Commissioner account for this amount?

The Chief Commissioner: According to the Airport of Rodrigues Ltd, each year operational deficit amounts to more than Rs 50 m. Revenue of the company depends on the passenger service charge which has remained unchanged since introduction in 2018, that is, Rs 150 per departing passenger for domestic flight and Rs 500 for international flights and the landing fee of Rs 1,600 same rate applicable in Mauritius. For the company to be viable revenue should be increased and same could be achieved through an increase in the passenger service charge, thus Rs 150 to Rs 930. Leading to an increase in the price of air ticket from Rodrigues to Mauritius. For a no increase in the price of air ticket, RRA decided to finance the operational

deficit on the advice of the Ministry of Finance. This is in line with policy of the new government in the five year programme for a more active participation in the management of the ARL, being given the substantive financing we expect to take a more active role in the operation of ARL. Thank you.

The Minority Leader: Can we know, actually, Mr Chairperson, Sir, how many board members from Rodrigues are on this ARL?

The Chief Commissioner: I think, we have two or one board member and, of course, we want value for money, as I have said, we will engage discussion that being given that we are funding that company that we have a more proactive role in the company.

Mr Chairperson: Time is over for Vote 2.1.

Vote 2-1: Chief Commissioner's Office (Rs 334,453,000) was, on question put, agreed to.

Vote 2-2: Chief Commissioner's Office was called.

Mr Chairperson: We are on page 29.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to the Item vote 21110 (2) – Director of Education, Rodrigues Regional Assembly. Can we know whether actually there is a recruitment process going on and why is it that this year and the next year there is no fund available?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, the vacancy was advertised in November 2021. No provision was made under this item as upon filling of vacancy funds for payment of salary in respect of incumbent will be provided accordingly.

Mr Chairperson: Page 31? Page 32? Page 33?

The Minority Leader: Page 32. Mr Chairperson, Sir, with regard to Item vote 26313.124 – Grant to Free Pre-Primary Schooling, I would like to know whether the coming financial year there will be an increase in the salary of Pre-primary teachers?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I believe increase in salaries are determined by the respective salary scales, which I do not have here. But it is a grant, I believe to the Association des Ecoles Maternelles de Rodrigues, which is self-regulating.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, I beg to disagree because increasing in salary of these people it is a policy decision. So, I would like to know whether this sum make provisions for this increase?

The Chief Commissioner: The increase in provision for the next financial year, it reflects the actual trend for payment of the grant including compensation in the year 2023. Thank you.

The Minority Leader: Page 32 again. For Item vote 21110 (13) – Primary School Educator, can I know from the Chief Commissioner how many Primary School Educator are actually in post?

The Chief Commissioner: ...

The Minority Leader: No, why is there an increase in the provision for the next financial year. How many additional educators will be recruited, if any?

The Chief Commissioner: Provision was made during this financial year and next financial year for the payment of salary for 130 Primary School Educators in post and appointment of 14 Trainee Primary School Educators. Increase in provision is due to payment of increment in January 2023.

The Minority Leader: Can I know from the Chief Commissioner, whether provision regarding the Primary School Educator has been made for the opening of Baie Malgache Community School?

The Chief Commissioner: Baie Malgache School is still limbo. We do not know whether the contractor will submit the site in due course, whether we will be able to get everything ready for it. It is not my fault.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to the Item vote 22030.007 – Rental of Personal Computers. Can we know why this figure has significantly decreased?

The Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, estimates were made during this financial year for the rental of 110 personal computers in 12 primary schools. The contract was awarded on 13 January 2022 for the sum of Rs 1,693,000 exclusive of VAT for a period of five years. Provision made for the next year to meet contractual obligation for this contract.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, 22070.006 – Cleaning of School Premises. Can we know whether these services are being contract out and who are carrying this?

/UNREVISED/

The Chief Commissioner: It depends, Mr Chairperson, Sir, where we have staff for cleaning between the internal staff where we do not have, we will contract out. We are making provision also to pay for people from Rodclean to do the work in 12 government schools.

Mr Baptiste: 22090.001 – Security Services, why there is no provision for this item for the financial year 2022/23? There is no provision for the coming financial year.

The Chief Commissioner: Estimates were used during this financial year to meet contractual obligations for provision of security services at Grand la Fouche Corail, Batatran, Montagne Charlot and Anse Quitor government primary schools. Average monthly fees amounted to Rs 7,000. No provision has been made for next financial year as security services will be provided in-house by the assignment of higher duties to General Workers as Surveillant, funds will be made under item Allowances. But I must state that the company they have created Safe Rodrigues cannot operate because it cannot have qualified personnel to get a licence.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, Item vote, will the allowances then be paid to those who will be assigned higher duty.

The Chief Commissioner: General Workers, Mr Chairperson, Sir.

Mr Baptiste: But they will have to receive an allowance. From which vote then they will be paid this allowance?

The Chief Commissioner: Under Item General Workers for that commission, Mr Chairperson, Sir.

Mr Baptiste: I have not yet got the answer, Mr Chairperson, Sir.

The Chief Commissioner: For Item 21110.004 – Allowances.

The Minority Leader: 28212.004 – Primary School Supplementary Feeding Project. Can we know whether the project of Repas Chaud is concerned in this budget?

(Interruptions)

The Chief Commissioner: Sorry, I cannot understand Officers.

(Interruptions)

The estimates were used during the year to cater for revamping of school feeding project. New provision, new food stuff like buns, triangular cheese, raisins and local cakes once weekly to pupils of all government schools, RCEA, Sense and pre-primary schools – Rs 16.6 m. and provision of grant to Caritas for provision of meal to needy pre-primary Sense and

secondary students. Additional funds were provided through reallocation from item additional coaching to primary students. Increase in provision for next financial year reflects actual trend of expenditure.

Mr Chairperson: Page 34 again?

Mr Lisette: Page 34 under Capital Expenditure 31. 31112.001, we note an increase of budgetary provision from Rs 17.6 m. to Rs 41.92 m. for infrastructural development in primary schools. May we know from the Chief Commissioner what are the primary schools that are being targeted and what type of scope of work will be done there?

The Chief Commissioner: Estimates were used during this financial year to implement the following infrastructural development projects in secondary schools, such as, construction of Terre Rouge Phase 3 – Rs 20 m.; construction of community centre at Songes – Rs 4.1 m.; construction of multi-purpose gymnasium at La Ferme College – Rs 9.2 m.; construction of six additional classrooms at La Ferme College – Rs 1.5 m.; construction of football ground at La Ferme College – Rs 1 m.; upgrading and refurbishment work at Le Chou College – Rs 2 m.; ... installation at Songes – Rs 0.4 m.; renovation and water proofing work at secondary schools, Mont Lubin, Marechal, Le Chou and Terre Rouge – Rs 1.5 m.; refurbishment of schools for compliance with fire and safety regulations – Rs 2 m.; painting of colleges – Rs 2 m.; specialisation of colleges in the context of nine-year continuous and basic education, provision made for next financial year to meet contractual obligations for ongoing projects and to start new project – upgrading work at Marechal College – Rs 8 m.

Mr Lisette: I think that the Chief Commissioner has given us a list of works that is to be done in the secondary school but the item vote that I referred to was with respect to primary school and not secondary school.

The Chief Commissioner: So, which item vote are you referring to?

Mr Lisette: Item vote 31112.001 - Education Infrastructure Development Project (Primary).

The Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, estimates were provided during this financial year to implement the following structural development projects in primary schools, such as, construction of two additional class rooms; upgrading, renovation and embellishment work at Batatran Government School – Rs 4 m.; upgrading of toilet block and embellishment works at Oyster Bay Government School – Rs 4 m.; construction of play field, fencing works and complete renovation at Grand La Fouché Corail Government School for Rs

1 m.; construction of retaining wall and embellishment works at Fok Sen Ho Tu Nam Mangues Government School – Rs 2 m.; upgrading of playground in four government schools, Anse Quitor, Montagne Goyave, Marc Etienne Roche Bon Dieu Government School. Provision made for next financial year to meet cost related to the implementation of ongoing projects and new projects, such as, repainting of six primary schools, Montagne Charlot, Oyster Bay, Anse Quitor, Port Sud Est, Mangues and Marc Etienne Roche Bon Dieu government schools – provision Rs 13 m.

Mr Chairperson: I remind Members that you have ten minutes left for Vote 2.2. Yes, Mr Speville.

Mr Speville: Thank you, Chairperson. Item vote 22900.986 – Tuition for Private SC and HSC Students. As far as I know it concerns private coaching for the students. The estimates 2021/22 was 900 and it has decreased to 500 for 2022 and 2023. Can the Chief Commissioner enlighten on this decrease?

The Chief Commissioner: Yes, the estimates were used during this financial year for payment of allowance in favour of resource persons, delivering coaching to private candidate of GCE or an A level and for payment of overtime in favour of non-teaching staff providing support for the coordination of private coaching sessions. Degrees in provision for next financial year is based on trends of expenditure meant for payment of allowance to resource persons, delivering tuition to private candidates and for payment of overtime to non-teaching staff.

The Minority Leader: Page 25, Item vote 28212.036 – Tablet Scheme for Students. May I know from the Chief Commissioner how many students have been awarded a tablet and which grade will be concerned for the next financial year?

The Chief Commissioner: For this financial year sub-headed – Information Technology and Telecommunications for the procurement of additional tablets meant for Grade 9, Grade 11 to Grade 13 students whose parents are in receipt of Social Aid and assistance from NEF and payment of internet education pack to Grade 13 students. Contract for the supply, commissioning and delivery of 350 tablets will be awarded shortly. Provision has been made during the next financial year to extend the scheme to eligible students of Grades 7 to 9 of all secondary schools and payment of internet education pack to Grade 13 students. It is to be noted that the scheme was intended in the first instance for Grade 7 to 13 students whose family

income is less than Rs 10,000. However, the policy was reviewed due to increase in price of tablets from Rs 6,000 to Rs 12,000.

The Minority Leader: Can we know that all Grade 7 students will have tablets now instead of base on criteria?

The Chief Commissioner: I repeat – provision has been made during the next financial year to extend the scheme to eligible students of Grades 7 to 9 of all secondary schools. Okay? Eligible. The policy was reviewed. The scheme was intended in the first instance for Grade 7 to 13 whose family income is less than Rs 10,000.

Mr Chairperson: Page 36?

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, Item vote 26313.146 – Support to Cooperative Societies. Being given that the Chief Commissioner in his budget speech has talked about redynamiser les cooperatives and I see that the budget has remained the same. Can the Chief Commissioner give us a brief of how he is about to go with that?

The Chief Commissioner: Estimates were used during this financial year for payment of operational cost pertaining to the setting up of an incubator at Citronelle, construction of shed to house the sore milk, organisation of the International Cooperative Day, grant to Cooperative Society under ... alternative, livelihood scheme and expenses in connection with auditors visit. Provision for next financial year, expenses of the International Cooperative Day, implementation of the project Natural Farming, payment allowance ... incubators, auditors visit and if the budget has remained the same it does not mean that it is only a question of money, it is a question of an engagement. We can use the officers there at the commission to organise activities for the cooperative and it does not need that we need more budget. It is a question of willingness and using the resources we already have.

Mr Chairperson: Page 37?

The Minority Leader: Page 37. I have got one question for the Item vote 28212.022 – Support to Small and Medium Enterprises, the budget has decreased significantly. Can the Chief Commissioner enlighten us what will the commission be doing with this Rs 1 m.?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, as I explained earlier in my summing up. We have made some sacrifices; the money has gone into the scheme that we want to put in place for the 60 potentials producers that we want to boost. And, secondly to the Youth Mobility Programme. So, it is serving the same purpose but in a defined vote item.

The Minority Leader: So, in this line, I would like to know how many youths will be concerned for the Youth Mobility if you are mentioning that this budget will cater for that?

The Chief Commissioner: I have initially put Rs 8 m. for this. When I sat down at my office to work out where we can get money for new projects that we want and we have been elected for this, I painfully got about Rs 15 m. And, it is with this Rs 15 m. that we are doing these fantastic projects.

Mr Chairperson: Page 37? 38? We are on 38. 39? 40?

The Minority Leader: Page 40, Mr Chairperson, Sir, for Item vote 22900.927 – Training and Student Sponsorship. I can see that there is an increase. Can we know to what purpose will this money be used?

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, estimates were used during this financial year to meet cost of tuition and registration fees for the following programmes: *Brevet Technicien Supérieur*, *Service Informatique aux Organisations*, Student and GPME, 13 students with MCCI, Bachelor degree in International Hotel Management at VATEL, 28 students, Diploma and Land Surveying 13 officers and Assistance Scheme for Post-Secondary Tertiary Student, 275 students and *Découverte des Métiers* for Grade 9, the context of the socioeconomic response plan. Provision made for the next financial year is to meet cost related to ongoing training programmes with MIE, VATEL, PML. I do not believe VATEL. PML and other activities such as continuous capacity building programme for officers of public, private sector. Increase in provision for next financial year is due to an increase in the cost of training programmes to be offered. Thank you.

The Minority Leader: Item Vote 28212011: RRA Scholarship/Medical Scholarship. Mr Chairperson, Sir, I would like to know whether the Medical Scholarship offered by RRA has been awarded for this current financial year.

The Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir. I have approved the recommendations of the Selection Committee last week.

The Minority Leader: Do we know how many students will be awarded the scholarship?

The Chief Commissioner: From what I have approved in my office, there are two.

/UNREVISED/

The Minority Leader: Yes, so, regarding Item Vote 31112831: Setting up of a Technical School at Citron Donis. I would like to know whether the contract for the renovation of the building at Citron Donis has already been awarded.

The Chief Commissioner: Draft bids document are being vetted by the Central Procurement Board.

The Minority Leader: Can I know how many students are actually following courses with the PML, will be housed at Citron Donis?

The Chief Commissioner: This question is not related to this Item Vote, Mr Chairperson, Sir.

The Minority Leader: It is related because all these students will be moving there at Citron Donis.

Vote 2-2: Chief Commissioner's Office (Rs 1,014,273,000) was, on question put, agreed to.

Vote 2-3: Chief Commissioner's Office was called.

Mr Chairperson: We are on vote 2-3, page 45, 46, 47.

Mr Baptiste: 31113 for Airport Development. Can the Chief Commissioner give an update about this project? Airport Development.

The Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, the provision of Rs 20,400,000 is for the possible relocation of more inhabitants in case more space is required. Gibbs Ltd. has advised the relocation of the dwelling of one inhabitant at Montagne Travers and payment of outstanding bills in connection with relocation of inhabitants from St Marie Village.

Mr Chairperson: Page 48.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, I would like to know from the Chief Commissioner regarding Item Vote 21110(9): Woman Prisons Officer. I can see that we have three additional funded positions for Woman Prisons Officer. Can I know whether there is any specific project in line with this recruitment in view?

The Chief Commissioner: I do not see which project there would be specific because prisons officers, Women Prisons Officer has a prescribed scheme of service and if we are recruiting, it will be to staff the prison to deal with female prisoners.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, I would like to know from the Chief Commissioners whether there will be prisons officers affected to the RYC Girls which is supposed to be opened very soon.

The Chief Commissioner: I do not have this information, Mr Chairperson, Sir, at this stage.

Mr Chairperson: Page 49.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, regarding 31112811: Infrastructure to Prison Building. Can I know when will be the contractual work ongoing there will be completed?

The Chief Commissioner: Provision for financial year made for payment of retention money in connection with the construction of uplifting of a security wall at Pointe La Gueule Prison. The project was awarded to Laxmanbhai Co. Ltd on 16 April 2021. Works started in June 2021 and was expected to be completed in February 2022. So, now, it is due by June 2022.

Mr Chairperson: Next page.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, regarding 26313152: Operation of the Probation Form/Hostel at La Ferme. Can I know whether there will be a construction for this project or any other way to mount this project?

The Chief Commissioner: Provision made for running and operational cost of home/hostel at La Ferme. And, now, I see in front of me for the upgrading of existing building.

Mr Baptiste: 31112812: Youth Rehabilitation Centre. Can we know where matters stand as regard to upgrading works?

The Chief Commissioner: Tender was launched in August 2021 and awarded to RABCO Ltd to the tune of Rs 3,848,417 in November 2021. Handing over of site held in January 2022 and works started in February 2022. Duration of works is 150 days.

Mr Baptiste: The expected completion date if you have gained permission then.

The Chief Commissioner: If you take February 2022, you add 150 days.

Mr Chairperson: Page 51.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, 22030: Rental of Building. May I know where is this building located and which department is in house there?

The Chief Commissioner: It is the Civil Status Office. When you get out of Assembly, it is just facing it.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, may I know whether any request has been made as the office space, it seems it is not appropriate, so that they can find a better building which will fit the needs of all problems that they have.

The Chief Commissioner: It is a contractual obligation with the owner but I am aware that the officers and the members of the public have suggested that there are sitting spaces, waiting spaces for members of the public who come to apply and make their identity cards and also, Mr Chairperson, Sir, new young couples who are coming for wedding and they do not have a proper space to wait. So, I may be marrying soon and it will be a good idea to provide for this.

Mr Baptiste: Do you mean that this office will shift elsewhere soon so that we can have a wedding, a conference room for?

The Chief Commissioner: No decision has been made yet, Mr Chairperson, Sir. The Member is well aware of the scarcity of appropriate office spaces in Port Mathurin. The Deputy Chief Commissioner and I myself are thinking about the ex-Bank of Mauritius Site where some people are using it, have been using it to store/park scrap vehicles. We may be using this space to have a modern office building to house the Civil Status Office. And, also, there are important archives there, important documents. I am sure the ancestors of Mr Baptiste have their civil documents, marriage and it is important to preserve these also in an appropriate building, an appropriate store.

Mr Baptiste: May I ask the Chief Commissioner if he is aware that at a certain point in time, a space was already earmarked at the new administrative block of Mont Lubin and site visits have been effected with officers of the Commission for Civil Status and the contractors and tender documents were also in preparation?

The Chief Commissioner: The Civil Status Office will have to stay in Port Mathurin, Mr Chairperson, Sir.

Mr Chairperson: Next page. Page 52, 53, 54, 55.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to Item Vote 21110(3), can we know how many Meteorological Observer are actually in post?

The Chief Commissioner: Three, Mr Chairperson, Sir.

The Minority Leader: Do we know how many will be in post for the next financial year?

The Chief Commissioner: Information I have, Mr Chairperson, Sir, being given that there are no Trainee Meteorological Officer in post, funds have been reallocated for the recruitment of three additional Trainee Meteorological Officers. Provision is made for payment of salary to officers in post and those to be recruited, salary paid is based on the new salary scale of PRB 2021 and also include payment of increment. There will be six in post.

The Minority Leader: Mean there will be six Trainee Meteorological Observers in post but my question was for the next financial year, the Meteorological Observer, whether we will still have three.

The Chief Commissioner: Recruitment of three additional Trainee Meteorological Officers. Mr Chairperson, Sir, it is unfortunate that... I am making a general comment that maybe next year, we should put the number of person in post. I do not know whether there has been a change in this and whether this from this year. It is maybe a new format. It is a new format.

(Interruptions)

The Chief Commissioner: Yes, I agree with you. It is quite time-consuming to have to consult for such factual information. I would see that we will look into this issue that the number of person in post be included if it is possible. Thank you.

Mr Chairperson: Page 55. Next page, 56.

Mr Baptiste: Item 22120: Fees. May I know who is the Chairman of the SEMPA Board and what are the rates of fees paid to Chairman and Members of this board?

The Chief Commissioner: Mr Jean Maurice Ravina is the Chairman and the officers also, would you please give me? The Member has asked for the fees of the Chairman and the Members of the Board.

The Chief Commissioner: Yes, provision is made for payment of fees to Chairman, nine Members and Secretary of SEMPA. They are paid Rs 1,995, Rs 890 and Rs 1,225 respectively per sitting.

Mr Lisette: Mr Chairperson, Sir, I refer to Item Vote 21110(1): Head, Water Resources Unit. I would like to know from the Chief Commissioner as regard to the Scheme of Duty, whether same has been finalised.

(Interruptions)

The Chief Commissioner: Provision made for payment of three months' increment. Recruitment in three months' salary to the officer to be promoted to Head Water Resources. Salary paid is based on the new salary of PRB 2021 and also include payment of increment in January 2023. The scheme has been finalised.

Mr Baptiste: 31112009: Marine Protected Area. I see that the provision for this current year has increased. May I know what projects or activities have been earmarked for this?

The Chief Commissioner: So, we have Marine Protected Area. The funds provided for financial year 2022/2023 for acquisition of drone from Monitoring Control and Surveillance, Setting Up of Mooring Zone at Rivière Cocos Eco Village, Setting Up of Mooring Zone at Graviers Fish Landing Station, Upgrading of SEMPA Workshop and Acquisition of Specialised Patrol Boat.

Mr Chairperson: 57.

Mr Lisette: With respect to page 57, Mr Chairperson, Sir, with respect to Item 20: Operating Pumping Station (Rodrigues) (on roster). I note that the number of funded position is same but yet, there has been a considerable increase in the provision for financial year 2022/2023. Can we be given the explanation for such an increase?

The Chief Commissioner: Provision is made for payment of salary to the officers in post. Salary is based on the new salary scale of PRB and also includes the payment of increment in January 2023. There are 20 in post.

Mr Chairperson: Page 58.

Mr Lisette: Mr Chairperson, Sir, Rain Water Harvesting Scheme. We note that there has been a major increase in the provision. I would like to know from the Chief Commissioner. I mean 25110008: Rain Water Harvesting Scheme. Yes, I would like to know whether the criteria for the beneficiaries have already been set up.

The Chief Commissioner: No, Mr Chairperson, Sir. We are working on it. It will be made public soon.

The Minority Leader: Can we know from the Chief Commissioner about the volume of the Rain Water Harvesting System that will be given?

The Chief Commissioner: I repeat, they are working on it and it will be made public soon.

Mr Chairperson: Page 59, 60. So, I put the question.

Vote 2-3: Chief Commissioner's Office (Rs 306,688,000) was, on question put, agreed to.

Vote 3-1: Deputy Chief Commissioner's Office was called.

Mr Chairperson: We are on Vote 3-1, page 69.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, regarding Item Vote 21110(12): Storekeeper. We can see that we have 200 positions for this financial year and two funded positions for the next financial year but there is a decrease of nearly half in the budget. Can the Deputy Chief Commissioner enlighten us on this?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, the decrease in provision is due to the retirement of one officer.

Mr Chairperson: 70, 71, 72, 73. I am already on 73. 74, 75, 76.

Mr Lisette: Mr Chairperson, Sir, I would like to know from the Deputy Chief Commissioner as regard to the Senior Road Transport Inspector. Formerly, there used to be the Senior Transport Officer. Inspector used to come from Mauritius. Senior Road Transport Inspector. Page 76. 21110(1). The question is being given that we have one such person in post in Rodrigues, will he in the time to come, give priority to that person to take that post as regard to the Officer in Charge?

The Deputy Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, we are looking into the matter. We are dealing with the respective authorities in Mauritius to do the needful.

Mr Chairperson: 77.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, Item Vote 22900016: Extension of CEB Network in Morcellement. May I know from the Deputy Chief Commissioner which morcellement will be concerned for the next financial year?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, it is essentially for all the morcellement where the network has not been extended and any new morcellement.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, 31113: Improvement, Renewals, Minor Project and Infrastructural Works in Villages. Can the Commissioner give us an update about status of track roads, where contracts have been awarded already?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, the contract has already been awarded and we have already started the construction of track road in local region number 2.

Mr Baptiste: Which companies have these been awarded, contracts have been awarded to which? Contractor, yes. How many lots have been awarded and to which contract? ... were in lots. For the different lots, can you give details?

The Deputy Chief Commissioner: Let me have more details.

The Deputy Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, three lots have been awarded to Laxmanbhai and one lot to Triven Construction Ltd.

Mr Chairperson: 78, 79.

Mr Baptiste: Item 21110(2): Housing Development Officer. I would like to know whether there is already a Housing Development Officer in post.

The Deputy Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, there is one Housing Development Officer.

Mr Baptiste: I would like to know whether the amount that has been earmarked here will be sufficient to meet the salary of the same Item for the Housing Development Officer (HDO).

The Deputy Chief Commissioner: The answer is yes, Mr Chairperson, Sir.

Mr Baptiste: I do not think so because as I know, as per PRB Report, the basic salary is Rs 28,225 but the amount earmarked here will be... The HDO will be underpaid. So, I would ask the Deputy Chief Commissioner to confirm the information. Yes, Housing Development Officer.

The Deputy Chief Commissioner:more time to answer.

The Deputy Chief Commissioner: Yes, in the answer, provision will be sufficient for the payment of salary in increment.

Mr Baptiste: Yes but I have mentioned, I do not know if you have a calculator, I have said that I have seen in the PRB Report 2021 the starting scale, scale is Rs 28,225. If the officers are already in post, how can this amount be sufficient to meet?

The Deputy Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, the officer is on temporary appointment.

Mr Chairperson: So, let us move to page...

Mr Baptiste: It means that it will fall. So, what would be the...

The Deputy Chief Commissioner: Yes, I will wait for the answer.

The Deputy Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, fund will be made available through reallocation when confirm in the post.

Mr Chairperson: Page 79. Same page? Yes.

Mr Baptiste: Item 22120: Fees to Chairman and Members of Boards/Committees, 002, yes. Referring to which committees and the rate being paid to members, Chairman of the committee?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, it is, Mr Chairperson, Sir, payment of fees to Chairman, Members and Secretary of the Slab Committee and Housing Committee.

Mr Baptiste: The rate for Chairman and Members, please.

The Deputy Chief Commissioner: I do not have the rate actually, Mr Chairperson, Sir. I have to look for additional information from my colleagues.

The Deputy Chief Commissioner: So, Chairman of the Slab Committee – Rs 4000 and Members – Rs 2000.

Mr Chairperson: 79.

Mr Ramdally: Item 31113.012: Housing and Rehabilitation Programme. Can the Commissioner tell us what it is about, this item, and why has there been a decrease?

The Deputy Chief Commissioner: Provision made for payment of under social housing as follows: new Housing Scheme of... Rs 45,000 for Scheme 1 and 2, Rs 30,000 and Scheme 3 and 4 – Rs 15,000 and session scheme of which Rs 20,000 for the upgrading of trust-fund houses and CIS housing units.

Mr Baptiste: Can the Deputy Chief Commissioner inform the House whether there have been changes in the scheme or it will remain the same? Because he is talking about scheme 1, scheme 2. Just, can you inform the House, please?

The Deputy Chief Commissioner: There has been a renaming of the schemes. In fact, what we are going to do, we are still working on the schemes and we will make it public shortly.

Mr Baptiste: So, can the Deputy Chief Commissioner inform the House about the number of housing units he is expecting to construct/build during the forthcoming year?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, the amount of funds we have received, Mr Chairperson, Sir, we will build the maximum housing that we can.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, can we know from the Deputy Chief Commissioner when is he expecting the revival of the Rodrigues Housing Development Company?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, soon, very soon.

Mr Baptiste: One more question. I will continue this because I know that he has not yet defined the schemes but Item 22900001: Uniform, may I know which categories of workers are eligible for same uniform?

The Deputy Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, made for the provision of uniforms allowance to eligible officers.

Mr Baptiste: Who are eligible officers, Mr Chairperson, Sir?

(Interruptions)

The Deputy Chief Commissioner: Workers and handy workers. I suppose.

Mr Baptiste: It is important because I want to know being given that the number of funded posts are the same and that now, there is a decrease in the provision for uniform, I want to know why.

The Deputy Chief Commissioner: I wait for the answer.

The Deputy Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, funds will be sufficient according to the current trend of expenditure.

Mr Baptiste: Item 28212012: Casting of Roof Slab Grant. May I know how many people, how many persons have benefitted from this grant during this financial year and how much has been spent?

The Deputy Chief Commissioner: Casting of Roof Slab Grant. Provision made.... To eligible beneficiaries. Provision also is made for payment of grant for elderly casting of slab. So, we are still working on it and it will be made available to you soon.

Mr Chairperson: 81, 82, 83. 82.

Mr Baptiste: I would like... Item 31113: Protection of the Environment. Can we have a breakdown of this Item? Breakdown for the coming financial year. Protection of the Environment. Yes, with the Rs 36,000,000. Yes.

The Deputy Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, funds will be made available for the purchase of 200 solar lamps to be installed along the public beaches and green spaces. Public buildings also will be considered. Project for the Protection of Beaches from Coastal Erosion at Grand Baie and Petite Butte. Third, Installation of Waste Secretion Bins Along Public Beaches, payment of last certification of retention money on the Waste Treatment Plant at Grenade. And, fifth, setting up of a shelter for the shredders and other logistics for the centre of centre de tri at Roche Bon Dieu. Sixth, for desilting of riverbeds at Port Sud Est and Anse aux Anglais. Seventh, rehabilitation of masonry walls at Baie Lascars and Anse aux Anglais. Eighth, setting up of a green space at Crève-Coeur, Jean Tac and other villages. And, ninth, rehabilitation of 31 green spaces and children playground.

The Minority Leader: Page 82. Mr Chairperson, Sir, for Item Vote 22070005: Cleaning Services – Refuse Collection. We can see that there is a significant increase in the budget provision. Can we know?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, it is meant for RodClean and it caters also for the additional staff we will be recruiting soon.

The Minority Leader: A last question. Can we expect that new villages will be concerned with the collection of refuse?

The Deputy Chief Commissioner: Yes. The answer is yes, Mr Chairperson, Sir.

Mr Chairperson: Page 83. Okay, go on.

Mr Baptiste: Item 22120: Fees to Chairman and Members of Rodrigues Environment Committee. I would like to know whether the committee has already been set up and if so, who is the Chairman and who are the Members, the composition?

The Deputy Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I have been made to understand that the committee has not been. We have not set the committee yet because I have been made to understand that there is a correspondence to the SLO so that the Commissioner for Environment becomes the Chairman instead of the Chief Commissioner. That is why we have not yet set the committee.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, Item 31113: Minor Works and Improvement to Community Centres. I would like to know what community centres have been earmarked to be constructed in the next financial year.

The Deputy Chief Commissioner: Well, there are details. This money is meant for construction of centre which is found at Mont Plaisir. There is also money for the payment of bills related to the construction of new community centre at Baie Malgache. There is also the construction of other community centres at Cité Patate, upgrading and uplifting of community centres, provision of equipment, materials and furniture to community centres and the setting up of the six integrated regional officers.

Mr Baptiste: Can the Deputy Chief Commissioner give us an update about where matters stand as regard to the tender procedures for the construction of community centres at Grande Montagne and Gravières?

The Deputy Chief Commissioner: It is at the tender stage, tendering stage.

Mr Baptiste: Yes, which stage it has reached?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, this is quite technical. I do not have the technical information to give to the Member but still, we will see, we will look into the matter and then, I will go back and tell you in this House.

Mr Lisette: Does the Deputy Chief Commissioner intend to cancel the tendering exercise which was under the.... as regard to these two community centres.

The Deputy Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, there is a new government. There are new policies. We will look into it. I will bring it to the Executive Council and then, we will take the decision. Okay?

Mr Ramdally: Item 28212038: Support to Village Committees. I see that there was a sum of Rs 8 m. earmarked for the year 2021/22. Can the Deputy Chief Commissioner tell us how much of this money has been spent and what will be the use of the Rs 3,600,000 earmarked for 2022/23?

The Deputy Chief Commissioner: Provision is made for financial year 2022/23 for the financial assistance to village committees for the implementation of minor community-based project aiming at promoting positive development and social inclusion.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, Item 28212040, I think it is a new Item, Support to 6 Rodrigues Regional Councils/IROs. Can the Deputy Chief Commissioner enlighten the House about the operation of those, how it will be?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, so, under this Item, the provision made is for the running of the Regional Council and the IROs.... as I explained in my speech. This will be a sort of decentralised service to the population, to the different electoral regions.

Mr Ramdally: Item 28212039: Support to NGOs. Rs 2 m. was earmarked last year. Can I know what kind of support has been provided to NGOs and will the Rs 1 m. earmarked for this year be sufficient?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, from the information I have, provision is made the financial year for the financial assistance to Non-NGOs for the implementation of minor community-based projects aiming at combating social ills and promoting positive development and social inclusion.

Mr Ramdally: Can I know how much money was spent this present year?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, Mr Chairperson, Sir, I do not have the exact information but I will ask my officers to hand over the answer to me, please.

The Deputy Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, provision will be used for by the end of the financial year.

Mr Chairperson: Last question.

Mr Baptiste: Item 22900957: Community Animators. Can the Deputy Chief Commissioner give us more details about who are Community Animators, what are their jobs?

The Deputy Chief Commissioner: Yes, Community Animators. So, provision made for payment of expenses related to the organisation of inauguration of new community centres.

Vote 3-1: Deputy Chief Commissioner's Office (Rs 642,415,000) was, on question put, agreed to.

Mr Chairperson: I suspend the House for 45 minutes.

At 8.27 p.m., the Sitting was suspended.

On resuming at 9.21 p.m. with the Chairperson in the Chair.

Mr Chairperson: Please be seated.

Vote 4-1: Commission for Agriculture, Food Production, Plant & Animal Quarantine, Fisheries and Forestry was called.

Mr Chairperson: Vote 4.1. So, we are on page 94.

Mr Ramdally: Mr Chairperson, Sir, Item 21110 – Word Processing Operator: 8. We see that there are two funded posts in 2021-22; two funded posts in 2022-23 and the sum has decreased by half. Can the Commissioner explain?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, I am informed that one Word Processing Operator retired on 26 September 2021.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, for the same vote item, will the retired person be replaced?

Mr Perrine: No.

Ms. Roussety: Mr Chairperson, Sir, Item No. 3112.829, can the Commissioner for Agriculture inform the House why there is such an increased on Construction and Upgrading of Agricultural Infrastructure and what type of works are to be performed there?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, payment of retention money for refurbishment of building and acquisition of equipment for fruits flies, rating and upgrading of electrical works at technical block. (a) Consultation fee for the construction of an agri-complex and veterinary complex. (b) Upgrading works at administrative block phase II.

Mr Ramdally: Item 31113.021: Agricultural Research and Development. In year 2021-22 Rs 200,000 was earmarked and no fund for 2022-23. Must I understand that there will be no research carried out?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, provision for agricultural research and development has been catered under recurrent item 4-104 22900.999: Incentives for the Promotion of Modern and Efficient Irrigation in Crop Production as it is more practical and efficient while effecting payment.

Mr Baptiste: Can the Commissioner tell us what was the purpose of this agricultural research and development? I understand that under the vote item it is something different but agricultural research and development itself was meant for what type of research? Whether any agricultural research has been done?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, I am informed that research in all agricultural issues and item has been moved from administration to technical side.

Mr Baptiste: Can we know where then from the technical side?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, as far as I know I do not know.

Mr Chairperson: Page 96?

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to item vote 22900.981: Equipment for Food Testing Laboratory in Rodrigues, I can see that the provision for this financial year has been revised to half *alors que le Commissaire de l'Agriculture a beaucoup parlé des produits agro-alimentaires à être expédiés en France et en Australie*, how come instead of equipping the lab, the budget is on the diminishing trend?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, I have received the information. Provision is meant for purchase of equipment for food testing on key rodriguan products.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, that is why I am asking. Given that he has been talking about sending of agro products in France and in Australia, how come instead of equipping more the lab, the budget has been on the diminishing trend?

Mr Perrine: Yes, Mr Chairperson, Sir, I am informed that other equipment has already been purchased. Fund meant for the purchase of remaining equipment, a colameter, moisture humidity and analyser.

The Minority Leader: As at now what are the tests that can be done in this laboratory?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, we understand that the question is on technical issues which I am not acquainted with although I have been informed that the tests that will be carried

out, total solid in food; microbial analysis in food; moisture content; PH and acidity test to determine the quality of product.

Mr Chairperson: Page 97?

Mr Baptiste: Item vote 22900.982: Establish Standards for 5 Key Rodriguan Products, can the Commissioner inform the House what are these 5 key Rodriguan products and what standards ... set?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, provision is meant for establishment of filière and value addition for onion, red beans, chillies, honey and lemon.

Mr Ramdally: Mr Chairperson, Sir, item 22900.983: Seed Production Scheme. Being given that the Commissioner said that he will increase production of seeds in his mandate, will this sum earmarked which remain the same, will it be enough?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, the sum will be enough. Provision is meant to purchase quality seeds, such as, garlic, onions and beans for the distribution among planters.

The Minority Leader: Can I know from the Commissioner for Agriculture, how many planters are being targeted by the Scheme?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, I am informed that it will depend on the price of the seeds and on market and request from planters.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, just to confirm on this point, the Commissioner seems to say that he will purchase seeds instead of produce seeds?

Mr Perrine: My answer was very clear. It means that we are going to purchase the seeds with planters in Rodrigues and to distribute to local producers who will be interested, other planters to purchase the seeds.

Mr Chairperson: Page 98? 99?

Mr Baptiste: 27210.005: Assistance to Professional Fishermen. May I know from the Commissioner how many new fisherman cards have been delivered during this current financial year?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, I am informed that 64 professional fishermen have received their cards recently, being issued recently during the month of March.

Mr Baptiste: May I know then why the provision for the assistance has remained the same, why you have given 65 additional cards then?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, according to technician of my Commission, amount will be sufficient as the provision is for payment of Bad Weather Allowance to in-lagoon and off-lagoon. It depends on number of days and bad weather that will be paid.

(Interruptions)

The Minority Leader: I have a question, Mr Chairperson, Sir. For item number 28212.023: Support to Off-Lagoon Fishers, can I know from the Commissioner for Fisheries what is this budget meant for and can he account for the significant decrease in the provision?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, the answer is that provision for procurement of equipment and support to off-lagoon fishers, example subsidy on outboard motors, training in off-lagoon fishing techniques, life jackets have already been purchased. That is why there is a decrease in the sum

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, on the same vein, on the same item number. If I refer to the table on page 91 regarding the key performance indicator, we can see that for this financial year, 32 fishermen were trained while for the next financial year there is provision, the target is for 60 and the budget is on the decrease. How can the Commissioner for Fisheries account for that?

Mr Perrine: It will cater for training only and will be sufficient.

Dr. Agathe: For the item vote 27210.107: Alternative Livelihood to Octopus Fishers during Closed Seasons. So, I know that there is a decrease in the provision made for the year 2022-2023. Since the beginning in 2012 the fishers are asking for an increase or a fees paid to them which was at Rs 250 and here there is a decrease in the funding, how can you explain this decrease?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, provision made for payment of allowance to alternative livelihood octopus fishers and grant to RCSS for payment of allowance to regional supervisor/s during the two octopus closures. Many participants have left the programme for other job, that is why there is a decrease in the amount earmarked.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, I think that my colleague asks the question whether you intend to increase the allowance paid to these people involved because I understand that during the few years' members of the then opposition were asking for this increase?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, I understand that there is a lack of fund, there will be reallocation in order to meet any increase that will be given to fishers. As for the first of

your answer to previous question, the item will cater for training only and 60 fishers will be trained and the provision will be sufficient.

Mr Baptiste: I have not obtained the answer. I ask whether you intend to increase the allowance paid to the fishermen?

Mr Perrine: I think, Mr Chairperson, Sir, Members should listen when I give answers. So, I have said yes and the provision which has been made will be sufficient to meet any increase and if this is not enough, we will have to do, what we call reallocation.

Mr Baptiste: Can the Commissioner inform the House about the actual rate being paid and what is the new rate he intends to pay?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, the decision will be taken soon by the Executive Council of the RRA.

Mr Ramdally: Mr Chairperson, Sir, item 31113.006: Fisheries Development, can the Commissioner tell the House what this provision is meant for?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, new project which will be implemented in the forthcoming budget include research and survey for the promotion of FAD, fish aggregative devices in fisheries in Rodrigues.

Mr Chairperson: Page 100? 101?

Mr Baptiste: 21110(17) for Electrician, there is a decrease in the personal emolument for Electrician from Rs 288,000 to Rs 7,000 only, can you account for this please?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, I am informed that one Electrician retired on 16 March 2021 and funds will be sufficient for the payment of allowance vice assignment until recruitment procedures practice finalise.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, I understand that there was one Electrician in the last budget, the person was in post and it means that actually the person is still in post. So, I want to know how Rs 7,000 only be sufficient then?

Mr Chairperson: Three minutes left on item 4-1. If you could speed up with the answers it will be nice.

(Interruptions)

Dr. Agathe: For the item vote 22900.959: Incentive for Agricultural Crop Production, there is no fund which provided for 2022/23? 101? Okay, sorry.

Mr Chairperson: Let us while we wait for the answer. 101, so go on with your question.

Dr. Agathe: So, I repeat. So the item vote 22900.959: Incentive for Agricultural Crop Production, there is no provision being made for the year 2022/23, how come?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, the provision is meant for training and farm establishment for 60 trainees in agriculture.

Mr Chairperson: Still no answer for page 100? I take a last question 102 while we wait ...

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to item vote 22090.001: Security Services, I can see that no budget provision has been attributed for this financial year. I suppose the same answer for the question of General Worker, can we know how many of Security Guard or person with assignment will assume duty as Security Guard?

Mr Perrine: Mr Chairperson, Sir, I am informed that fund for Security Services is provided in the appropriate item at the Chief Commissioner's Office. And, previous question, I am informed that one Electrician has retired on 16 March 2021. The post is presently vacant; provision is made sufficient to meet allowance to Tradesman Assistant who is being assigned the duties of Electrician until the filling of vacancy.

Mr Chairperson: Time is over.

Vote 4-1: Commission for Agricultural, Food Production, Plant and Animal Quarantine, Fisheries and Forestry (Rs 318,334,00) was, on question put, agreed to.

Vote 5-1: Commission for Health, Fire Services and Social Security was called.

Mr Chairperson: We are on Vote 5-1 on page 112.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, for item vote 21111.200: Staff Welfare. I have noted that the Commissioner for Health talked lengthily about the welfare of the medical personnel. I can see that there is a provision for Rs 3,000, can I know what he will do with that?

Mr Volbert: Provision made to cater for welfare of employees under Programme 50101: GENERAL based on number of officers.

Mr Randally: Mr Chairperson, Sir, 21110.001(7): Confidential Secretary, we see that the number of funded post has decreased from 2021/22 to 2022/23 but there is an increase in the figure. Can the Commissioner explain?

Mr Volbert: Provision made to cater for salary. One Confidential Secretary transferred to Commission for Agriculture and Others. Increase is due to salary PRB Report 2021 and increment 2023.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to item number 22030.003: Rental of Vehicles. I can see that there is a provision of Rs 1,500,000 and can I know whether the Commission for Health is going ahead with the rental of vehicles?

Mr Volbert: Provision made to cater for rental of vehicles due to shortage of vehicles at the Commission for conveyance of specialists' staff, approximately Rs 60,000 per month, conveyance of medical wastes for incinerator at Delo Vert approximately Rs 55,000 per month. Decrease is due to the fact that the Commission has acquired a water lorry for supply of water for Dialysis Unit and provision of additional vehicles thus, reducing the number of vehicles to contract out.

Ms. Roussety: Last question. Item number 22030.001 regarding rental of building, why such increase and for what the building is being rented for?

Mr Volbert: Provision made for maintenance of building, for storage of drugs and medicines, for the Pharmacy Department due to lack of spaces at hospitals compound. Increase in provision is meant for rental of additional spaces to accommodate the expected increase in drugs, medicines and equipment.

Mr Baptiste: Can the Commissioner give us information where it is and what is the monthly rental?

Mr Volbert: Tendering process is starting soon.

Mr Chairperson: Page 113.

Mr Baptiste: 31113.014: Health Infrastructure Development Projects. Can the Commissioner enlighten the House about what infrastructural development projects will be carried out?

Mr Volbert: Provision made for construction of a modern hospital and medical waste incinerators, upgrading, renovating works at Queen Elizabeth Hospital, Area Health Centres and Community Health Centres.

Mr Baptiste: Can the Commissioner give us more information about where will the new modern hospital be constructed?

Mr Volbert: The Executive Council will decide about the site soon.

Mr Chairperson: Page 114? 113, one more question?

Mr Baptiste: Yes. 31122.004: Equipment and Furniture for Hospital and Others, there has been, I think, a substantial increase for the next financial year. Can the Commissioner give us more details about that?

Mr Volbert: Provision made for procurement of equipment and furniture, such as, refrigerators, air conditioners, tables, chairs, shelves, lockers, sofa beds and beds for different department at Queen Elizabeth Hospital and La Ferme and Zita Jean Louis Area Health Centre. Provision also made for the acquisition of two additional stand-by generators for administrative and maternity blocks.

Mr Baptiste: Also for medical equipment?

Mr Volbert: Repeat the question.

Mr Baptiste: Yes, I want to know whether medical equipment also will be on next item?

Mr Volbert: It is found under item for medical equipment.

Mr Chairperson: Page 114.

Mr Ramdally: Mr Chairperson, Sir, item 21110.001(5): Specialist/Senior Specialist, can the Commissioner tell the House how many specialists are actually in post?

Mr Volbert: There are two specialists in post, Mr Chairperson, Sir.

Mr Ramdally: Being given that on his Budget Speech, the Chief Commissioner mentioned that there will be recruitment of specialists, we see that the sum earmarked has decreased. Can the Commissioner explain this?

Mr Volbert: Mr Chairperson, Sir, month to month specialist on call allowance, salary made by the Ministry of Health.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to item 21110.001(2): Health Director, can I know from the Commissioner for Health whether there is a recruitment process that is on actually?

Mr Volbert: Yes, Mr Chairperson, Sir.

The Minority Leader: Can I ask the Commissioner of Health why is it that the provision has decreased significantly?

Mr Volbert: We are still awaiting for interview thus the post is not filled up to now.

Mr Chairperson: Page 116? 115.

Mr Ramdally: Yes, item 21110.001(38): Medical Laboratory Technologist/Senior Medical Laboratory Technologist. I see that the number of funded post has remained the same and in the Budget Speech they said that Medical Laboratory Technologist will be recruited. Can the Commissioner explain?

Mr Volbert: Mr Chairperson, Sir, additional staff from the Ministry of Health and Wellness will be given.

Mr Chairperson: Page 116? 117? 118?

Mr Baptiste: 31122.004: Medical Equipment, can the Commissioner give us a breakdown of the default medical equipment that his Commission intends to buy?

Mr Volbert: Provision made for procurement of medical equipment, such as, ventilators, defibrillators, infant and adult resistor, monitorise mobile digital X-Ray machines, C Arm, orthopaedic table, laboratory equipment for different departments at Queen Elizabeth Hospital, La Ferme and Zita Jean Louis Area Health Centres and isolation centre. Provision include the acquisition of five dialysis machines and one water treatment plant for La Ferme Area Health Centre.

The Minority Leader: I have a question regarding item vote 28212.025: Subsistence Allowance to Patience on Treatment in Mauritius. Can we know from the Commissioner for Health what is the rate of the subsistence allowance?

Mr Volbert: Provision made for payment of allowance for patients who travel to Mauritius for their treatment at the rate of Rs 300 per day each.

Mr Ramdally: Item 21110.001(6): Firefighter. We see that there are 51 funded posts for both financial years and there is a decrease in the sum earmarked. Can the Commissioner explain?

Mr Volbert: Provision made to cater for salary for Firefighters in post and recruitment of the additional officers with lower salary resulting in a decrease in provision.

Mr Baptiste: Can the Commissioner inform the House about the number of firefighters actually in post?

Mr Volbert: Mr Chairperson, Sir, 25 Firefighters in post.

Mr Baptiste: I do not know if my information has referenced to the budget of last year, it seems that there were 38 in post and provision was made for Rs 14,470,000 as it is for estimates 2022. Can I know then why there is a decrease if there were 25 or 38, whatever be, now for 51 how is it that there will be a decrease?

Mr Volbert: Some having promoted and others retired.

Mr Baptiste: Can we know exactly how many promotion has there been and which post of promotion?

Mr Volbert: There has been, Mr Chairperson, Sir, three Station of Fire Officers promoted, seven Sub-Officers and three officers retired.

Mr Ramdally: Mr Chairperson, Sir, lastly I have heard the Commissioner mentioning that 13 Firefighters will be repatriated from Mauritius. Where is this money for the salary of these Firefighters?

Mr Volbert: Mr Chairperson, Sir, fund will be made available upon their posting here.

Mr Chairperson: Page 120? 121? 122? 123? 124?

Mr Ramdally: Yes, Mr Chairperson, Sir, item 27210.003: Unemployment Hardship Relief (UHR). There is a decrease in the sum allocated for the next financial year, can the Commissioner explain this decrease?

Mr Volbert: Provision is made to cater to Unemployment Hardship Relief to unemployed families and payment is made to the head of household. The decrease is due to the fact that some beneficiaries are absorbed by the National Empowerment Foundation Programme. In addition, there are some beneficiaries who opt for grant of Rs 50,000 to initiate project instead of a monthly basic employment pension.

Mr Baptiste: 22120.001: Fees for Medical Board and Domiciliary Visits. Can the Commissioner enlighten about number of medical practitioners involved in this exercise for medical board and domiciliary visits?

Mr Chairperson: Which page are you referring to?

Mr Baptiste: 123.

/UNREVISED/

Mr Chairperson: No, we are on number of 124. I am sorry. I put the question.

Mr Ramdally: Item 31112.821: Construction of Administrative Block at Mont Lubin. I see that in 2022 there is no sum earmarked and there is a sum of Rs 10,168,000 for next year, can the Commissioner explain for what purpose this is?

Mr Volbert: Mr Chairperson, Sir, it is for final payment and retention money.

Mr Ramdally: Can the Commissioner enlighten the House about the use of this building? What will be the future use?

Mr Volbert: For government purposes, Mr Chairperson, Sir.

Mr Baptiste: 31112.830: Construction of Elderly Recreational Centre at Baie, can the Commissioner give us details as where matters stand as regards to tender procedures and the construction of this?

Mr Volbert: Mr Chairperson, Sir, tender to be relaunched as there was no successful bidder.

Mr Lisette: What specific government purpose activities be carried out in the new administrative block? The specific purpose that will be carried out in the administrative block?

Mr Volbert: Mr Chairperson, Sir, to house Commission for Health, Zita Jean Louis hospital and Commission for Women, Commission for Employment and Labour.

Mr Baptiste: I would like to know whether the Commissioner intend to go ahead with the project of the construction of Elderly Creational Centre. I see for the estimates for 2022/23 it is Rs 4,000,000 I understand that if we will relaunch procedures we will start now but how come then the plan for 2023/25 it is only Rs 1,000,000?

Mr Volbert: Mr Chairperson, Sir, scope is being revised with the consultant.

Mr Baptiste: I would to know for social integration of people with disabilities what is this item for and why there is a decrease? 227220.004: Social Integration of People with Disabilities.

Mr Volbert: Mr Chairperson, Sir, provision is made for the payment of stipend to caregivers employed on a sessional basis at a rate of Rs 220 for a session of 1½ hours up to a maximum of 50 sessions and for the sponsorship of handicapped athletes in sports activities and to entertain request from SEN schools, the provision will be sufficient.

Mr Baptiste: ... activities because as far as I know very often there was a shortage for this item for the same purpose and being given that in one region there was carer and there was supposed to be recruit not of an additional carer. So, can I understand that there will be no recruitment for an additional carer?

Mr Volbert: Mr Chairperson, Sir, if need be for more funds, funds will be made available.

Mr Chairperson: The third last question. Okay, go on.

Mr Baptiste: 27220.003: Welfare of Vulnerable Groups. I would like to know for what purpose would these welfare of vulnerable groups, what will be issued in kind because as I know facilities such as wheel chairs and hearing aids according to the new policy of Social Security these are no longer given kind but in cash. That is why I will like to know what will you give to elderly persons or disabled persons from this welfare of vulnerable groups?

Mr Volbert: Provision made is for one-off-grant remitted to vulnerable groups under the Pension Special Programme to purchase wheel chairs, hearing aids and spectacles on their own. The decrease in the estimates 2022/23 is due to the new National Policy which now caters for payment of a fixed rate, that is, Rs 5,000 for wheel chair and Rs 5,000 for hearing aids and Rs 2,000 for spectacles.

Mr Baptiste: I understand this will be paid in cash landed but why social assistance benefitting kind? I know there are in kind and social benefit in cash.

Mr Volbert: Mr Chairperson, Sir, it is the new policy from Mauritius, new policy from the current ministry.

Vote 5-1: Commission for Health, Fire Services and Social Security (Rs 1,781,559,000) was, on question put, agreed to.

Vote 6-1: Commission for Women's Affairs, Family Welfare, Child Development and Consumer Protection was called.

Mr Chairperson: Vote 6-1. We are on page 131.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to Vote Item 21110, Number 5, 7 and 10. I will ask the question together. How can it be that there is no Human Resource Executive affected at the Commission, no provision, no provision for Office Management Assistant and no provision for Receptionist/Telephone Operator?

Mrs Agathe: Mr Chairperson, Sir, one Office Management Assistant is assigning duties at the level of HRE. With respect to Vote Item Number 7, Mr Chairperson, Sir, the salary of the Office Management Assistant assigning duties at the level of the HRE is catered under Sub-Head Consumer Protection Vote Item 2121110.001: Basic Salary and Responsibility Allowance under Vote Item 6012111004: Allowance. With respect to Item Number 10, one Receptionist/Telephone Operator has retired from the service.

The Minority Leader: Can I ask the Commissioner whether, the officers from Consumer Protection will also move to Mont Lubin, the new block because else, she will not be having corresponding officers.

Mrs Agathe: Mr Chairperson, Sir, the officer is temporarily posted at the Commission.

Mr Chairperson: 132, 133.

The Minority Leader: I have a question, Mr Chairperson, Sir, with regard to the Item Vote 21110 (2): Psychologist. I can see that there is one funded position for this current financial year whereas there is no funded position for the coming financial year. Can I know first whether actually, we have a psychologist affected to the Commission?

Mrs Agathe: Mr Chairperson, Sir, one Psychologist is posted on tour of service and salary is meant under the budget of the Ministry of Gender Equality.

The Minority Leader: Thank you, Madam Commissioner. A last question for the road. Can I know whether during the coming financial year, there will be a local person who will be ready to take the post of Psychologist?

Mrs Agathe: Mr Chairperson, Sir, no provision has been made. Matters will be taken at a later stage.

Mr Chairperson: 133, 134, 135.

Mr Baptiste: Yes, just one question because with the recent and continuous increase in the general price level, I see that consumer protection, there was a budget of Rs 50,000 for Sensitisation and Awareness Campaign that has been decreased to 25,000. Yes, sorry. Item Number 22900903 which is, I think, not in line with what the Chief Commissioner said. May I know how will the Consumer Affairs Unit carry out campaign with such a meager sum?

Mrs Agathe: Mr Chairperson, Sir, provision made for the next financial year to cater for expenses in connection with Sensitisation and Awareness Campaign. Decrease is due to the Commission reviewing its strategy regarding sensitisation and awareness to be in line with the

new sanitary protocol. Sensitisation will be made mostly through the media, radio, TV or Facebook.

Mr Baptiste: Then, can we have information relating to the number of complaints received, checks effected and number of fixed penalties issued during this?

(Interruptions)

Mr Chairperson: Maybe the Member can come with a substantive question. Then, we will have this answer. Yes, you already know. So, why do you put the question?

Vote 6-1: Commission for Women's Affairs, Family Welfare, Child Development and Consumer Protection (Rs 37,518,000) was, on question put, agreed to.

Vote 7-1: Commission for Tourism, Employment, Labour and Industrial Relations, Information Technology and Telecommunications was called.

Mr Chairperson: We are on Vote 7-1. Page 144, 145, 146.

Ms Roussety: Mr Chairperson, Sir, Item Number 22020.001. Regarding budget vote for Fuel and Oil Item, the amount has been decreased. Can the Commissioner for Tourism explain to the House why such decrease?

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, the amount has been decreased for the vehicle because we are having only one vehicle at a time at the Commission.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, with regard to Item Vote 22060018: Embellishment of Tourism/Cultural Sites. Can I know what are the cultural sites that have been embellished for this financial year and what will be the sites to be embellished in the next financial year?

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, provision is met under Item Embellishment of Mont Limon Tourism Site with the following: footsteps, handrails, security barriers with rope where required, information boards, benches and viewpoint. I have been informed that last year budget was used for embellishment of Saint François, Trou D'Argent Site and to Pointe Diable Embarkation Point. Thank you, Sir.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, regarding Item 22900922: Promotion of Tourism. Can I know what is this budget meant for, for the current financial year and for next financial year, what will be done with this budget?

Mr Wong So: A budget of Rs 18 m. has been allocated for the promotion of tourism out of which Rs 7 m. are earmarked for the operation cost of Discovery Rodrigues Company Limited. The remaining amount will be used for promotional activities which will focus on our three main markets mainly Mauritius, Reunion Island, France during this financial year. As announced in the budget speech, the Tourism Development Plan of 2001 and the SIDPR 2009 are being revamped based on the new challenges and actual context in the whole. Following the COVID-19 Pandemic which has severely impacted on the tourism sector worldwide, it is an opportunity to rethink our tourism sector and plan for the future. Mr Chairperson, Sir, the new Tourism Development Plan will provide a five-year cost action plan for the setting up of appropriate strategies as well as the development of marketing plan of the Rodrigues Tourism Industry in line with the actual context. Thus, Mr Chairperson, Sir, my Commission will work out the forthcoming budget allocation in line with the five-year action plan from the new tourism development.

The Minority Leader: Same question. I would like to know from the Commissioner whether there is any new strategy in line with the situation that is prevailing in the world to attract tourism in Rodrigues.

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, it will be based on the Tourism Development Plan which is being revamped this year. Thank you.

Mr Chairperson: 148, 149, 150, 151.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, Item 31.018: Procurement of IT Equipment for Learning Corners in Villages. As far as I know, for the budget 2021/2022, there was a sum of Rs 1.2 m. budgeted but here, the estimate is nil. Does it mean that there will no more IT equipment in learning corners for the community?

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, may I inform the respected Member that the estimates for 2021/2022, there was no amount listed and also in this year? But nevertheless, we will try to give them the information that no budget is listed for this current year and we will try to see for the next year. Thank you.

Mr Baptiste: Yes, Mr Chairperson, Sir, maybe I should get some... Can you highlight us? There was a budget amount of Rs 1.2 m. but estimates here, it is nil. I do not know if there has been reallocation but I know that last year, there was a budget for it.

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, we are working on the document that we have at the moment. Here, we do not have any allocation for that.

/UNREVISED/

Mr Baptiste:Because a budget if something has been planned, if there has been a problem for reallocation, it is okay but maybe you should seek information from officers.

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, does this mean that the work that he had been doing last year is not good?

(Interruptions)

The Minority Leader: For ICT, what will be the policy regarding villages where there ought to be the learning corners, whether any activities have been planned for these villages?

Mr Wong So: Mr Chairperson, Sir, no.

Vote 7-1: Commission for Tourism, Employment, Labour and Industrial Relations, Information Technology and Telecommunications (Rs 165,105,000) was, on question put, agreed to.

Vote 8-1: Commission for Youth and Sports, Arts and Culture, Library Services, Museums, Archives, Historical Sites and Buildings was called.

Mr Chairperson: We are dealing with Vote 8-1 on page 160. 161, 162, 163, 164.

Mr Baptiste: Mr Chairperson, Sir, I do not know from which Item exactly but in the budget speech, it has been mentioned that the Rodrigues Sports Island Company Ltd will recruit 10 athletes, *anciens athlètes* and 20 Sports Animators. I would like to know from which budget items this will be...

Mr Chairperson: Which Item are you referring?

Mr Baptiste: So, it will be somewhere in Item... topic 22900: Allowance to Sports Animators.

(Interruptions)

Mr Baptiste: Okay. 943: Sports Animators, yes.

Mr Chairperson: So, put your question now.

Mr Baptiste: Yes, there will be recruitment of 20 Sports Animators but I see that the amount has remained the same, the estimates have remained the same. Could I know why?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, to Item 810322900942.

Mr Chairperson: We are talking of 943. Allowance to Sports Animators.

(Interruptions)

Mr Chairperson: Let us take another question in the meanwhile.

Mr Spéville: Thank you, Mr Chairperson, Sir. Item 28211.056: Other Current Transfer-Regional Sports Committee. The sum earmarked for 2021/2022 was Rs 1,800,000 and the sum has decreased to Rs 1,500,000. Can the Commissioner explain this difference?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, the cost of equipment of Animators will be met under Budget Item 810322900942.

Mr Baptiste: If there is an Item for Allowance to Sports Animators, how come that now with the recruitment of 20 additional Sports Animators, it will be now implemented in another Item? Because this is now. The budget is being prepared now.

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, the company will manage the funds. The funds are in another...

(Interruptions)

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, it will be under the sports company.

The Minority Leader: Mr Chairperson, Sir, regarding Item Vote 22060017: Upgrading of Sports Grounds. Can I know from the Commissioner for Sports what are the sports grounds that are being upgraded and what are the sports grounds that will be upgraded in the next financial year?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, Malabar Boxing Centre, Anse Goéland Football Ground, Baie Topaze Football Ground, Resurfacing of Manges Sports Complex, Resurfacing of Maréchal Basketball Ground, Upgrading of Ile Michel Football Ground, Upgrading of Ile Michel Beach Volleyball Court, Upgrading of Trèfles Handball Complex, Upgrading of Lighting System of 50 sports infrastructures, Grass Trimming Services, Repairs of... and other Fixed Structure at Sports Infrastructure, Upgrading of Manique Sports Complex, Upgrading of Anse Raffin.

Mr Baptiste: Item 28211: Other Current Transfer-Regional Sports Committee. Can we have more details about this Item, please?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, provision made for Special Grant Scheme to Football, Volleyball, Handball, Basketball and Rugby Club.

Mr Chairperson: We move to page 165, 166.

Ms Raffaut: Mr Chairperson, Sir, Vote Item 22900929: *Journée de Rodrigues*. So, on page 155, they said that in the strategic direction, the Commission aimed at fostering activities to promote our cultural identity. Can we know from the Commissioner why there has been a significant decrease in the amount?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, provision made for the organisation of the 20th Anniversary of the Autonomy and International Conference on Autonomy based on trend amount will be sufficient. Sport and youth activities will be organised during the whole month of October 2022 under relevant Item Vote *Mois de l'Autonomie*.

Ms Raffaut: Same page. Vote Item 28. Page 166. Yes. Vote Item 28212014: Financial Assistance to Artists. So, the target is to provide assistance to more artists, financial assistance but the budget has stayed the same. Can we know why?

Mr Ravina: Mr Chairperson, Sir, based on trend amount, will be sufficient for helping artists, production of album and other artistic activities and project.

Mr Chairperson: 167, 168, 169.

Vote 8-1: Commission for Youth and Sports, Arts and Culture, Library Services, Museums, Archives, Historical Sites and Buildings (Rs 186,941,000) was, on question put, agreed to.

Vote 9-1: Contingencies and Reserves was called.

Mr Chairperson: We are on Vote 9-1, page 170. So, I put the question.

Vote 9-1: Contingencies and Reserves (Rs 30,000,000) was, on question put, agreed to.

Revenue was called.

Mr Chairperson: So, we are on page 171. Summary of Revenue.

The Minority Leader: So, Mr Chairperson, Sir, I would like to know from the Chief Commissioner whether for 114: Trade License, we have had the policy to waive the license fee for tourism businesses and for SMEs, whether the waiving will be extended?

The Chief Commissioner: We have not yet taken a decision. Mr Chairperson, Sir, we will take a decision before the end of the financial year.

Mr Chairperson: 172, 173, 174. So, I put the question.

/UNREVISED/

Revenue (Rs 4,840,000,000) was, on question put, agreed to.

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, with your permission, I would like to make the following amendments. I beg to move that Appendix B Expenditure be amended as per the amendments already circulated. Thank you.

Question put and agreed to.

Mr Chairperson: Respected Members, that will do for the Draft Estimates.

At this stage, Mr Chairperson took the Chair.

On the Assembly resuming with Mr Chairperson in the Chair, the Chairperson of Committee reported accordingly.

Mr Chairperson: Respected Members, I have to report to the House that the Draft Estimates of Recurrent Revenue, Recurrent Expenditure, Capital Revenue and Capital Expenditure for the Financial Year 2020-2023 have passed the Draft Estimates Committee with amendments.

ADJOURNMENT

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I beg to move that this Assembly do now adjourn to Tuesday 31 May 2022 at 10.30 hours. Thank you.

The Deputy Chief Commissioner rose and seconded.

Question put and agreed to.

Mr Chairperson: The House stands adjourned.

At 11.00 p.m. the Assembly was, on its rising, adjourned to Tuesday 31 May 2022 at 10.30 a.m.